



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

C.P.S. Nouvelle série N°73 (N°155) – 2 €

5 JUIN 2019

**GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE**

Alors que s'instaure l'État policier et que tous les acquis ouvriers sont méthodiquement laminés,

Pour stopper l'avalanche déclenchée par le gouvernement Macron, il faut tout faire pour briser la collaboration des directions syndicales avec lui

Récession inévitable

Toutes les institutions officielles de la bourgeoisie doivent le reconnaître sans ambages : la situation économique actuelle se dégrade et une récession paraît de plus en plus inévitable. Seuls les délais font l'objet de discussion. Les données conjoncturelles faisant état d'une croissance annuelle de 3,2% aux USA (sur la base de la projection annuelle des résultats du 1er trimestre), ou même les résultats du 1er trimestre en Allemagne (+ 0,4% après deux trimestres où l'Allemagne avait frôlé la récession), ne doivent pas faire illusion. Ils n'inversent pas la tendance de fond qui se dégage nettement : baisse de la production industrielle dans tous les pays capitalistes avancées, stagnation voire baisse en valeur absolue du volume du commerce mondial, relance de la dette des pays dits « émergents », avec le plus souvent une stagnation économique, une inflation parfois galopante corrélative à l'effondrement de la monnaie de ces pays (Argentine, Iran, Turquie pour ne rien dire du Venezuela !).

« L'exception américaine », dont l'éditorial du numéro précédent de CPS annonçait la fin prochaine, semble perdurer si on s'en tient à une analyse superficielle. Mais

en réalité, la croissance US procède d'une fuite en avant qui annonce le pire, en particulier parce qu'elle se maintient au prix de l'augmentation impressionnante de l'endettement public. Cet endettement public a sa base dans la diminution massive de l'imposition du capital et aussi dans l'augmentation spectaculaire du budget militaire US – voir plus bas -, l'économie d'armement jouant plus que jamais son rôle de volant d'entraînement de l'économie dans son ensemble.

Par ailleurs, la politique de l'administration US consiste plus que jamais à exporter autant que faire se peut les conséquences de sa propre crise. C'était le sens de la politique d'augmentation (relative) des taux d'intérêt de la FED. Cette augmentation a permis le retour aux USA de capitaux qui ont du coup déserté les pays dits « émergents ». Notons d'ailleurs que la FED a vite interrompu cette politique. Elle manifeste par là sa confiance limitée dans les capacités de l'économie américaine de supporter un loyer de l'argent trop important. C'est aussi le sens des contorsions de Trump sur la question des taxations à l'importation.

Derrière les contorsions de Trump, la question centrale pour l'État US : comment éviter que la montée en puissance du capitalisme chinois ne menace la suprématie US ?

Reconnaissons-le : il est difficile parfois de saisir la logique des prises de position successives de Trump quant à la taxation des produits à l'importation. De jour en jour, les annonces varient. Par rapport aux importations automobiles venant d'Europe – essentiellement d'Allemagne – Trump a dit tout et le contraire de tout. Un jour, il annonce l'augmentation imminente des taxes. Le

lendemain, il dit que l'accord avec l'UE est imminent, pour revenir ensuite à la position antérieure. Dans la même semaine, il annonce le passage des taxations de 10 à 25% sur 200 milliards d'importations chinoises, pour dire ensuite qu'il annule la taxation de l'acier et de l'aluminium chinois et canadiens.(suite page 2)

Sommaire

• ÉDITORIAL	P.1
• DÉCLARATION DU GROUPE : APRÈS LE 1 ^{ER} -MAI... (7 MAI 2019).....	P.12
• DÉCLARATION PARUE SUR LE SITE DE « MAGHREB SOCIALISTE » : ALGÉRIE, À BAS LA RÉPRESSION (10 MAI 2019)....	P.13
• ALGÉRIE : LES QUESTIONS QUI SE POSENT AU PROLÉTARIAT ET À LA JEUNESSE.....	P.15
• LES MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORMENT C.P.S.	P.24
• BRÉSIL : COMMENT FAIRE EN SORTE DE DÉFAIRE BOLSONARO ?	P.30
• LES INCERTITUDES DU BREXIT ET LA CLASSE OUVRIÈRE BRITANNIQUE.....	P.34

Il ne s'agit pas que du caractère impulsif et imprévisible de Trump, bien que ce dernier joue un rôle. Il s'agit des contradictions de la bourgeoisie américaine elle-même. Comme on l'a souligné à plusieurs reprises dans *CPS*, certains secteurs de la bourgeoisie US sont les premières victimes de l'augmentation des taxes. C'est le cas des entreprises implantées en Chine même. Mais c'est aussi le cas des secteurs qui pâtiraient de l'augmentation du prix de l'acier et de l'aluminium qui constituent la matière d'œuvre de leur propre production.

En tout état de cause, pour se repérer, il est indispensable de prendre en compte non les multiples déclarations contradictoires de Trump, mais les décisions effectives. S'agissant des relations économiques dans le cadre de ce qu'était l'ALENA (relations avec le Mexique et le Canada), la montagne a accouché d'une souris, et après bien des rodomontades, le résultat pour Trump est des plus limités. S'agissant des relations avec l'Europe, il n'y a à vrai dire à ce stade aucune augmentation significative des taxes. Cela ne signifie pas que l'impérialisme US ne joue pas de la place mondiale du dollar pour imposer durement dans un certain nombre de domaines sa loi à l'Europe. Il a ainsi obtenu la quasi interruption des relations commerciales et des investissements de l'Europe en Iran, ce qui n'est pas rien. C'est en direction de la Chine que les mesures prises ont de sérieuses conséquences. L'augmentation des taxes sur 2/5 des importations chinoises va incontestablement peser sur l'économie chinoise. La récente décision de Trump d'interdire par décret aux entreprises américaines d'utiliser des équipements Huawei va dans le même sens.

Remarquons que la politique américaine vis à vis de la Chine ne rencontre guère d'objections en Europe. Il y a une raison à cela : toutes les vieilles puissances impérialistes ont le même intérêt à combattre l'intrusion

chinoise à leur propre table. Le surgissement de l'impérialisme chinois signifie forcément pour les autres impérialismes, en particulier les plus faibles, une place encore rétrécie.

Or l'érection de la Chine en puissance impérialiste ne procède en rien d'un « choix » de la direction chinoise. Elle est la seule manière pour la direction chinoise de répondre aux contradictions internes du capitalisme chinois, à la menace grandissante que représente pour elle le prolétariat chinois poussé à engager le combat de classe face aux plans de licenciement et autres attaques, résultats du ralentissement économique en Chine même. Au fond, la bureaucratie du PCC au pouvoir en Chine au compte du capitalisme chinois n'a d'autre solution que d'appliquer la formule de Cecile Rhodes citée par Lénine dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* : « *L'idée qui me tient à coeur, c'est la solution du problème social (...) Si vous voulez éviter la guerre civile, il vous faut devenir impérialiste.* »

Avec toutes les différences qu'il peut y avoir par ailleurs entre la Grande-Bretagne de 1895 et la Chine de 2019, la dernière phrase de cette citation de Cecile Rhodes correspond exactement aux impératifs de la direction chinoise.

Ainsi s'explique la politique dite des « routes de la soie » qui a connu, au grand dam des vieilles puissances impérialistes, quelques succès notoires, en particulier sur le sol de la vieille Europe : projet d'investissement et de financement d'infrastructures dans la partie Est de l'Europe (le groupe de Visegrad), accord avec l'Italie pour d'importants investissements portuaires (après la prise de contrôle en Grèce du port du Pirée). Face à cette offensive, l'UE a révélé son extrême fragilité, son incapacité à résister de manière unie, minée par les contradictions des intérêts nationaux antagoniques qui la traversent.

Impérialisme et militarisme

On peut encore évoquer l'actualité de Lénine à propos de ce qu'il écrivait il y a 103 ans : « *Comme il n'y a plus en Asie et en Amérique de territoires inoccupés, c'est-à-dire n'appartenant à aucun Etat, (...) il faut dire que le trait caractéristique de la période envisagée, c'est le partage définitif du globe, définitif non en ce sens qu'un nouveau partage est impossible – de nouveaux partages étant au contraire possibles et inévitables – mais en ce sens que la politique coloniale des pays capitalistes en a terminé avec la conquête de territoires inoccupés de notre planète.(...) si bien qu'à l'avenir il pourra uniquement être question de nouveaux partages, c'est-à-dire du passage d'un « possesseur » à un autre, et non de la « prise de possession » de territoires sans maître.* »

L'irruption de la Chine met effectivement à l'ordre du jour « un nouveau partage », ce qui pousse à l'augmentation sensible des moyens militaires par lesquels chaque impérialisme entend défendre sa place.

Le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) nous informe : « *Les dépenses militaires mondiales totales ont atteint 1822 milliards de dollars en 2018, soit une augmentation de 2,6% par rapport à 2017, selon de nouvelles données de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI). Les cinq plus*

gros dépensiers en 2018 ont été les États-Unis, la Chine, l'Arabie saoudite, l'Inde et la France, qui représentaient ensemble 60% des dépenses militaires mondiales. Les dépenses militaires des États-Unis ont augmenté pour la première fois depuis 2010, tandis que celles de la Chine ont augmenté pour la 24e année consécutive. »

Il précise : « *Les dépenses militaires des États-Unis ont augmenté - pour la première fois depuis 2010 - de 4,6%, pour atteindre 649 milliards de dollars en 2018. Les États-Unis sont de loin le plus gros investisseur au monde et ont dépensé presque autant en dépenses militaires en 2018 que les pays les plus dépensiers réunis.* »

La Chine, le deuxième pays en importance au monde, a augmenté ses dépenses militaires de 5,0%, pour atteindre 250 milliards de dollars en 2018. Il s'agit de la 24e année consécutive de hausse des dépenses militaires chinoises. Ses dépenses en 2018 étaient presque 10 fois supérieures à celles de 1994 et représentaient 14% des dépenses militaires mondiales. »

Jusqu'à quel point le militarisme peut-il se transformer en guerre impérialiste – ou guerre interimpérialiste ouverte ? Il faut éviter les pronostics hasardeux. Car pour s'engager dans une guerre impérialiste ouverte, il faut aussi réunir des conditions politiques. Cela vaut en particulier pour

l'impérialisme US. A cet égard, notons que si l'administration américaine a évoqué à plusieurs reprises la possibilité d'une intervention militaire au Venezuela, si elle a poussé en avant sa marionnette Guaido, son ardeur a été singulièrement refroidie par les réticences qui se sont exprimées y compris de la part de ses alliés les plus proches en Amérique latine qui en craignent les conséquences incontrôlables. De la même manière, l'administration américaine resserre encore l'étau autour de l'Iran, multiplie les provocations militaires, fait parader son porte-avions aux abords des côtes iraniennes, annonce le sabotage de navires saoudiens dont on ignore les auteurs mais dont on voit bien qui il sert. Mais il y a hésitation à

engager une guerre ouverte.

Le triste bilan (pour l'impérialisme US lui-même) de l'intervention en Irak aujourd'hui accusé par Trump d'être sous influence iranienne !, le borbier afghan – qui le contraint à négocier directement avec les talibans –, l'invitent à la prudence. Il cherche plutôt à faire endosser à ses « alliés » des guerres ouvertes – l'Arabie saoudite au Yémen, et la guerre constante d'Israël contre les Palestiniens.

Mais cette prudence ne constitue évidemment en rien une garantie absolue contre une intervention à venir à une échelle plus massive. Il faut se souvenir que l'impérialisme, c'est la guerre.

Derrière l'apparence des chiffres, l'aggravation de la faiblesse du capitalisme français

Dans ce contexte, où se profile une nouvelle récession, quelle est la situation de l'économie française ? Commençons par une remarque de méthode : plus une économie est tournée vers l'extérieur, plus la part des exportations dans le PIB est importante, plus elle est immédiatement frappée par la récession qui se profile.

Or en ce qui concerne la France : *« D'abord, le pays est moins exposé que ses grands voisins aux aléas du commerce mondial. C'est handicapant quand les échanges explosent, mais plutôt à l'avantage de l'Hexagone lorsque la machine se grippe »*, indique à juste titre Stéphane Lauer du Monde.

La part des exportations en 2017 dans le PIB français était de moins de 31%, dans le PIB allemand de 47%. L'écart a sans doute grandi depuis.

L'économie allemande est donc plus violemment impactée dans l'immédiat par la tendance à la baisse des échanges mondiaux. Voilà le secret de ce que des commentateurs complaisants appellent la « résilience de l'économie française ». Il n'y a du reste pas de quoi manifester un

enthousiasme excessif : 0,3% de croissance au 1er trimestre 2019, après le même score au 4e trimestre 2018. Mais on l'a compris, la force - toute relative - de la croissance française par rapport à celle de la croissance allemande, c'est la force des faibles. C'est à cause de sa marginalité sur le marché mondial que la France est dans l'immédiat moins impactée.

Mais le Monde du 30 avril prévient :

« Gare, toutefois, aux « cocoricos » intempestifs. « On ne peut pas se réjouir qu'un pays qui représente 30 % du PIB de la zone euro décélère », note Emmanuel Jessua, analyste chez Rexecode, un think tank proche du patronat. L'Allemagne est le premier partenaire commercial de la France. Quant au deuxième, l'Italie, il fait encore plus pâle figure, le pays étant entré en récession technique fin 2018. »

Du reste, cette croissance très limitée s'inscrit dans une situation de baisse des exportations et des investissements qui sont en réalité les deux paramètres indiquant l'état réel de la santé économique d'un pays.

Faiblesse insigne de l'économie française : une illustration, l'automobile

Là aussi, les « cocoricos intempestifs » n'ont pas manqué, en particulier s'agissant de PSA.

RFI, le 26 février 2019 :

« Pour l'exercice 2018, le groupe automobile PSA affiche un chiffre d'affaires record : 74 milliards d'euros, en progression de près de 19%. Et ce n'est pas la seule prouesse du constructeur. PSA enregistre un bénéfice net « historique » en hausse de 47%... Les ventes ont progressé de plus de 6% grâce à l'apport d'Opel... La filiale Opel/Vauxhall a d'ailleurs, elle aussi, affiché des bénéfices, un redressement en moins de 18 mois après 20 ans de pertes !

Ces bons résultats se traduiront par une hausse du dividende versé aux actionnaires et un bonus de 3 800 euros brut pour les employés français les moins bien payés. »

On sait comment ont été obtenus ces « bons résultats ». En France, après la fermeture de l'usine d'Aulnay (où la CGT, dirigée par des militants de Lutte ouvrière, n'a pas mené le combat pour le retrait de tout licenciement et le maintien de l'usine, lui substituant la revendication de « faire payer au patron le plus cher possible les licenciements »), une autre fournée de 2000 suppressions de poste a eu lieu en 2017... et on annonce ces derniers jours 1000 nouvelles suppressions à PSA Mulhouse.

En Allemagne, il y a eu accord avec les dirigeants d'IG Metall pour la suppression de 3700 postes chez Opel, suppressions en cours.

Or dans le même temps, la direction de PSA a décidé qu'en dehors du 1^{er}-Mai, il n'y aurait pas à Sochaux de jour férié en avril-mai (lundi de Pâques, 8 Mai, Ascension), sans compter le licenciement des intérimaires à la veille des congés et leur réembauche à la reprise. Surexploitation des uns, licenciements des autres : c'est la loi du Capital.

Mais au-delà de l'augmentation des ventes sur le marché européen, l'avenir du marché automobile se joue ailleurs, à savoir en Chine : plus de 13 millions de véhicules vendus en 2018, soit 3 millions de plus que les USA. Même si la baisse trimestrielle en 2019 du marché global est de 12%, le caractère décisif du marché chinois demeure. Et là, le verdict est sans appel. Les Echos du 24/04 indiquent :

« PSA n'y a écoulé en 2018 que 262 000 véhicules, trois fois moins qu'il y a quatre ans, quatre fois moins que ses capacités de production installées sur place. La perte sèche ? 302 millions d'euros en 2018. Et avec un affolant -60 %, le premier trimestre 2019 enfonce le clou... »

À comparer avec les plus de 4 millions de véhicules vendus par le groupe Volkswagen en 2018.

La situation de Renault en Chine est pire : 6300 véhicules au 1er trimestre 2019 (- 64%). Autrement dit, le néant. Renault

n'avait pas besoin de cela ! Comme chacun sait, les « ennuis judiciaires » de Carlos Ghosn n'ont jamais été rien d'autre que la manière dont le gouvernement japonais derrière Nissan règle son compte à Renault. La domination de Renault sur Nissan dans la gouvernance correspond à une autre époque, à d'autres rapports de force économiques, à une époque où Nissan à l'agonie avait du sceller un accord avec Renault à

l'avantage de ce dernier. Le gouvernement japonais et la direction de Nissan viennent de signifier que cela ne durerait pas plus longtemps, et Sénard essaie sans garantie de succès de « sauver les meubles », à savoir essayer au moins d'obtenir une gouvernance du groupe à parts égales. « *Au Japon, les dirigeants de Nissan ne semblent pas vouloir entendre parler de ce nouveau montage...* »

Une deuxième illustration : EDF

En 2004, EDF est privatisé par Sarkozy, ministre de l'industrie, et le secteur est ouvert à la concurrence. C'est le début du démembrement : RTE (gestion du réseau de transport), Enedis (distribution aux particuliers).

Mais aujourd'hui, se pose un problème majeur : celui de la filière nucléaire. Or il faut le préciser : la filière nucléaire était une des rares filières d'importance où le capitalisme français conservait une place significative à l'échelle mondiale. Aujourd'hui cette filière est au bord de l'effondrement.

Il y a d'abord les déboires sur la construction de l'EPR troisième génération. En Finlande, le coût de construction de l'EPR est passé de 3 milliards à 8,5 milliards avec un retard de livraison de 10 ans ! A Flamanville de 3 milliards à 10,9 milliards, avec là aussi des reports répétés quant à la mise en service.

À Hinkley Point, en Grande-Bretagne, EDF a dû s'associer au géant chinois du nucléaire pour construire l'EPR, dans des conditions de rentabilité si incertaines que l'ancien numéro 2 d'EDF, Piquemal, a démissionné, jugeant le projet suicidaire. C'était le seul contrat obtenu en matière d'EPR hors du territoire français, en dehors de la Finlande mentionnée plus haut.

Au bout du compte, le seul EPR actuellement en activité est... en Chine et fabriqué par les Chinois.

Mais il n'y a pas que les déboires de l'EPR troisième génération. Il y a le problème du démantèlement des centrales en fin de vie. Démantèlement qui a un coût énorme, en dehors du fait qu'il pose des problèmes de sécurité publique qui donnent froid dans le dos. Le 29 janvier, dans une interview, le président de l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) déclare :

« Nous sommes confrontés à des phénomènes de vieillissement de toutes les installations nucléaires qui ont atteint une durée de vie proche de celle initialement envisagée. D'où par exemple, la corrosion découverte sur les évaporateurs ou sur les vases d'expansion... des équipements qui n'ont pas été posés correctement, des vannes qui ont été installées à l'envers, des fixations de tenue de séisme qui ne sont pas suffisamment solides... »

Cela ne s'arrête pas là. Demeure la question des déchets, dont seuls 10% sont réellement recyclables. Tant que la production d'électricité nucléaire permettait la réalisation du profit, la bourgeoisie se souciait fort peu des questions à venir de démantèlement des centrales, de retraitement des déchets. Désormais, elle opère d'une part en faisant courir à la population laborieuse des risques énormes par l'accumulation de déchets dangereux dont elle ne sait que faire ; d'autre part, en faisant retomber sur les épaules de cette même population les coûts faramineux liés en particulier au démantèlement. Et c'est ainsi que le gouvernement a mis à l'ordre du jour la... nationalisation des activités nucléaires... et l'accélération de la privatisation des autres activités (profitables). Il s'agit de nationaliser les dettes d'EDF dont *Le Parisien* nous annonce la somme : côté dette, « 37 milliards d'euros (Mds€) nets. Mais plus du double si on ajoute les emprunts obligataires (la dette hybride). Soit trois fois plus qu'il y a dix ans. » Soit l'équivalent des 3/4 du budget 2019 de l'Éducation nationale. Sur une question qui en réalité concerne l'ensemble de la classe ouvrière, que disent les dirigeants CGT ? « *La FNME-CGT revendique une tout autre logique par la mise en place d'un service public de l'énergie piloté par un pôle public de l'énergie. La FNME-CGT revendique une entreprise intégrée 100 % publique.* »

Et dans le corps du texte : « *Des solutions nouvelles doivent être imaginées (utilisation sous garantie de l'État des fonds de réserve de l'assurance vie, de l'épargne salariale, participation des électro intensifs (...)) à l'image de la banque allemande KfW qui dispose de centaines de milliards d'euros à taux réduits pour investir dans la transition énergétique. Les entreprises pourraient investir massivement sans que cela ne pèse excessivement sur les tarifs de l'énergie...* »

Ce qu'on n'y trouve pas, c'est le retrait du plan du gouvernement, la défense du statut et du régime de retraites. En réalité, les « propositions » de la direction de la CGT visent à préparer son inscription dans le « dialogue social » sur les « différentes solutions » pour au bout du compte faire adopter le plan gouvernemental, avec les conséquences sur le prix de l'électricité pour les travailleurs (déjà +5,9%), la remise en cause du statut, le paiement par l'impôt des travailleurs de la faramineuse dette.

La dette : vers une nouvelle dégradation

La situation du capitalisme français trouve aussi son expression dans l'endettement aussi bien public que privé.

L'endettement des entreprises françaises s'élève à 4 000 milliards de dollars, soit 175% du PIB. Celui des entreprises non financières, à 133% du PIB. L'article des *Échos* du 13 mars donne quelques indications de l'évolution entre 2007 et 2017 : LVMH : de 6 à 12 milliards ; Air Liquide : doublement en 10 ans ; Sanofi : 25 milliards en 2018, etc.

Et il explique à quoi sert cet endettement :

« Cette fringale de dette s'explique en grande partie par les coûts de financement très bas. » Le taux d'intérêt moyen des prêts accordés aux sociétés non financières s'est élevé à

1,56 % en 2018, son plus bas historique », notent les analystes de S&P. Autre moteur de l'endettement : les opérations de fusions-acquisitions stratégiques. »

Le taux d'endettement très bas explique l'intérêt qu'il y a pour les entreprises à emprunter... pour accumuler du cash. Mais la Banque de France s'inquiète de cette augmentation pharaonique de l'endettement. Que se passerait-il si les taux d'intérêt venaient à augmenter ?

Ce qui s'est passé à SFR, avec un effondrement boursier fin 2017, montre les risques : c'était le résultat direct du doute des actionnaires sur les capacités de remboursement de SFR. Bien entendu, il n'y a qu'une manière de « rassurer » la

Bourse : c'est d'augmenter le taux d'exploitation des travailleurs, d'opérer des restructurations, etc.

L'endettement des entreprises françaises – beaucoup plus important que celui de ses concurrentes, si on excepte le cas de la Chine - est une des manifestations de la faiblesse du capitalisme français. Pour tenter de se maintenir dans la cour des grands, les trusts français doivent opérer des rachats de concurrents ; mais à cause de leur faiblesse intrinsèques, ils ne peuvent le faire que par le recours à l'endettement.

Quant à l'endettement public, il cesse d'autant moins de croître que les mesures prises récemment par Macron (prime d'activité, mesures annoncées sur l'impôt sur le revenu),

même si évidemment elles ne correspondent en rien à un « recul » par rapport aux revendications ouvrières, n'en ont pas moins des effets en terme d'aggravation de l'endettement public. Les chiffres annoncés – 10 puis 17 milliards dans *Le Monde* du 2 mai sont sujets à caution et il faut faire la part de la propagande visant à justifier les mesures à venir contre les masses. Mais l'aggravation de l'endettement public par ces mesures est incontestable.

D'ores et déjà, le déficit 2019 est annoncé comme repassant par dessus la barre des 3% (3,2%), ce qui place évidemment le gouvernement français dans une situation de faiblesse par rapport à l'UE, en particulier par rapport à l'Allemagne.

Une frénésie interventionniste à la mesure de l'affaiblissement de l'impérialisme français

Non seulement l'Allemagne traite avec mépris les « propositions » de Macron sur l'Europe, mais encore elle accélère la pression pour en finir avec ce qu'elle considère comme une anomalie héritée d'un passé révolu : la place disproportionnée de la France par rapport à sa place économique réelle. Cela se concentre dans le combat désormais ouvert engagé par l'Allemagne, en particulier par la nouvelle cheffe de la CDU, dite AKK, pour éjecter la France de son siège de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, au profit de l'UE, elle-même dominée par l'Allemagne.

Dans cette situation périlleuse, le gouvernement Macron se bat avec l'énergie du désespoir.

Il le fait d'abord par une frénésie interventionniste pour défendre le pré-carré de l'impérialisme français. En font partie les livraisons d'armes – un des seuls secteurs où l'industrie française demeure compétitive même si, là aussi, la concurrence que lui livre l'impérialisme allemand devient plus pressante. Il faut signaler bien sûr le cas du Yémen où sévissent les chars Leclerc, les canons Caesar, et aussi les frégates françaises qui contribuent directement au blocus de la partie du Yémen contrôlée par les « rebelles ». *Libération* indique :

« En mer, deux navires vendus par la France « participent au blocus naval » du Yémen : la frégate saoudienne de classe Makkah et la corvette lance-missiles émirienne de classe Baynunah. Celle-ci contribue également à « l'appui des opérations terrestres menées sur le territoire yéménite ». Le blocus, qui entrave le ravitaillement des populations civiles, est l'une des causes de la catastrophe humanitaire en cours dans le pays. 80 % des habitants ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence et 16 millions n'ont pas accès à l'eau potable, selon les Nations unies. »

Ces armes sont acheminées en Arabie saoudite via leur embarquement dans des ports français. Ainsi un cargo saoudien attendait la livraison des canons Caesar au Havre. Une organisation pacifiste d'inspiration chrétienne a entamé une action en justice contre leur livraison. Il est évident que ce genre d'« action » était voué à l'échec. Le seul résultat a été l'organisation de l'embarquement d'un autre port, semble-t-il. Car les seuls qui avaient le pouvoir d'empêcher l'embarquement étaient les dockers, à condition toutefois que la direction de la CGT Ports et docks – ultra-majoritaire - organise le boycott de la livraison. C'est d'ailleurs comme on vient de l'apprendre ce qu'ont fait les dockers de Gênes, avec le syndicat CGIL, dans les mêmes circonstances. Mais la direction de

la CGT des dockers n'a pas bougé le petit doigt, et on ne trouvera pas le moindre écrit alertant même les travailleurs. La soumission aux intérêts de l'impérialisme français prévaut !

La livraison d'armes à l'Arabie saoudite, hautement revendiquée par Macron contre l'Allemagne accusée d'y faire obstacle, fait partie de la stratégie d'alliance de l'impérialisme français, qui inclut l'Arabie saoudite et l'Égypte, sans compter bien sûr l'État d'Israël. Cette stratégie a trouvé une illustration récente en Libye avec le soutien au maréchal Haftar. Ancien bras droit de Khadafi, ce dernier ne se cache pas une seconde de vouloir instaurer en Libye un régime équivalent au régime de terreur de Sissi en Égypte avec le financement de l'Arabie saoudite et les « conseillers militaires français. C'est le sens de l'offensive qu'il mène sur Tripoli contre le gouvernement de Sarraj, par ailleurs reconnu à ce stade par l'ONU mais surtout par l'Italie.

L'arrière-fond de cette bataille, c'est d'une part le contrôle des puits de pétrole que se disputent les compagnies italiennes et Total. Mais aussi la reconstruction d'un État bourgeois en Libye, susceptible non seulement d'assurer le pillage « sécurisé » du pétrole libyen, mais aussi d'augmenter l'efficacité du barrage libyen contre les migrants. Castaner, qui n'en est pas à un mensonge près, a accusé les ONG de complicité avec les passeurs. Et en même temps, il a annoncé la fourniture de nouvelles frégates aux gardes-côtes libyens qui destinent les migrants à de véritables camps de concentration ou à l'enrôlement de force dans les troupes en conflit.

Et en arrière-fond, c'est la nécessité pour l'impérialisme français d'assurer la stabilité de la zone sahélo-saharienne qui a une importance stratégique pour lui, alors que Haftar, qui contrôle désormais le sud de la Libye, se présente comme le meilleur rempart contre l'islamisme.

On ne serait donc pas complet si on n'évoquait pas le Mali. Il fut un temps, celui de la tournée « triomphale » de Hollande au Mali, temps bien éloigné. Les drapeaux tricolores ont disparu des balcons. Le dernier épisode en date est comme un nouveau Rwanda, en miniature : un village peul est massacré par une milice « alliée » à la fois d'Ibrahim Boubacar Keita et de la France. Les troupes du gouvernement, tout comme un détachement français, étaient à un jet de pierre du village. Ils ont attendu que le massacre soit perpétré. C'est la réédition de ce qui s'est produit, à une échelle plus limitée, il y a trois décennies au Rwanda.

D'Alger à Bamako, en passant par Tripoli, la haine des masses pour l'impérialisme français et son représentant, Macron

On comprend dans ces conditions la haine mille fois méritée des masses d'Afrique pour l'impérialisme français. À Bamako, des dizaines de milliers de manifestants ont exigé le départ des troupes françaises. *"Le seul problème du Mali, c'est la France"*, dit un manifestant au correspondant du *Monde* dans la manifestation.

Quant à ce qui se passe en Algérie, les manifestations de millions d'Algériens associent la même exigence : que dégagent le régime honni et l'impérialisme français qui, par la voix de Macron et Le Drian, n'a cessé de lui

affirmer son soutien ainsi qu'aux plans successifs qu'il a élaborés pour essayer de perdurer.

Le silence des appareils syndicaux, du PS et du PCF, n'en est que plus écœurant, pour ne rien dire du soutien « patriotique » manifesté par Mélenchon aux entreprises impérialistes de la France – dont il faut rappeler qu'il avait soutenu l'intervention de Sarkozy en Libye.

À l'inverse, le soutien que doivent organiser à la mesure de leurs forces les révolutionnaires, c'est le celui, inconditionnel, des travailleurs en France aux masses des pays d'Afrique dans leur combat contre l'impérialisme français.

La classe ouvrière sous l'avalanche : licenciements et RCC (Rupture conventionnelle collective)

Car les travailleurs en France ont le même ennemi : le gouvernement Macron. C'est sur les mesures de ce gouvernement que s'appuient les capitalistes pour organiser les plans de licenciements massifs que l'on voit resurgir partout. C'est en particulier la disposition qui permet la RCC, pour licencier « sans justification économique », et allège considérablement les obligations faites au patron dans le cadre d'un PSE (« plan social »). Mais il faut le dire : dans la plupart des cas, la RCC n'est possible que grâce à la collaboration des dirigeants syndicaux, y compris CGT et FO, qui le plus souvent la signent. Le cas de Dunlop Montluçon décrit par *Le Monde* du 18 avril est édifiant : « *Par principe, la CGT est opposée au RCC, mais il y a aussi le principe de réalité. Les salariés y étaient globalement favorables, on a été pragmatique* », précise David Guillaume, délégué CGT. Donc il y a les principes, mais en réalité... Et tout ça bien sûr par la faute des travailleurs « favorables ».

La suite logique, c'est qu'on s'assoit à la même table que le patron pour dresser la liste des licenciés : « *Le dossier de chaque candidat au départ et son projet ont été étudiés par une commission de suivi réunissant la direction, les représentants des salariés, et un membre du cabinet Sodie, spécialisé dans les reclassements.* »

Au bout de quelques mois, le travailleur qui a accepté – faute de toute perspective de combat – de monter un dossier de départ s'en mord les doigts : « *Je me suis peut-être un peu précipité* », dit l'un d'eux, désormais sans travail avec des crédits à rembourser. Mais en réalité, la responsabilité n'est pas la sienne. Et l'on apprend que quelques mois plus tard « *une majorité de salariés ont rejoint les gilets jaunes* ». Le rapport avec le fait que la direction de la CGT a cogéré le plan de licenciements est une évidence... Mais le bureaucrate syndical tient les responsables de la situation : « *Les salariés savent le prix de ce qu'ils ont donné au patron en acceptant la RCC.* »

Dunlop n'est pas un cas isolé. Il y a eu Ford (avec le rôle joué par Poutou, félicité à la tribune de l'Assemblée nationale par Le Maire). Il y a eu Ascoval, où les dirigeants syndicaux ont d'abord fait acclamer par les ouvriers le premier repreneur qui s'est révélé un escroc. Aujourd'hui, nouveau miracle avec la reprise par British Steel... depuis déclaré en faillite ! À Ascoval, la

« bataille » a été menée sur un certain terrain par l'appareil PCF qui y dirige la CGT. Et ce terrain est précisé par le bureaucrate syndical, par ailleurs 31e sur la liste PCF aux européennes, qui indique : « *Et pour l'industrie, le métallo réclame aussi à l'Europe d'arrêter d'interdire aux états d'aider les entreprises pour lutter contre la concurrence déloyale selon lui des pays extérieurs à l'Union.* »

Et il y a les secteurs sinistrés : la papeterie-cartonnerie, la sucrerie et, de manière massive, le secteur des grandes surfaces. À Carrefour, il y a 15 mois, la direction annonçait un plan de 2400 suppressions de poste, avec fermeture de la chaîne de supérettes Dia, ouverture le dimanche pour ceux qui restaient. Les appareils se répartissaient le travail. FO signait et la direction de la CGT organisait la division avec les actions « commando » et « coup de poing » dans les magasins (Martinez en tête). Aujourd'hui, nouvelle purge avec 3000 suppressions de poste dans le cadre d'une RCC. FO signe et déclare au Comité central d'entreprise du 11 avril :

« *la FGTA-FO est totalement consciente des transformations culturelles, économiques, sociales et technologiques qui amènent une mutation majeure et profonde dans la consommation et, par conséquent dans l'organisation du Groupe Carrefour.*

Soucieuse de ces transformations, notre organisation syndicale ne peut plus accepter une « énième » annonce de réorganisation, sans que celle-ci intègre totalement la dimension humaine et sociale dans la planification de ses projets.

Dans ce cadre, il nous paraît indispensable que soient intégrées dans le projet d'accord, les garanties qui permettront aux salariés de se préparer de manière anticipée aux évolutions des métiers de Carrefour... »

Inutile de commenter...

Et aujourd'hui se profile la suppression de 1000 emplois à General Electric Belfort avec, en perspective de la part des directions syndicales, la même « tactique » qui a donné les résultats que l'on sait à Ford Bordeaux, à savoir « démontrer » la rentabilité de l'entreprise dans le cadre d'une vaste union du gouvernement, des élus locaux et des appareils syndicaux, en lieu et place du combat pour la défense de tous les postes et la nationalisation sans indemnité ni rachat de l'entreprise.

Les conclusions du « grand débat »

On se rappelle que les dirigeants syndicaux avaient demandé que la rédaction de la loi Fonction publique soit subordonnée au résultat du « grand débat ». Cela valait aveu de soutien au « grand débat » et avalisation par avance de ses conclusions.

L'essentiel de ces conclusions est dans l'annonce de l'augmentation de facto de l'âge de départ à la retraite. Mais il faut insister sur le discours de Macron sur les immigrés. Il s'est prononcé pour « une refondation de

l'espace Schengen... quitte à ce que ce soit un Schengen avec moins d'États », la protection des frontières. En même temps, sous couvert de « laïcité », il a annoncé « contre l'islam politique », la "reconquête de certains quartiers". Autrement dit, il a donné le feu vert aux ratonnades anti-arabes dans les quartiers. En quoi, de manière pratique, cela est-il autre chose que ce que dit Orban ou Salvini ?

L'avalanche gouvernementale : liquidation du statut de la Fonction publique

Il est inutile de rappeler le contenu de la loi Fonction publique. Nous l'avons décliné largement dans nos différents bulletins. Il faut insister cependant sur une chose.

À la tribune de l'Assemblée, le ministre Dussopt s'est bruyamment félicité des 15 mois de concertation. De son point de vue, il a raison. La concertation a permis à chaque étape au gouvernement de s'assurer que les directions syndicales feraient tout ce qui était en leur pouvoir pour interdire aux fonctionnaires de défendre leur statut, alors que le projet de loi qui détruit le statut des fonctionnaires liquide aussi la place des syndicats de fonctionnaires, en particulier leur rôle dans les commissions paritaires ! Toutes les modifications du projet initial du gouvernement ont été des aggravations, le gouvernement gagnant en audace au fur et à mesure que s'égrenaient les séances de concertation : requalification en CDI du contrat du fonctionnaire des services privatisés, possibilité de rupture conventionnelle dans la Fonction publique, possibilité pour les municipalités de moins de 1000 habitants de recruter uniquement par contrat, etc.

Rappelons la déclaration des représentants CGT dans la concertation du 18 juillet 2018 :

« Voulant encore croire, en dépit de vos actes, au fait que les organisations syndicales ne soient pas considérées par vous comme des obstacles ou des adversaires, nous vous demandons solennellement de prendre dès aujourd'hui un engagement. Celui-ci est le suivant : que vos réformes régressives des organismes consultatifs n'auront pas de répercussions négatives sur le volume des droits attachés à l'exercice des mandats syndicaux et à ceux des représentants des personnels. »

Que meure le statut, pourvu que les places de permanents soient préservées ! Voilà le contenu de la déclaration de l'appareil CGT ! Le reste en découle, à savoir le nombre incalculable de journées d'action visant à disloquer toute possibilité de combat, et le soin méticuleux mis à écarter le mot d'ordre de retrait du projet de loi, comme le montre la conclusion du communiqué de presse national intersyndical :

« Après des communiqués unitaires, après des délais de consultations des instances supérieures de la Fonction publique peu respectueuses d'un dialogue social de qualité, après que toutes les organisations représentatives de la Fonction publique aient donné un avis défavorable au projet de loi dit de transformation de la fonction publique, les organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FAFP, FO, FSU, Solidaires, et UNSA

réaffirment leur volonté de mettre en œuvre un processus de mobilisation inscrit dans la durée. Pour dire non au projet de loi de transformation de la fonction publique et pour demander au gouvernement qu'il ouvre enfin des négociations sur de nouvelles bases, elles appellent d'ores et déjà toutes et tous les agent-e-s de la Fonction publique à se mettre en grève le jeudi 9 mai prochain, étape forte du processus de mobilisation. »

Tout y est : la mobilisation « dans la durée », pour bien préciser que le 9, il ne s'agit pas d'affronter le gouvernement, et que le 10 nous en serons au même point et le « dire non », immédiatement suivi d'un appel à « négociation ».

La grève et les manifestations du 9 mai ont certes marqué une certaine volonté des fonctionnaires de voir rejetée la loi Fonction publique, et en même temps une certaine incapacité de leur part à soulever la chape de plomb des appareils syndicaux. Quant à ceux-ci, le soir même, ils indiquaient par leurs déclarations que la simple évocation du « non au projet de loi » était de pure forme. Voyons ce que déclare Groison au *Café pédagogique*, en commençant de manière sidérante : « On veut que le gouvernement clarifie la situation et dise comment il compte s'y prendre ». Le texte a été adoptée en Conseil des ministres, mais Groison ne sait pas « comment le gouvernement va s'y prendre » ! Et elle continue : « Ca fait des semaines que des mobilisations ont lieu dans l'Éducation nationale et un petit tassement n'est pas surprenant ». Traduisons : la politique de bousille a porté ses fruits en termes de dislocation de la volonté des fonctionnaires.

« On a entendu le gouvernement ouvrir quelques portes et on le met sur le compte des mobilisations qui ont eu lieu, notamment dans l'Éducation nationale : baisse des effectifs, non-fermeture d'écoles, revalorisation des enseignants et doute sur les suppressions de postes. (...) Sur la revalorisation, il ne faut plus tarder et ouvrir les discussions. »

L'évocation de la « revalorisation » est là pour dire : la loi Fonction publique est actée, passons à autre chose !

Venons en à la déclaration CGT-USFE :

« Le gouvernement doit prendre en compte cette mobilisation et réorienter sa politique en la matière. Il doit notamment revenir sur son projet de loi dit de « modernisation de la Fonction Publique ».

Pour la CGT, d'autres choix s'imposent tant pour la Fonction publique que pour l'ensemble des Services Publics...

C'est dans ce sens que la CGT revendique :

- les moyens nécessaires pour que les salarié-e-s puissent bien travailler ;
- l'implantation sur l'ensemble du territoire de Services Publics de plein exercice et de proximité ;
- des moyens de financements pérennes ;
- des statuts, des droits et des garanties collectives protecteurs des citoyen-nes, des usager-e-s et des salarié-e-s. »

Bref. Tout, sauf le retrait du projet de loi !

Voilà pourquoi, alors que débute la discussion parlementaire, le gouvernement est sur le point de remporter une nouvelle victoire de premier plan et les fonctionnaires d'encaisser une rude défaite. La seule responsabilité est celle des dirigeants des fédérations de fonctionnaires.

Loi Blanquer

L'offensive générale contre la Fonction publique se décline de manière particulière contre le corps enseignant avec la loi Blanquer.

Les enseignants – en particulier ceux du primaire – ont manifesté de la manière la plus claire leur disponibilité à se battre pour son retrait, en particulier à travers leur participation massive à la grève du 19 mars avec un professeur d'école sur deux en grève. Le 4 avril, les dirigeants syndicaux appelaient à une nouvelle grève de 24 heures. Au nom de l'unité avec la CFDT, la revendication de retrait de la loi Blanquer disparaissait. Blanquer de son côté indiquait qu'il était prêt à réécrire l'article concernant les EPSF (Etablissements publics des savoirs fondamentaux) en subordonnant leur création à l'accord des conseils d'école. En réalité, cette pseudo concession ne changeait rien du tout. Outre le fait que localement, un tel accord pouvait être obtenu par divers moyens de pression, l'enjeu fondamental de la création des EPSF était la mise sous tutelle des professeurs d'école, leur soumission à une autorité hiérarchique capable de leur imposer réellement la mise en oeuvre des réformes gouvernementales.

Le Sénat, à majorité LR, a pour sa part jugé que cet objectif pouvait être atteint autrement, en modifiant le statut des directeurs d'école, en donnant à ces derniers un pouvoir d'évaluation de leurs collègues. Tel est le sens des amendements apportés par le Sénat au projet de loi qui par ailleurs aggrave dans un sens réactionnaire toutes les dispositions de la loi.

Au total, celle-ci constitue une attaque d'une portée historique contre le statut des enseignants et contre les libertés démocratiques. Le service des enseignants pourra

être annualisé. Les affectations seront soumises à l'accord du chef d'établissement. Dans les zones dites « défavorisées », elles se feront en dehors de tout barème, donc selon le bon plaisir du gouvernement et de la hiérarchie. L'article 1 de la loi permet de sanctionner toute prise de position publique d'un enseignant contre la politique du gouvernement (convocations administratives et intimidations de toutes sortes ont déjà commencé). Le projet de loi interdit de fait toute diffusion de tract aux abords des établissements scolaires, etc.

Par ailleurs, tant le ministre que la majorité LR du Sénat ont indiqué leur volonté de trouver un accord en commission mixte Assemblée-Sénat, permettant d'éviter que la loi soit soumise à une seconde lecture à l'Assemblée, de sorte qu'elle puisse s'appliquer dès la rentrée 2019.

De journées d'action en journées d'action, de « mobilisations locales » sous des formes « originales » en grèves reconductibles (toujours locales) initiées par les groupes dits « d'extrême gauche », tout a été fait pour empêcher les enseignants de centraliser leur combat contre le gouvernement, pour le retrait de la loi.

Le corps enseignant se trouve donc aujourd'hui dans une situation particulièrement périlleuse. Une dernière possibilité existe – si mince soit-elle – pour les enseignants d'imposer le front uni des organisations syndicales pour le retrait de la loi Blanquer à travers une manifestation centrale du corps enseignant au siège du pouvoir. Cette volonté peut trouver son expression au congrès du principal syndicat de l'enseignement primaire : le SNUIPP FSU. C'est à cette expression qu'œuvreront les militants révolutionnaires qui y seront présents.

Contre-réforme des retraites : pas le moindre grain de sable dans la marche en avant du gouvernement

Juste après les lois Fonction publique et Blanquer, est programmée la contre-réforme des retraites. Jusqu'au bout, le gouvernement a pu compter sur l'entière collaboration des directions syndicales à la concertation Delevoye. Tout à fait à la fin, FO a quitté la table, en précisant que cette rupture était « symbolique », autrement dit fictive. Quant à la direction de la CGT, huit jours après avoir été gazé le 1er-Mai par les flics de Macron-Castaner, elle participait à la dernière séance officielle de concertation.

Il faut une singulière veulerie à l'égard de Martinez-Veyrier pour prendre pour argent comptant leur déclarations platoniques « d'opposition » à la réforme ; c'est pourtant ce que font certains à l'« extrême gauche »... Rappelons que quelques jours avant ces déclarations, dirigeants CGT et FO discutaient avec Delevoye de la gouvernance du nouveau système !

Quant au congrès CGT, la direction syndicale s'y est livrée à un tour de passe-passe. Sa déclaration finale « s'engage à combattre le projet gouvernemental "Delevoye de système universel de retraite à points et défend le maintien et l'amélioration des 42 régimes de retraite existants", et en même temps se prononce « pour une retraite solidaire par répartition ». Or, d'une part le code des pensions de la Fonction publique n'est précisément pas un régime par répartition, les pensions de la Fonction publique étant abondées par un chapitre particulier du budget de l'Etat ; d'autre part, c'est au nom de la « solidarité » entre tous les salariés que se mène la campagne pour la liquidation des régimes spéciaux !

La préservation des acquis en matière de retraites dépend, en fait, non de la bonne volonté des dirigeants syndicaux, mais de la capacité des travailleurs à bousculer leur dispositif, à leur imposer une prise de position claire et

nette pour le retrait du projet gouvernemental, et l'organisation de l'affrontement avec le gouvernement. Les échéances sont proches : présentation du projet de loi

au conseil des ministres cet été et mise à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale début 2020 !

Une personne tuée, 283 blessés, 24 éborgnés, 5 mains arrachées

Tel est le bilan de la violence policière déchaînée contre les diverses manifestations depuis quelques mois d'après *Le Monde*. Le complément indispensable du « dialogue social », c'est l'Etat policier.

À ce bilan, il faut ajouter les centaines de condamnations (la ministre de la Justice en a elle-même revendiquées 800 !), généralement prononcées à la suite d'une comparution immédiate, allant jusqu'à plusieurs années de prison ferme.

La répression a été particulièrement violente dans le cadre des manifestations de « gilets jaunes ». Les blessés et condamnés sont le plus souvent des chômeurs, des ouvriers, des jeunes que ne connaissaient pas les services de police, ce qui infirme d'ailleurs la thèse de la même police sur les bandes savamment organisés en vue de l'affrontement. Ce que ces ouvriers, chômeurs, jeunes expriment, c'est la haine spontanée à l'égard de l'appareil de répression.

La répression violente des manifestations est un avertissement envoyé aux travailleurs, aux jeunes : désormais, vous ne pouvez manifester sans risque. Manifester, c'est courir le risque d'être éborgné, d'avoir une main arrachée, d'être interpellé, jugé en comparution immédiate et condamné.

Le gouvernement qui, par l'intermédiaire de l'Inspection générale des services (IGS), vient de donner un blanc seing – pour ne pas dire adresser des félicitations - à l'action des flics humiliant les lycéens de Mantes-la-Jolie mis à genoux, vient de confirmer ce message.

La violence de la répression a franchi un nouveau cap avec l'adoption de la loi anti-casseurs. On voit en particulier l'usage qui a été fait de l'article sur la « participation à un groupement en vue de commettre des violences ou des

dégradations et port d'arme ». Il faut mettre en relation cet article, qui permet de condamner sur la base « d'intentions supposées », et les ordres donnés par Castaner de disloquer tout regroupement considéré comme ayant « en vue » des violences ou dégradations, c'est-à-dire en réalité de faire charger une manifestation à titre préventif, comme on l'a vu le 1^{er}-Mai.

Fait nouveau : le fait que l'appareil policier se croit autorisé à intervenir au sein même d'une manifestation pour arracher des banderoles jugées infamantes à l'égard de la police ou de la personne de Macron. C'est le rétablissement du crime de lèse-majesté. Ce qui est arrivé à Olivier Sillam, militant de la FSU, violemment interpellé par les flics au coeur même de la manifestation et tabassé pour avoir scandé : « A bas l'Etat policier », en dit long sur l'instauration d'un tel Etat policier.

Relèvent de la même instauration les convocations et intimidations de journalistes par la DGSI pour avoir divulgué des informations sur les affaires « sensibles » : les uns, pour avoir dévoilé les mensonges de la ministre Parly, qui prétendait que les armes livrées à l'Arabie saoudite ne servaient pas au Yémen contre la population yéménite ; les autres, pour avoir révélé quelques éléments de vérité sur « l'affaire Benalla ».

Il faut le rappeler : c'est avec le plus parfait cynisme que les appareils syndicaux, en particulier celui de la CGT, ont laissé passer la loi anti-casseurs pour ensuite, dès lors qu'elle était adoptée, se prononcer pour son abrogation. Les manifestations du 13 avril, plusieurs semaines après l'adoption de la dite loi anti-casseurs, avec une kyrielle d'organisations à l'appel de la Ligue des droits de l'Homme, ne méritent même pas le qualificatif de « baroud d'honneur ». C'est une mascarade !

Le 1^{er}-Mai : les dirigeants syndicaux gazés

Autre fait nouveau : les dirigeants syndicaux eux-mêmes ne sont pas épargnés par la violence policière.

Commençons par citer Macron après le 1^{er}-Mai :

« Il est bon que les traditions qui ont un sens, un symbole soient entendus. J'y tiens. Le 1^{er}-Mai est la fête de ceux qui aiment le travail, parce qu'ils savent que par le travail on construit son avenir et l'avenir de la France »

L'histoire du 1^{er}-Mai en France remonte à la répression sanglante de la manifestation du 1^{er} mai 1891 à Fourmies, où l'infanterie assassina 9 ouvriers, dont certains étaient des enfants.

Cette histoire, Macron mettant ses pas dans ceux de Pétain, veut la faire disparaître. C'est la première *fake new* ! La seconde, c'est l'incroyable mensonge de Castaner annonçant la prise d'assaut de l'hôpital Pitié-Salpêtrière par les manifestants cherchant à s'y

réfugier, alors qu'ils étaient pourchassés par la police !

La décision de gazer les carrés de tête des cortèges syndicaux est une décision politique parfaitement délibérée. Macron entend continuer à s'appuyer à fond sur la collaboration des dirigeants syndicaux. Mais justement, il exige que cette collaboration aille plus loin encore. Et en particulier, il somme les dirigeants de faire une police efficace au sein du prolétariat et de la jeunesse, d'assumer totalement leur rôle de garde-chiourme.

Le 1^{er}-Mai, le gouvernement n'a pas seulement envoyé des grenades à Martinez, aux responsables FSU, FO. Il leur a en même temps envoyé un message : mettez de l'ordre dans vos manifestations, faute de quoi nous nous livrerons à une répression « aveugle et sans discernement » - telle est la formule de protestation des dirigeants syndicaux ! - qui vous atteindra vous-mêmes.

La situation des syndicats : un exemple, le congrès de la CGT

La politique des directions syndicales les vide de leur substance. Nous l'avons expliqué dans *CPS*, en particulier dans l'article intitulé « A propos de l'indépendance

réciroque des syndicats et des partis », que l'on pourra retrouver sur notre site. La direction de la CGT vient de le confirmer en annonçant, à l'ouverture du congrès, une

nouvelle baisse des effectifs de plusieurs dizaines de milliers de syndiqués. En même temps, la question des syndicats demeure une question centrale. L'Algérie nous le rappelle : dès lors que les masses entrent en mouvement, elles posent avec force la question de la réappropriation des syndicats.

Mais précisément, les masses en France ne sont pas en mouvement, et c'est pourquoi dans le congrès de la CGT, l'appareil syndical n'avait rien en réalité à redouter.

Disons deux mots du document d'orientation. Tout est dans cette « exigence » : *« le droit de chaque travailleur de s'exprimer sur le sens, le contenu et la finalité de son travail dans l'entreprise et dans la société, de revendiquer le travail bien fait et socialement utile, de s'interroger et d'agir sur la production et la répartition des richesses »*.

C'est la négation de toute revendication de classe au profit de la participation-cogestion. Certes, la CGT n'est pas la CFDT. Mais aujourd'hui, il n'y a pas une feuille de papier à cigarettes entre le « programme » de la direction de la CGT de celui de la CFDT.

Fort opportunément pour l'appareil dans son ensemble, s'est constituée une « opposition » à Martinez aux accents apparemment plus radicaux : un os est donné à ronger à ceux auxquels répugne la politique de Martinez parmi les militants CGT.

Cette opposition n'en est pas une. Avec un verbiage différent, elle partage la même orientation fondamentale de cogestion : *« Nous agissons partout en faveur de l'intervention des salarié-e-s dans la gestion de leur entreprise... L'exercice du pouvoir de gestion par les salarié-e-s au sein de leur entreprise est plus légitime et plus efficace que l'exercice du pouvoir de gestion par les actionnaires »*.

Aussi sommes-nous favorables à la participation des salarié-e-s aux organes sociaux (conseils d'administration, conseils de surveillance, etc.) mais sur la base d'un projet de gestion élaboré par les salarié-e-s et alternatif à celui des représentant-e-s du capital. »

Parmi les promoteurs de cette opposition, l'UD-CGT 13 fait par exemple une promotion incessante de la lutte des « Fralib » (ou SCPO-TI). Il y avait au moment du rachat de la boîte sous forme de SCOP, 182 salariés. Il en reste aujourd'hui... 42 ! Voilà la situation récente décrite par *Le Monde* du 28 mai 2017 :

« La polyvalence est la règle dans l'atelier comme pour les administratifs. (...) Il faut aussi pallier les absences, le manque de personnel... »

« Avec 1600 euros, on survit, estime un salarié. Mais c'est nous qui avons décidé de ces salaires en assemblée générale (AG) de coopérateurs. » Récemment, l'AG a renoncé au 13e mois pour cette année. « On reverra ça quand ça ira bien », dit le salarié.

« On est sur la brèche depuis 2010, explique l'un d'eux. La semaine, on travaille, et le week-end, il y a les animations. Mais on est fiers du résultat. » Il faudra en faire encore plus, souligne M. Leberquier.

« Nous devons développer le réseau alternatif de vente et seul l'investissement de chacun le permet. »

Le modèle de « lutte » de « l'opposition » – comme celui de Martinez d'ailleurs -, c'est donc l'auto-exploitation

forcenée, dans le cadre des SCOP.

Il en est un autre : c'est l'organisation méthodique de la défaite des cheminots par l'appareil CGT au printemps dernier, alors qu'aujourd'hui, les cheminots boivent le calice jusqu'à la lie, y compris par la perte du statut pour ceux d'entre eux qui relèvent désormais d'entreprises concurrentes de la SNCF.

« L'opposition » à Martinez a parfaitement joué son rôle en mettant en scène de fausses alternatives à Martinez pour mieux camoufler les questions réelles. Ainsi la discussion sur l'affiliation à la CSI (dont les dirigeants sont les fidèles auxiliaires des puissances impérialistes) ou à la FSM (constitué des débris du vieil appareil stalinien, dont certains sont des syndicats officiels d'Etat). Ainsi la discussion sur le soutien aux « gilets jaunes », soutien pourtant partagé par toutes les fractions pour mieux opposer les revendications des « gilets jaunes » aux véritables revendications ouvrières (retrait des contre-réformes de la Fonction publique, des retraites, etc.). Ainsi la discussion-bidon entre partisans des journées d'action et partisans des grèves « reconductibles » à la base – alors que les secondes ne sont que le complément des premières pour éviter tout affrontement central avec le gouvernement.

Par contre, les réponses aux véritables questions qui se posent à la classe ouvrière ont été occultées. Par exemple s'agissant du bilan : comment la terrible défaite subie par les cheminots a-t-elle été possible? Et s'agissant de l'avenir, a été occultée l'urgence à en finir avec le dialogue social qui conduit à la liquidation du statut de la Fonction publique et qui conduira demain, si elle n'est pas interrompue, à la liquidation du régime général et des régimes particuliers des retraites. A été occultée la nécessité d'organiser l'affrontement central avec le gouvernement pour stopper l'avalanche. Une déléguée porteuse de cette orientation s'est vue interdire l'accès à la tribune et la motion qu'elle voulait présenter au nom de son syndicat n'a pas été soumise au vote (voir la rubrique « Les militants interviennent » dans ce même numéro).

En clair l'appareil syndical a en réalité verrouillé le congrès. Le seul véritable recul de l'appareil a été concédée sur la réorganisation de l'organisation syndicale, puisque l'appareil dirigeant n'a pu mettre en place l'organisation de la CGT en unions régionales au détriment des UD et des fédérations, réorganisation qui avait pour but une étroite adaptation des structures de l'organisation à la réforme régionale, qui contient notamment la liquidation de tous les statuts nationaux dans la Fonction publique. Et de ce point de vue, même si le score de Martinez est médiocre (tant sur l'activité que sur l'orientation), le congrès représente une victoire pour l'appareil dirigeant.

À peine le congrès terminé, la direction de la CGT a commis une prise de position sur les élections européennes :

« La CGT appelle de la manière la plus claire et la plus vive possible chaque citoyen et citoyenne à voter ! L'abstention est un acte nuisible pour notre démocratie. Elle ne peut être considérée comme un choix politique à l'instar du vote blanc.

Le taux de participation à cette élection est, pour nous, un

indicateur fort en termes d'exigence de démocratie et de participation citoyenne aux destinées de l'Europe...

Autre danger pour la démocratie et les conquies du monde du travail : le vote pour des partis d'extrême droite . »

Si on dénonce l'abstention et le vote pour les partis d'extrême droite, si on fait du seul vote pour « l'extrême

droite » un vote contre « la démocratie et les conquies du monde du travail », on crédite a contrario le vote LREM-Macron de vote en défense de la « démocratie » et des « conquies du monde du travail ».

Oui, et de la même manière jésuitique qu'en 2017, c'est un appel à voter Macron !

Aggravation de l'impasse politique pour le prolétariat

Ce qui pèse sur le prolétariat plus que tout, c'est l'absence de toute alternative politique réelle. A cet égard, les élections européennes sont illustratives d'une réalité nouvelle.

Désormais, les partis ouvriers traditionnels que, depuis un siècle, les travailleurs utilisaient pour chasser les partis bourgeois et tenter de s'ouvrir une perspective gouvernementale, sont au dernier stade de l'agonie.

Les élections européennes vont constituer un nouveau pas dans le sens de la liquidation du PS. Il n'y a pas de liste PS, qui s'est arrimé à un regroupement petit-bourgeois qui n'a pas d'autre existence que médiatique. Bien évidemment, non seulement cet arrimage ne sauvera pas la liste d'un désastre électoral ; mais au contraire va marquer une nouvelle étape dans la « pasokisation » – en référence au PASOK grec liquidé de la scène politique qu'il a dominée pendant des décennies - du PS.

Le PCF, quant à lui, a décidé de présenter sa propre liste, estampillée PCF, et insiste sur le fait que la liste est « ouvrière ». Il en faudrait davantage pour lui éviter le score marginal auquel il est promis. Son slogan : « L'Europe des gens contre l'Europe de l'argent » parle de lui-même : toute référence de classe en est bannie.

L'électorat ouvrier sera capté pour une faible partie par la liste LFI, liste bourgeoisie à la tête de liste bourgeoise. Le

choix de Manon Aubry comme tête de liste a le mérite de clarifier les choses. Membre successivement de la fondation Carter puis d'Oxam, Manon Aubry n'a rien à voir, ni de près, ni de loin avec le mouvement ouvrier.

Quant à EELV, il s'agit d'un mouvement bourgeois qui vend une marchandise frelatée : l'écologie dans le cadre de la « libre entreprise » dont se réclame bruyamment Jadot, alors même que chaque jour justement l'économie de « libre entreprise », mieux appelée capitalisme, montre qu'elle ne peut mener qu'au désastre dans les rapports de l'activité humaine à la nature.

Dans ces conditions, les résultats des sondages indiquant une abstention massive, largement majoritaire d'abord dans la jeunesse et la classe ouvrière, sont probablement proches de la réalité.

La possibilité de voter pour des listes issues du mouvement ouvrier s'y trouve donc limitée à son expression la plus symbolique : on peut placer dans cette catégorie la liste PCF, à la rigueur celle de LO, et ce malgré leur programme réactionnaire.

La liquidation des partis ouvriers-bourgeois en l'absence de construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, loin de constituer un pas en avant pour le prolétariat, l'enfonce davantage dans le marasme politique. C'est ce dont témoignent ces élections.

Actualité du combat pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière

Telle est la situation réelle. Notre bulletin *Combattre pour le socialisme* en a fait sa règle : si l'on veut regrouper les meilleurs éléments de la classe ouvrière et de la jeunesse sur le programme révolutionnaire, il faut commencer par établir la situation telle qu'elle est, sans cacher les obstacles et les difficultés.

Mais en même temps que notre bulletin n'est pas celui de marchands d'illusions, il indique non moins clairement notre certitude de la capacité de la classe ouvrière à surmonter les obstacles, à se réapproprier ses organisations syndicales et, à terme, à se réorganiser sur l'axe de la révolution prolétarienne. Aux sceptiques, nous conseillons de regarder ce qui se passe en Algérie où le point le plus élevé de la mobilisation ouvrière est dans la volonté tenace des travailleurs et militants algériens de débarrasser l'UGTA de sa direction corrompue jusqu'à la moelle pour mettre le syndicat au service du prolétariat. Aux mêmes,

nous conseillons de tourner leur regard vers le Brésil où moins d'une demi-année après la victoire électorale de Bolsonaro, la jeunesse et les travailleurs ont repris le flambeau du combat contre le plan de liquidation des universités.

C'est pourquoi le Groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, pour l'Internationale ouvrière révolutionnaire qui publie *Combattre pour le Socialisme* n'est pas un groupe de commentateurs sur la situation politique. A la mesure de ses forces, c'est un groupe militant. Nous vous invitons à prendre connaissance ci-après de quelques expressions de cette activité militante : dans la jeunesse, dans les organisations syndicales, et en défense de la mobilisation du prolétariat et de la jeunesse algérienne contre le régime et son fidèle allié : le gouvernement Macron.

Nous vous invitons à vous associer à notre combat.

Le 23 mai 2019



Supplément à **Combattre pour le socialisme n°72**, publié le 7 mai 2019

COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et
de l'Internationale ouvriers révolutionnaires
Supplément à CPS n°72 - 7 mai 2019

Déclaration du Groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

**Pour stopper l'offensive du gouvernement Macron-Philippe-Castaner,
gouvernement du mensonge et de la matraque,
Il faut imposer aux dirigeants CGT, FO, FSU
qu'ils rompent avec lui !**

Le 1^{er}-Mai, de manière parfaitement délibérée, la police a chargé les manifestants, coupé le cortège et – fait nouveau – délibérément visé le carré de tête des cortèges syndicaux (CGT, FSU, Solidaires, FO).

Le 1^{er}-Mai au soir, après avoir jeté ses flics contre les manifestants, Castaner s'est livré à un grossier mensonge, une gigantesque *fake new* en annonçant que des manifestants avaient attaqué l'hôpital Pitié-Salpêtrière. La vérité est que les manifestants fuyaient la charge violente de la police et que la seule "intrusion violente" dans l'hôpital est de la responsabilité de la police.

À la suite du 1^{er}-Mai, de nouvelles comparutions immédiates ont abouti à des condamnations à des peines allant jusqu'à la prison ferme, s'ajoutant aux 800 condamnations de manifestants antérieures revendiquées par le gouvernement, s'ajoutant aux menaces contre les journalistes qui filment les exactions policières ou dénoncent les mensonges gouvernementaux (comme ceux qui ont révélé les mensonges gouvernementaux sur les armes françaises au Yémen).

En lançant sur Martinez et les autres dirigeants syndicaux ses grenades lacrymogènes, le gouvernement leur a adressé en même temps un message : "Vous devez non seulement coopérer pleinement à l'élaboration et la mise en oeuvre des contre-réformes, mais faire vous-mêmes la police parmi les travailleurs, pour empêcher tout débordement. Faute de quoi, vous subirez les violences de l'Etat policier !"

Autrement dit, vous devez mettre en oeuvre pleinement ce que vous avez déclaré ensemble dans votre communiqué du 6 décembre 2018, lorsque vous avez condamné "la violence dans l'expression des revendications."

Il faut le dire. Pour l'essentiel le message a été entendu. Le 6 mai, le gouvernement convoquait les appareils syndicaux à une "conférence sociale" avec un seul point à l'ordre du jour : la mise en place des mesures de Macron à l'issue du "grand débat", à savoir : augmentation de facto de l'âge de départ à la retraite, confirmation de la suppression des postes dans la Fonction publique - contrairement à ce que d'aucuns ont cru entendre - , renforcement de la chasse aux migrants.

La CFDT – organisation étrangère au mouvement ouvrier – est accourue. Mais de manière honteuse, la direction de FO s'est précipitée aussi.

Il est vrai que la CGT ne s'y est pas rendue. Mais dans son communiqué – outre le fait qu'elle y présente ses "propositions" au gouvernement –, pas un mot sur les violences policières, pas un mot pour l'arrêt des poursuites contre les centaines de manifestants interpellés et condamnés !

Par ailleurs, comme les autres directions syndicales, elle participe à toutes les "concertations gouvernementales" et par exemple, jusqu'au bout – le 10 mai –, à la concertation Delevoye sur les retraites qui vise à liquider toute garantie sur le montant des retraites (avec le système par points "flexibles"), et alors que Macron a annoncé une aggravation de la "décôte" qui interdira de fait aux travailleurs de partir à 62 ans.

En même temps, les directions syndicales pulvérisent toute perspective de centralisation du combat contre le gouvernement en une myriade de journées d'action - c'est le journal du PCF, *L'Humanité*, qui, il y a quelques jours, se félicitait de "deux mois de manifestations en continu" contre le gouvernement ! - qui visent toutes à éviter tout mot d'ordre centralisateur contre le gouvernement. Ainsi, la journée d'action Fonction publique du 9 mai, dont l'appel national des directions syndicales a de manière délibérée évacué le mot d'ordre de retrait du projet de loi de destruction de la Fonction publique, alors que la discussion commence à l'Assemblée nationale le 13 mai et que la responsabilité des directions syndicales est au contraire d'appeler à une manifestation centrale à l'Assemblée nationale pour empêcher son adoption.

La classe ouvrière, la jeunesse ne pourront briser la spirale des défaites, faire barrage au tsunami des contre-réformes et attaques qu'elles subissent qu'en imposant aux directions syndicales qu'elles reprennent les véritables revendications, en particulier :

- retrait du projet de loi Fonction publique,
- retrait de la contre réforme des retraites,
- retrait de la loi Blanquer contre l'enseignement public.

Elles ne pourront le faire qu'en imposant aux directions syndicales CGT, FO, FSU, UNEF, la véritable rupture, claire, nette et définitive avec le gouvernement de la matraque et du mensonge.

C'est la condition première de tout combat centralisé pour le défaire.



Supplément à *Combattre pour le socialisme* n°72, publié le 11 mai 2019

COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et
de l'Internationale ouvriers révolutionnaires
Supplément à CPS n°72 – 11 mai 2019

Combattre pour le socialisme fait connaître une nouvelle déclaration parue sur le site « Maghreb socialiste » le 10 mai.

NON À LA DICTATURE MILITAIRE !

À BAS LA RÉPRESSION !

**LIBÉRATION IMMÉDIATE DE LOUISA HANOUNE ET ARRÊT DES
POURSUITES ! HALTE À LA RÉPRESSION DE TOUS LES MILITANTS
POLITIQUES ET SYNDICAUX QUI S'OPPOSENT AU RÉGIME !**

DÉFENSE DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES !

**IL EST URGENT POUR EN FINIR AVEC GAÏD SALAH ET AVEC LE RÉGIME QUE
L'UGTA (responsables syndicaux combattant pour que Sidi Saïd dégage) ET
LA CSA APPELLENT À LA GRÈVE GÉNÉRALE !**

LA DICTATURE EN MARCHÉ

Une semaine à peine après la répression perpétrée par le régime de Gaïd Salah à l'encontre des militants syndicaux le 1^{er}-Mai, la hiérarchie militaire met à exécution les menaces proférées par Gaïd Salah et la hiérarchie militaire à maintes reprises, notamment dans l'éditorial du 8 mai de la revue *El Djeich* du Ministère des Armées. Dans un violent réquisitoire, l'armée s'en prend à tous ceux qui, sous une forme ou une autre, rejettent son processus de « transition » :

« Notre pays traverse une crise que certains parmi ceux qui ont vendu leur conscience, qui n'ont cure de l'intérêt supérieur du pays et qui vont même jusqu'à tramer des complots contre la patrie, voudraient voir perdurer en rejetant toutes les solutions disponibles et possibles à même de permettre à notre pays de surmonter cette épreuve, et donc, de couper la route aux aventuriers qui concoctent des plans et projettent de les exécuter à tous les échelons, dans le but d'entraîner le pays vers l'anarchie et le chaos. »

Et d'ajouter :

« En tout état de cause, les projets et les plans concoctés par cette poignée de comploteurs sont inéluctablement voués à l'échec, y compris celui visant à briser la cohésion entre le peuple et son armée ».

Le lendemain même, l'armée a procédé à l'arrestation de Louisa Hanoune, secrétaire du Parti des travailleurs, qui a été placée sous mandat de dépôt après avoir été auditionnée par un tribunal militaire ! Les masques tombent !

Ce que préfigure cette arrestation, c'est celle de l'ensemble des militants syndicaux, politiques, tous ceux qui se prononcent pour que le système dégage ; c'est à eux que l'armée et Gaïd Salah veulent s'en prendre. Ils s'appêtent à engager l'affrontement en vue d'une répression massive du prolétariat et de la jeunesse. Tout comme Sissi en Égypte, Gaïd Salah veut réunir toutes les conditions pour en finir avec la mobilisation des masses, en premier lieu du prolétariat et de la jeunesse, par un coup d'état militaire. Un pas a été franchi dans la marche à la dictature !

... / ...

... / ...

POUR LA LIBÉRATION SANS CONDITION DE LOUISA HANOUNE ET DE TOUS LES MILITANTS POLITIQUES ET SYNDICAUX EMPRISONNÉS OU VICTIMES DE LA RÉPRESSION !

Indépendamment des divergences politiques que nous avons avec Louisa Hanoune et le Parti des travailleurs, nous nous prononçons inconditionnellement pour sa libération immédiate, ainsi que pour celle de tous les militants politiques et syndicaux qui font l'objet de la répression !

Derrière l'arrestation de la secrétaire du Parti des travailleurs, c'est purement et simplement la liquidation des libertés démocratiques qui est dans le viseur (liberté de manifester, de s'exprimer, de s'organiser dans des syndicats et des partis), ainsi que la liquidation de toute opposition au régime militaro-policié.

Ce qui est en cause, c'est l'avenir même du mouvement pour en finir avec le régime déclenché le 22 février. Ce que recherche Gaïd Salah, c'est réunir les conditions de son écrasement sanglant.

Il n'y a qu'une façon de s'en prémunir : la grève générale pour paralyser l'appareil de répression, l'appel aux soldats pour qu'ils refusent d'obéir aux ordres de répression qui leur seraient donnés par la hiérarchie militaire.

Il n'y a plus d'atermoiement possible, l'heure est à l'unité !

Il faut imposer le front uni de l'UGTA, de la CSA et des syndicats autonomes pour un appel à la grève générale ; que, tous ensemble, ils organisent la grève générale à travers des comités de grèves élus, centralisés dans le cadre d'un comité central de grève, avec les syndicats en son sein pour les contrôler.

NON À LA DICTATURE ! À BAS LE RÉGIME ! DEHORS GAÏD SALAH !

DÉFENSE DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES !

LIBÉRATION IMMÉDIATE ET INCONDITIONNELLE DE TOUS LES MILITANTS VICTIMES DE LA RÉPRESSION !

Les militants regroupés autour de « Maghreb socialiste » n'ont pas d'autres intérêts que ceux des masses en lutte contre le régime. C'est pourquoi, ils combattent :

- pour la chute du régime, la satisfaction de toutes les revendications démocratiques, en particulier l'élection d'une Assemblée nationale souveraine ;*
- pour la satisfaction des revendications ouvrières, ce que seule permettra la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier en finissant avec la domination impérialiste, expropriant les grands groupes capitalistes, organisant la production en fonction du besoin des masses ;*
- immédiatement, pour l'unité des rangs ouvriers, le front unique des organisations ouvrières ouvrant sur la constitution d'une centrale ouvrière unique indépendante de l'État et de la bourgeoisie, et démocratique ;*
- pour la constitution d'un véritable parti ouvrier ;*
- en l'absence de ce dernier, aujourd'hui, pour un gouvernement des organisations syndicales.*

Les travailleurs et jeunes qui partagent ces objectifs ou qui veulent en discuter sont invités à prendre contact :

maghrebsocialiste@free.fr



Algérie**Les questions qui se posent au prolétariat
et à la jeunesse**

Il arrive que la lutte des classes agisse comme une machine à remonter le temps et rende visible ce qui était enfoui. Elle fait ressurgir les questions du passé restées sans solution et appelle de manière urgente à leur résolution. Tel est le premier constat que l'on peut faire des événements qui se déroulent aujourd'hui en Algérie.

D'une certaine manière, la mobilisation des masses algériennes renoue avec le combat contre l'ordre capitaliste qui était au cœur de leur lutte contre le colonialisme et qui n'avait pas trouvé de réponse au moment de l'indépendance, en 1962. À cette date, Ben Bella fut porté au pouvoir par les chars de « l'armée des frontières », dont le chef d'état-major général était le colonel Boumediene. Trois ans plus tard, en juin 1965, il fut renversé par ce même Boumediene, qui l'avait fait roi et qu'il avait nommé ministre de la défense. Rappelons qu'à cette époque (à partir de 1963), un certain Bouteflika, ministre des affaires étrangères, était au cœur de la préparation du putsch contre Ben Bella, qui l'appelait « *le jeune frère* »... On sait ce qu'il advint : arrestations de militants ouvriers, tortures, assassinats... Boumediene installa la dictature militaire (l'armée mettant la main au passage sur des dizaines de milliers d'hectares de terre agricole), une dictature qui dure jusqu'à nos jours. Ce bref résumé permet de comprendre la place et le rôle qu'occupe aujourd'hui l'armée dans les processus politiques en cours : elle est la colonne vertébrale de l'état bourgeois algérien et n'a pas hésité, à différentes reprises, à tirer sur la foule.

Il faut aussi remonter à 1963 pour comprendre la place de l'UGTA, qui resta la centrale syndicale unique que l'on connaît, à la direction totalement inféodée au pouvoir durant des décennies, jusqu'au moment où, après les émeutes d'Octobre 1988, le pouvoir dut concéder une certaine ouverture qui permit notamment la création de syndicats « autonomes ». En janvier 1963 précisément, alors que l'UGTA s'app préparait à tenir son 1^{er} congrès, à Alger, le gouvernement de Ben Bella, avec l'aide du FLN, fit envahir de nervis la salle où étaient réunis les délégués syndicaux. Voici ce qu'écrit Catherine Simon, journaliste, dans *Algérie, les années pieds-rouges*, en s'appuyant sur des témoignages de militants présents à ce « congrès » :

« “Les portes se sont soudain ouvertes et des dizaines de types, arrivés par camions, se sont rués vers la tribune, certains armés de gourdins” (...) *Les dirigeants de l'UGTA n'ont pas le temps de faire un geste : ils sont proprement expulsés de leur siège et jetés dehors*, manu militari. “Dans la salle, ceux qui protestaient ont été vidés de la même façon (...)” *Plus tard, tandis que les gros bras s'assurent le contrôle de la salle et que la police entoure le bâtiment*, “on fait « voter » à main levée le nouveau bureau du congrès... »

Il n'est pas étonnant par conséquent de voir avec quel acharnement aujourd'hui les syndiqués, les travailleurs, en relation avec leur mobilisation pour en finir avec le « système » et pour obtenir satisfaction de leurs revendications, cherchent à reconquérir cette organisation syndicale et pour cela en chasser Sidi-Saïd, son secrétaire général. La signification politique de ce combat des masses est parfaitement comprise par le pouvoir et la direction de l'UGTA, qui ont envoyé flics et nervis notamment contre les manifestations historiques des 17 avril et 1^{er} mai derniers appelées devant le siège de l'UGTA, à Alger, pour exiger le départ de Sidi-Saïd. L'UGTA est en effet un enjeu de première importance dans le développement des événements, non seulement pour mener le combat pour la satisfaction des revendications, mais aussi pour ouvrir une perspective politique ouvrière (nous y revenons plus loin).

Car après trois mois de manifestations gigantesques des jeunes, des étudiants, des masses laborieuses, où les femmes occupent les premiers rangs, et alors que de multiples secteurs de la classe ouvrière se sont mis en grève, on doit constater que cette vaste mobilisation est confrontée à ses propres limites : l'absence de perspective politique ouvrière - c'est-à-dire par quel pouvoir, par quel gouvernement remplacer le « système » ? Il semble d'ailleurs que les masses aient compris spontanément ce handicap, car en l'absence d'une perspective politique immédiate dont elles pourraient se saisir pour chasser le régime, la seule protection contre un pouvoir assassin qu'elles puissent s'assurer jusqu'à présent, comme au Soudan, c'est le nombre, l'amplitude des manifestations. Mais cela jusqu'à quand ?

Retour sur les événements récents

Il n'est pas nécessaire de revenir ici dans le détail sur les événements de cette dernière période. Il suffit d'en dégager le déroulement et leurs traits marquants.

Voilà trois mois que les masses sont mobilisées contre le « système », pour que le régime dégage. Malgré le déploiement de la police, des forces anti-émeutes, de l'armée (fait nouveau le 17 mai) pour empêcher la foule de manifester, malgré les barrages routiers et les menaces du chef d'état-major, le général Gaïd Salah, d'immenses

manifestations se déroulent dans toute l'Algérie depuis le 22 février.

Cependant, il ne faut pas sous-estimer l'ampleur de la répression qui s'abat sur les manifestants et les militants et dont on trouve de nombreux témoignages. Il ne faut pas sous-estimer non plus les mesures d'intimidations prises contre les travailleurs. *El Watan* du 24 mars rapporte ainsi les propos d'un cadre de l'entreprise Sonatrach :

« Suite à cette manifestation (rassemblement de travailleurs de la Sonatrach, à Oran, au cours duquel « les manifestants avaient brandi des drapeaux et des pancartes pour exprimer leur soutien au mouvement populaire qui réclame un changement de système politique en Algérie », rappelle le journal), la direction de Sonatrach aval à Oran a demandé la liste des travailleurs qui sont sortis, mercredi dernier, pour un rassemblement afin de rejoindre les rangs du peuple devant le siège de Sonatrach à Oran ».

Ce même cadre ajoute :

« Le but de la direction est de procéder à des sanctions, à l'image de retenues sur salaires pour exercer des pressions sur les travailleurs qui manifestent ».

En outre, la direction de l'entreprise précise dans une note du 10 mars (au moment où les grèves débutaient) :

« Il y a lieu de rappeler à l'ensemble des travailleurs que tout rassemblement de quelque nature que ce soit ou arrêt « collectif et concerté » de travail, même de courte durée, en infraction des dispositions conventionnelles, réglementaires et légales constitue une faute professionnelle ».

Mais il n'y pas que des sanctions, qui frappent aussi des journalistes par exemple. Il y a aussi des arrestations, des emprisonnements, des blessés... De ce point de vue, l'arrestation de Louisa Hanoune, secrétaire générale du PT, placée depuis le 9 mai sous mandat de dépôt délivré par le juge d'instruction du tribunal militaire de Blida, a valeur d'exemple et revêt un caractère politique primordial, ce que relève la déclaration de « Maghreb socialiste » publiée le 10 mai et reprise par CPS : libération immédiate de Louisa Hanoune et l'arrêt des poursuites (voir <http://maghrebsocialiste.free.fr/>) ! Libération immédiate de tous les détenus politiques !

Des millions de personnes envahissent régulièrement les rues de toutes les villes d'Algérie, depuis celles de la capitale, où les manifestations étaient pourtant interdites depuis 2001, jusqu'au plus petit village. Les déclarations publiées par « Maghreb socialiste », que nous avons fait connaître au fur et à mesure sur le site de *Combattre pour le socialisme*, en ont rendu compte. Nous y renvoyons nos lecteurs. Mais ce mouvement, composé essentiellement de travailleurs et de jeunes, draine aussi d'autres couches sociales, y compris une fraction de la bourgeoisie algérienne dont le développement est « brimé » par « le système ». Non moins inévitablement, il a pu charrier son lot d'illusions, en particulier sur la possibilité que l'armée puisse se situer aux côtés des masses, même si ces illusions tendent de plus en plus à se dissiper au fur et à mesure que le mouvement s'approfondit, ce à quoi nous assistons aujourd'hui face aux positions de Gaïd Salah (voir plus loin).

Bouteflika, président d'honneur du FLN, qui fut en son temps l'homme de confiance du colonel Boumediène, était à la tête de l'état depuis 1999. Prétendant exercer un 5^e mandat présidentiel, il annonce sa candidature le 10 février. Le 3 mars, il la fait déposer, malgré le déferlement des masses, mais il doit y renoncer le 11 mars... pour annoncer qu'il prolonge son 4^e mandat. En même temps, il convoque une « conférence » dite « inclusive », l'objectif

étant de sauver ce qui pouvait encore l'être du régime en associant l'ensemble des organisations politiques et syndicales à une vaste concertation, dans le but de maintenir le statu quo.

Mais la pression des masses est si forte qu'aucune organisation ne se risque dans ce projet mort-né de « conférence inclusive ». Bouteflika doit démissionner trois semaines plus tard, le 2 avril. Faut-il rappeler que, impotent et incapable de s'exprimer, sa prétention à exercer un 5^e mandat avait néanmoins reçu le soutien du RND et du FLN (qui le lâchèrent ensuite), mais aussi de la direction l'UGTA (expressément de son secrétaire général, Sidi-Saïd) et du FCE (Forum des chefs d'entreprises, équivalent du Medef en Algérie) ? C'est en ces termes en effet que la direction de l'UGTA et le FCE s'étaient prononcés, dans un communiqué commun, début février :

« Nous, travailleuses, travailleurs, direction nationale de l'UGTA, FCE, organisations patronales partenaires de l'UGTA et famille révolutionnaire de Batna, par notre estime à son Excellence le président de la République, déclarons solennellement le moudjahid Abdelaziz Bouteflika notre candidat à l'élection présidentielle d'avril 2019 ».

Nul besoin de commenter... Le jour même, le Premier ministre, Ouyahia appelait à un 5^e mandat et le FLN annonçait la candidature de Bouteflika.

Par la suite, l'élection présidentielle (initialement prévue le 18 avril) dut être repoussée *sine die*. Dans la foulée, le Premier ministre, Ouyahia (par ailleurs secrétaire général du RND - Rassemblement national démocratique, parti bourgeois allié au FLN -, et quatre fois chef du gouvernement depuis 1995), devait aussi démissionner.

Quelques jours après les premières manifestations du 22 février, qui se déroulent sur les mots d'ordre « non au 5^e mandat ! », « Bouteflika dégage ! », le général Gaïd Salah prend la parole (le 26 février) :

« il n'est pas acceptable que des Algériens soient poussés vers l'inconnu à travers des appels douteux chantant en apparence la démocratie, mais qui en vérité poussent des égarés vers des sentiers peu sûrs qui ne servent pas l'intérêt du pays et ni son avenir prospère. »

La menace est claire, les « égarés » sont prévenus. Depuis, chaque semaine, le chef des armées réitère ses mises en garde, par des déclarations toujours prononcées devant un parterre d'officiers à chacune de ses étapes lors de ses tournées des différentes régions militaires.

Ainsi le 23 avril, devant les cadres de la 1^{ère} région militaire (Blida), appelant le peuple algérien à « mettre en échec toutes les conspirations », il met en garde contre « ce phénomène étrange qui consiste à l'incitation à entraver l'action des institutions de l'État et d'empêcher les responsables d'accomplir leurs missions » (référence aux ministres et autres walis chassés par les manifestants...).

« Ce sont là des comportements contraires aux lois de la République que ne peut accepter le peuple algérien jaloux des institutions de son pays et que ne peut tolérer l'Armée nationale populaire, qui s'est engagée à accompagner ces institutions conformément à la Constitution ». Les prolétaires et les jeunes qui manifestent sont directement visés.

Contre les masses, Gaïd Salah brandit la matraque et la Constitution

Après la démission de Bouteflika, Gaïd Salah, qui nie « toute ambition politique », exige l'application de l'article 102 de la Constitution : un nouveau président (par intérim), Bensalah, est nommé par le Conseil constitutionnel, et son mandat devrait aller jusqu'au 9 juillet, selon les dispositions de la Constitution algérienne. Président du Conseil de la Nation (sénat) depuis 2002, par ailleurs membre fondateur et dirigeant du RND, Bensalah est un pilier du régime, et cela depuis au moins 1994 (il fut président de l'Assemblée nationale de 1997 et 2002, puis président du Conseil de la nation depuis cette date). Un nouveau Premier ministre, Bédoui, ministre de l'intérieur dans le gouvernement précédent dirigé par Ouyahia, est désigné, avec la tâche de former un nouveau gouvernement.

Mais le prolétariat, les étudiants restent massivement mobilisés en dépit de la démission de Bouteflika. Selon l'agence de presse APS, le vendredi suivant la démission de Bouteflika voit des manifestations encore plus massives, dans 41 des 48 régions que comprend le pays. Les manifestants demandent le départ des 3 B (Bensalah, Bedoui, Belaïz, ce dernier étant président du Conseil constitutionnel).

Le président du Conseil constitutionnel doit démissionner, des personnalités importantes sont limogées, arrêtées, incarcérées : c'est le cas de Ouyahia, des milliardaires comme Rebrab, patron de Cevital, Ould Kaddour, patron de la Sonatrach, Haddad, Kouninef... accusés de corruption, de Saïd, le frère du président déchu, des généraux Mediène, ex-chef du DRS (service de sécurité), et Tartag, etc. Il y aurait quelque 6000 dossiers d'inculpation pour corruption à ce jour. Rien n'y fait pourtant : les manifestations se poursuivent, toujours aussi massives. Bensalah, Bedoui, Gaïd Salah sont toujours là. Les manifestants exigent leur départ.

Conformément à la Constitution, Bensalah, dans son rôle, convoque l'élection présidentielle pour le 4 juillet... mais les masses la rejettent, et personne ne s'est semblé-t-il risqué à se porter candidat à la date du 26 mai à minuit, date limite de dépôt des candidatures, contrairement à ce que laissait croire le pouvoir quelques jours plus tôt quand

il annonçait avoir reçu plus de 70 candidatures !... Les deux seuls candidats qui s'étaient officiellement manifestés en produisant les signatures nécessaires (Abdelaziz Belaïd, du Front El-Moustakbel et Belkacem Sahli, de l'Alliance nationale républicaine) se sont retirés... (nous précisons « officiellement », car il n'est pas impossible que d'autres candidats, ceux des partis acquis au pouvoir comme le FLN, le RND, le TAJ ou encore du le MSP, se soient déclarés « secrètement » en attendant de voir comment la situation évoluerait).

Le mouvement des masses heurte de plein fouet les plans du pouvoir avancés par Gaïd Salah qui s'arc-boute sur la Constitution pour défendre l'état bourgeois militaro-policière. Leur rejet s'est déjà imposé aux magistrats et aux maires qui, dans leur grande majorité, ont refusé d'organiser l'élection présidentielle.

À cette heure, Gaïd Salah soutient que l'élection présidentielle doit se tenir « dans les meilleurs délais » (la date du 4 juillet étant de moins en moins tenable). Dans son discours devant les officiers de la 4^e région militaire (Ouargla), lundi 20 mai, il a fait savoir qu'il tient à l'organisation de l'élection présidentielle pour « éviter de tomber dans le piège du vide constitutionnel et tout ce qui s'ensuivra comme dangers et dérapages aux conséquences désastreuses ». Nouvelle mise en garde. Il souhaite pour cela mettre en place une « commission de préparation des élections » qui associerait l'ensemble des organisations, politiques et syndicales. Il est probable que cette nouvelle « commission » connaîtra le sort des précédentes « conférences », en particulier celle convoquée par Bensalah début avril et que tous les partis et syndicats ont boycottée. Aucune concertation, aucune compromission dans la commission électorale !

Dans les faits, la convocation de l'élection présidentielle, quelle qu'en soit la date désormais, quitte à sortir des délais constitutionnels, constitue le cadre voulu pour l'instant par la hiérarchie militaire pour préserver l'état bourgeois. C'est à cette perspective que s'opposent frontalement les masses quand elles manifestent sous les mots d'ordre unanimes « non à l'élection du 4 juillet », « Gaïd Salah dégage ! ».

Mouvements de grèves et grève générale

En même temps que les manifestations se développent des mouvements de grèves significatifs dans l'ensemble du pays, dans tous les secteurs, dans le public et le privé, pour que le « système dégage » mais aussi contre les conditions de vie et de travail, pour l'augmentation des salaires notamment (en Algérie, le SMIC se situe à 85 euros pas mois environ et n'a pas augmenté depuis 2011), pour les titularisations... Ces grèves sont massivement suivies et se traduisent souvent par des augmentations de salaires significatives.

L'appel à la grève générale du 10 au 14 mars, par exemple, fut suivi par près de 75 % de travailleurs dans tous le pays. Elle toucha les trains, bus, ports, hôpitaux, banques, écoles, universités, Poste et Télécoms, administration communale, fonction publique, avocats, magistrats, Finances, trésor public, télévision, bâtiment,

transports maritimes, entreprises publiques telles que Sonatrach, Sonelgaz (grève à 90% au niveau national), etc. Autre exemple : les dockers, agents de maintenance et administratifs du port commercial de Mostaganem ont mené une grève de 18 jours fin avril-début mai pour obtenir une confirmation dans leurs postes, la réinsertion des travailleurs licenciés, le renouvellement des contrats d'une catégorie d'agents contractuels et l'augmentation des salaires de 20% avec effet rétroactif. A cela, les grévistes ajoutaient le départ du directeur général.

Selon *Réflexion* du 13 mai : « les négociations avec l'administration centrale ont abouti à un compromis qui permettra aux représentants du syndicat des travailleurs de siéger au sein du conseil d'administration de l'entreprise portuaire, avec le maintien de la proposition d'augmentation salariale de 20%. Quant au Directeur

général contesté, il sera définitivement écarté de son poste de PDG... »

Il en va de même à l'université, où la tendance à la grève se cristallise non seulement sur l'exigence de la chute du régime mais aussi « pour une université publique et gratuite », comme l'exprimait une grande banderole dans une des manifestations d'Alger.

La multiplication de ces grèves, qui se déclenchent parfois sans mots d'ordre syndicaux, expriment la disponibilité du prolétariat et de la jeunesse à s'engager dans la grève générale. La conscience diffuse existe que les manifestations du vendredi ne suffiront pas à renverser le régime, que seule la grève générale peut permettre la centralisation du combat pour en finir avec le régime.

Cette menace de la grève générale est prise très au sérieux par la bourgeoisie dans toutes ses composantes – y compris celle qui se prétend « du côté du mouvement populaire ». La direction de Sonatrach a mis en garde – sans beaucoup de succès d'ailleurs – les travailleurs contre la grève qui aurait pour conséquence « de détruire l'outil de travail ». Les mêmes mises en garde ont eu lieu à Rouiba au nom de « la préservation des acquis et de l'outil de travail ».

Ces avertissements n'émanent pas seulement de la clique de Sidi Saïd. Elles sont aussi reprises par quelques-uns de ses prétendus « opposants » qui cherchent, en adhérant au mouvement d'opposition à Sidi Saïd, à se refaire une virginité politique.

Par exemple Noureddine Boudierba, anciennement dirigeant de l'UGTA et aujourd'hui « conseiller pour les syndicats autonomes », déclare le 15 avril :

« Les appels répétés à des grèves générales de la part de parties anonymes ou fantômes qui n'ont aucune implantation au milieu des travailleurs ne sont que des manipulations. Une grève générale qui paralyse les ports et aéroports dans un pays où 70 % des produits alimentaires et des médicaments sont importés n'aura pour effets que d'empêcher l'approvisionnement de la population en denrées sensibles sans rien apporter aux travailleurs bien au contraire.

Arrêter la production du pétrole et du gaz aura des conséquences, parfois irrémédiables sur les installations pétrolières et gazières, les puits et même les gisements. L'arrêt de la production de l'électricité, de l'oxygène et des carburants ainsi que la distribution de ces derniers aura pour effets d'entraîner la paralysie des transports, celle des hôpitaux et des centres de soins ainsi que des boulangeries et des commerces des denrées alimentaires.

Les travailleurs ne doivent répondre qu'à des appels non anonymes pour des actions collectives encadrées, répétitives mais non illimitées. Les grèves ainsi déclenchées doivent assurer les activités névralgiques ci-dessus énumérées et assurer un service minimum pour les autres activités essentielles pour la population. »

On peut le dire : un spectre hante la bourgeoisie et les bureaucrates syndicaux de tout poil, le spectre de la grève générale. Quant aux « arguments techniques » servis par Boudierba et consorts, notons que s'ils

avaient une quelconque valeur, ils vaudraient partout et de tout temps contre la grève générale. Ils « oublient » tout simplement que les travailleurs sont capables, dans la grève, d'assurer la défense de l'outil de production. A vrai dire, la grève générale met très immédiatement à l'ordre du jour le contrôle ouvrier sur la production, la distribution et l'approvisionnement. Les bureaucrates syndicaux le savent parfaitement, mais c'est pour eux un cauchemar !

Il est donc urgent de combattre aujourd'hui pour que l'UGTA et la CSA appellent dans l'unité à la grève générale pour chasser le régime ! La grève générale poserait la question du pouvoir.

Il est urgent de combattre pour que se réalise le front uni de l'UGTA, de la CSA et des syndicats autonomes et pour qu'ils appellent, ensemble, à la grève générale et qu'ils l'organisent à travers des comités de grèves élus et centralisés dans le cadre d'un comité central de grève, intégrant les syndicats en son sein pour les contrôler.

À ce stade, il est intéressant de reproduire un témoignage que livre le bulletin *Minbar El Oummel* du 26 mai 2019 :

« 1200 travailleurs de l'entreprise nationale des Grands travaux pétroliers filiale de la Sonatrach sont en grève illimitée avec occupation.

La grève est dirigée par des comités de grève locaux. Un comité central de grève composé de délégués coordonne le mouvement et les actions autour d'une plateforme de revendications. Les travailleurs ont débordé la direction syndicale UGTA. Ils se réunissent chaque jour pour reconduire leur mouvement. Les assemblées générales se tiennent dans les bases de vie de la zone industrielle de Hassi Messaoud et dans le site du 24 Avril à Erara. Les assemblées générales donnent lieu à de longs débats.

« Nous avons eu une expérience en février 2013, nous dit Mohamed Sahraoui membre du comité central de grève, on a fait une grève qui a duré plus de dix jours. Les acquis ont été maigres car malheureusement nous avons été trahis par nos représentants syndicaux. Ils nous ont retiré leur soutien. Nous avons été contraints d'arrêter la grève. Dans notre dos, ils avaient négocié des avantages pour eux. »

Farid Bacha, un autre membre du comité central de grève, ajoute : « Nous nous sommes dit : il ne faut pas que cela se reproduise. Alors nous avons décidé de tenir les AG tous les jours pour faire le point. Tous les jours on décide de ce qu'il faut faire. Il n'y a pas de tête. Les délégués peuvent changer. »

Trotsky écrivait dans *Où va la France ?* :

« La grève générale, comme le sait tout marxiste, est un des moyens de lutte les plus révolutionnaires. La grève générale ne se trouve possible que lorsque la lutte des classes s'élève au-dessus de toutes les exigences particulières et corporatives, s'étend à travers tous les compartiments des professions et des quartiers, efface les frontières entre les syndicats et les partis, entre la légalité et l'illégalité et mobilise la majorité du prolétariat, en l'opposant activement à la bourgeoisie et à l'État. Au-dessus de la grève générale, il ne peut y avoir que l'insurrection armée. Toute l'histoire du mouvement ouvrier témoigne que toute grève générale, quels que soient les mots d'ordre sous lesquels elle soit apparue, a

une tendance interne à se transformer en conflit révolutionnaire déclaré, en lutte directe pour le pouvoir. En d'autres termes : la grève générale n'est possible que

dans les conditions d'une extrême tension politique et c'est pourquoi elle est toujours l'expression indiscutable du caractère révolutionnaire de la situation ! »

La jeunesse aux avant-postes pour en finir avec le régime

Les étudiants et professeurs de nombreuses universités se sont mis également en grève, à Tizi Ouzou, Bab Ezzouar, Ben Akkoun, Alger, Batna, Bouira, Bejaïa, Constantine, etc., avec piquets de grève, manifestant à l'intérieur des universités quand la police et des brigades anti-émeutes les empêchaient d'en sortir. Ils tentent de s'organiser en « comités autonomes » dans de nombreuses facultés. Le site TSA (*Tout sur l'Algérie*) rapporte le 7 mai :

« Dans plusieurs facultés, instituts et écoles supérieures du pays, des comités autonomes sont créés, loin des organisations et syndicats étudiantins classiques. Ces derniers ont été définitivement éjectés de la sphère universitaire et sont en passe d'être remplacés par des comités de moindre envergure, locaux (à l'échelle d'une faculté ou d'une université) mais bien plus représentatifs et démocratiques. Ce sont certains de ces comités qui organisent et encadrent les marches hebdomadaires des étudiants à Alger (tous les mardis, ndlr). »

La jeunesse, particulièrement la jeunesse étudiante, est la pointe avancée de ce mouvement. Les étudiants manifestent par dizaines de milliers dans toutes les grandes villes tous les mardis depuis le 26 février. Les universités connaissent une intense activité politique (assemblées générales, conférences...) en relation avec la mobilisation du prolétariat.

La jeunesse a toutes les raisons de vouloir en finir avec le « système » : non-reconnaissance des diplômes, dégradation des conditions de vie dans les résidences universitaires, favoritisme, montant dérisoire des bourses (4000 dinars/trimestre, soit moins de 30 euros...), misère, répression des mouvements de protestation... et pour finir,

le chômage comme seul avenir. Sans parler de ces jeunes sans espoir - ces « *harraga* », que l'on peut traduire par *brûleurs* (de papiers, de frontières) -, qui quittent chaque année par milliers leur pays par la mer, au péril de leur vie, pour les côtes européennes où ils espèrent trouver des conditions de vie meilleures. Certains étudiants, parmi les plus chanceux, tentent bien d'échapper à cette situation en essayant de partir à l'étranger pour y poursuivre leurs études, notamment vers les universités françaises : un rêve désormais impossible pour la plupart d'entre eux en raison de la hausse exorbitante des frais d'inscription pour les étudiants hors-CEE décidée par le gouvernement Macron-Philippe.

Mais sans perspective politique, ce mouvement refluera. Est-ce un signe ? Selon *Le Soir d'Algérie* du 25 mai, les votes sur les campus indiquaient une tendance pour l'arrêt du mouvement de grève et la reprise des cours. Autre indication qui peut paraître à première vue contradictoire : le 24 mai, *El Watan* relevait que « *des enseignants universitaires s'attèlent à s'organiser au sein d'une coordination inter-universités* ». Mais quel est l'objectif de cet appel à constituer une telle coordination ? Celui de « *permettre au mouvement de réaliser un saut qualitatif, en s'impliquant davantage et en donnant du sens et de la profondeur aux différentes expressions des masses* » ou encore : « *l'université doit assumer son rôle d'avant-garde en ouvrant ses espaces aux débats politiques constructifs susceptibles de proposer des alternatives et des perspectives structurantes pour cet élan émancipateur* ». Faut-il commenter ?

Les solutions dites « de transition » ne sont que des opérations de sauvetage du régime

Les bonnes volontés ne manquent pas pour trouver une solution à « l'impasse politique », c'est-à-dire une solution bourgeoise pour sauver le régime de l'assaut des masses. Après les propositions de « gouvernement d'experts » qui ne connurent pas de lendemain, voici que trois personnalités Abdennour, Ibrahim et Benyelles, respectivement avocat et militant « des droits humains », ancien Ministre et général à la retraite, se prononcent, le 18 mai « *pour une solution consensuelle* ». Dans leur appel, ces hommes demandent « *instamment au commandement de l'ANP (Gaïd Salah, ndlr) de nouer un dialogue franc et honnête avec des figures représentatives du mouvement citoyen (harak), des partis et des forces politiques et sociales qui le soutiennent, afin de trouver au plus vite, une solution politique consensuelle en mesure de répondre aux aspirations populaires légitimes qui s'expriment quotidiennement depuis bientôt trois mois* ».

Ces hommes proposent donc d'adopter une phase de transition (de 6 à 12 mois) « *pour mettre en place les mécanismes et dispositions permettant au peuple souverain d'exprimer librement et démocratiquement son choix à travers les urnes, un processus qui va dans le sens de l'histoire, et que rien, ni personne ne saurait arrêter* »

Mais bien plus redoutable pour les masses est l'opération politique initiée par les dirigeants de la CSA. *Le Soir* nous informe : « *Ce samedi, au lendemain du 14^e vendredi de la mobilisation nationale, près de 60 organisations nationales, entre syndicats et associations, se sont réunies à Alger, à l'initiative de la CSA (Confédération des syndicats algériens).*

Ces organisations, regroupées autour de trois pôles (le Collectif de la société civile pour une transition démocratique, la Confédération des syndicats algériens et le Forum pour le changement), investies dans le mouvement dès son déclenchement le 22 février, sont en quête d'une feuille de route consensuelle de sortie de crise.

Saïd Salhi, vice-président de la LADDH précise « *que ces associations préparent une conférence nationale de la société civile inclusive pour dégager un large consensus autour d'une proposition consensuelle, appelant le pouvoir réel, incarné par le Commandement de l'armée, à ouvrir un dialogue avec le peuple pour amorcer une période de transition vers la nouvelle République démocratique, sociale et civile.* »

« Une conférence nationale inclusive » ? Mais ce sont les termes mêmes employés par le régime il y a quelques semaines, alors qu'il avait tenté de mettre en place une telle conférence, vite balayée par le mouvement des masses, pour associer les partis et les directions syndicales à son propre sauvetage !

Voilà qui ne doit pas déplaire au chef d'état-major lui qui a proposé récemment que se constitue une « commission d'organisation des élections » composée de magistrats, de « représentants de la société civile » et de syndicalistes. Les avis convergent entre gens de bonne compagnie. Mais pourront-ils faire accepter par les masses ces solutions de replâtrage du régime sinon en le leur imposant ?

Un mouvement qui vient de loin

Car comment expliquer ce déferlement et cette détermination des masses dans un pays tenu d'une main de fer depuis des décennies, sinon par le combat qu'elles mènent avec hargne depuis des années contre des conditions de vie insupportables ?

En Algérie, 30% des jeunes sont au chômage (alors que 54 % de la population a moins de 30 ans), et tout laisse penser que cela ne s'arrangera pas, car, « pour le réduire, l'Algérie a besoin d'une croissance annuelle de 6% à 7% », indique la Banque mondiale, qui a dans le même temps, abaissé ses prévisions de croissance pour le pays de 2,5 à 1,5% pour 2019... D'ailleurs, selon l'Office national de la statistique, en un an seulement, le taux de chômage des jeunes est passé de 25,2% à près de 30%...

La Banque mondiale prévoit également une aggravation du déficit budgétaire qui atteindrait 8,5% du PIB en 2019. Ces dernières années, le déficit fut « financé » par la planche à billets, provoquant une inflation galopante (4,5% en 2018, 7% en 2019, selon les estimations les plus autorisées). Mais il est clair que dans l'avenir l'état cherchera à faire porter davantage ce déficit par les masses comme il a commencé à le faire avec les lois des Finances relevant d'une logique d'austérité.

Les cours des hydrocarbures (qui représentent 95% des exportations, près de la moitié de son PIB et 60% des recettes budgétaires de l'état, d'où la place centrale de Sonatrach) avaient permis ces dernières années, outre d'enrichir les dirigeants du pays et toute une oligarchie, d'accumuler des réserves de change considérables. Ces réserves permettaient au pouvoir de distribuer des subventions sur les produits de première nécessité (comme le lait, le sucre, la farine ou l'électricité), s'assurant ainsi une relative paix sociale.

Mais avec la baisse des cours du pétrole depuis 2014, ces réserves fondent comme neige au soleil, ce qui a obligé le pouvoir à recourir à la planche à billets. Elles sont passées de 205,2 milliards de dollars en 2012, à 79 milliards début février 2019, avec une prévision de 62 milliards pour la fin de cette année, soit une chute de 30 % en 18 mois selon le ministre des Finances de l'époque, A. Raouia. Cela, alors que le volume des importations annuel est aujourd'hui de l'ordre de 35 milliards... L'Algérie est donc l'un des pays les plus touchés par l'effondrement des prix du pétrole, avec le Venezuela et la Russie. D'où la crainte de voir se profiler un scénario à la vénézuélienne dans un proche avenir.

Cependant, sans même prendre en compte la concurrence du gaz de schiste, la baisse du prix du baril n'est pas seule en cause. La production en hydrocarbures elle-même chute dangereusement en raison de sous-investissements et du vieillissement des installations : de septembre 2017 à

septembre 2018, elle s'est réduite de 7,8%. Au 3^e trimestre 2018, la liquéfaction du gaz naturel a diminué de 26%. Le ministre de tutelle déclarait : « A partir de 2023, l'Algérie n'exportera plus de gaz », alors que selon lui les réserves de gaz seraient « illimitées ». Or l'électricité consommée en Algérie est produite surtout à partir du gaz...

Le recours sans restriction à la planche à billets (5000 milliards de dinars fin septembre 2018, soit 25 milliards d'euros !), sans laquelle le gouvernement serait notamment incapable de payer les fonctionnaires, a pour conséquence la dévaluation du dinar (105 dinars pour un euro en 2014, 135 dinars pour un euro en 2018, et encore s'agit-il des taux de change officiels, 1 euro se négociant sur le marché noir à plus de 210 dinars) ! En outre, la dévaluation entraîne l'augmentation des prix des marchandises importées, donc une dégradation des conditions d'existence des masses.

La situation se dégrade inexorablement, en dépit des restrictions visant à la réduction des importations qui touchent pourtant des produits de première nécessité (médicaments, lait, céréales...), les marchandises les plus courantes (y compris les oranges, les dattes, la semoule) étant importées ; elle se dégrade malgré le gel des investissements et une politique d'austérité et d'attaques contre la classe ouvrière (hausse des prix de l'essence et de l'électricité).

Ces politiques anti-ouvrière ont été élaborées et préparées par le gouvernement, avec la collaboration de la direction de l'UGTA et du patronat (FCE), lors des Tripartites qui les réunissaient annuellement. Elles ont abouti à la réforme des retraites, à la réforme sanitaire (qui remet en cause la gratuité des soins et organise la privatisation du système de santé), à celle du code du travail, etc.

Pourtant, contre cette situation qui ne cessait d'empirer, les masses ne restaient pas inactives. Partout dans le pays, elles cherchaient à combattre pour leurs revendications, malgré une police omniprésente et une répression féroce. Partout on assistait à des émeutes contre la flambée de prix des denrées alimentaires, pour le droit au logement, à un travail décent (mouvement des chômeurs), pour le droit à la santé, à s'exprimer, à s'organiser... Ces dernières années ont vu se multiplier, malgré l'état policier, les mouvements de grève dans la fonction publique, chez les enseignants contractuels, les étudiants, les médecins résidents, les avocats, les travailleurs du textile..., avec affrontement avec la police ou les nervis, arrestations, emprisonnements...

Mais à chaque fois, ces mouvements ne parvenaient pas à se centraliser contre le pouvoir, à poser la question du pouvoir.

Reconquérir l'UGTA

Nous l'avons indiqué plus haut, l'UGTA a été soumise au pouvoir par la force dès 1963. Depuis, ses directions sont restées les serviteurs zélés du régime, se dressant contre les intérêts du prolétariat, entraînant démoralisation et désintérêt pour l'organisation syndicale chez ce dernier... Il faut y voir sans doute l'une des raisons du développement ces dernières années des syndicats autonomes. Mais couvait la volonté farouche de chasser la direction traître et corrompue.

Sidi Saïd, secrétaire général de l'UGTA depuis 1997, a été tout au long des deux décennies écoulées un soutien sans faille de Bouteflika et de ses gouvernements, dont il servait servilement les intérêts contre la population laborieuse. Avant de prendre la position que l'on sait avec le FCE pour le 5^e mandat (voir plus haut), il fut, en 2014, un chaud partisan du 4^e mandat, alors même qu'une partie du patronat et de l'armée, mais aussi du DRS (sécurité), avec à sa tête le général Mediene aujourd'hui en disgrâce, ne voyaient pas d'un si bon œil un homme impotent, transformé en marionnette, absent des meetings qu'il présidait, habillé en Président de la république.

Il faut rappeler à ce stade la complaisance et la complicité des dirigeants bourgeois des gouvernements français notamment qui rendirent à cette époque des visites officielles à Bouteflika et qui louèrent sa « *grande maîtrise intellectuelle* » et son « *alacrité* » (Hollande), couvrant par le mensonge l'incapacité notoire de l'homme à gouverner. Il faut dire que l'impérialisme français avait de sérieux intérêts à préserver en Algérie (dont il est le deuxième fournisseur, après la Chine...). Mais les masses n'étaient pas dupes, et toute cette rancœur accumulée s'est

exprimée quelques années après dans le rejet du 5^e mandat et la mobilisation à laquelle on assiste depuis février.

Mais comment ne pas aussi se rappeler le soutien à peine voilé que Louisa Hanoune, secrétaire du PT, apporta à Bouteflika en se prononçant à demi-mot pour le 4^e mandat ? « *Notre position par rapport au 4^e mandat est claire, disait-elle. C'est la liberté et le droit de Bouteflika de se porter candidat...* ». Connaissant la manière dont les élections sont massivement truquées en Algérie, c'était un feu vert donné à la reconduction de Bouteflika. N'a-t-elle pas déclaré, une fois les résultats connus : « *Bouteflika a gagné et le peuple a choisi la stabilité* » ? ! « *La réélection du candidat A. Bouteflika à cette élection présidentielle, c'est une victoire pour la nation algérienne* » ! ? (nous renvoyons nos lecteurs à l'article publié dans le numéro 59 de notre bulletin en janvier 2016). Comment s'étonner dès lors de l'hostilité avec laquelle les étudiants accueillirent Louisa Hanoune au cours de la manifestation du 23 avril à Alger ?

Ce rappel, il faut le préciser à nouveau, n'enlève toutefois rien à notre position inconditionnellement contre l'emprisonnement de Louisa Hanoune, ce que les militants de notre Groupe ont défendu dans leurs interventions (voir les prises de position dans la rubrique « *Les militants interviennent* », page 24, et sur les sites de *Combattre pour le Socialisme* et de *Maghreb socialiste*).

Pour ne pas développer davantage, contentons-nous enfin de mentionner encore le soutien que l'UGTA, comme le PT, avaient apporté à la révision de la Constitution en 2009 qui avait déjà permis à Bouteflika de briguer un 3^e mandat...

« *L'UGTA n'est pas ta propriété mais notre syndicat* » (les manifestants à l'adresse de Sidi Saïd)

La direction de l'UGTA a soutenu dès le début le 5^e mandat, avec le FCE (voir plus haut). Et le 24 février, deux jours seulement après les premières manifestations massives, Sidi Saïd trouvait l'aplomb de déclarer :

« *Le président Bouteflika n'a jamais refusé de satisfaire aucune demande des travailleurs* », « *Nous avons une dette envers lui. Et celui qui ne paye pas ses dettes n'est pas un homme. Nous n'avons pas le droit d'être ingrats et ne pas reconnaître ce que le président Bouteflika nous a permis d'avoir* » (*Algérie éco* du 24/02).

Nul doute que Sidi Saïd n'a aucune raison d'être ingrat envers Bouteflika pour tous les privilèges dont il a bénéficié ! Mais il en va autrement des millions de chômeurs et de travailleurs qui ont du mal à vivre avec leur salaire de misère !

Des dizaines d'unions de wilayas, des milliers de syndiqués et des travailleurs combattent pour « *assainir* », « *libérer* » (termes employés par les syndiqués) et reconquérir leur organisation syndicale parce qu'ils en ont besoin pour combattre le pouvoir et s'ouvrir une perspective politique.

Et cela commence par chasser immédiatement Sidi Saïd et les membres de son secrétariat national. Plusieurs manifestations ont eu lieu en ce sens devant les sièges des unions locales et le siège central du syndicat à Alger, avec

pour mot d'ordre : « *Sidi Saïd dégage* », « *L'UGTA n'est pas ta propriété mais notre syndicat* », « *libérez l'UGTA !* », « *vive l'UGTA démocratique, revendicative et autonome* ».

Ces manifestations, qui se répètent depuis le mois de mars, sont la démonstration d'une activité politique intense parmi les masses, qui associent le combat « *jusqu'à satisfaction de revendications* » et « *l'édification d'une nouvelle république* » (communiqué des unions de wilaya de l'UGTA de Bejaïa, Tizi Ouzou, Saïda et Tlemcen, le 6 avril, suivies, quelques jours plus tard, par une majorité de membres de la Commission exécutive nationale), à celui exigeant le départ de Sidi Saïd et de son secrétariat national, en relation avec la mobilisation du prolétariat algérien dans son ensemble contre le régime.

Ce mouvement a obligé la direction du syndicat à avancer la date de son congrès (prévu en janvier 2020) au 20 juin, Sidi Saïd déclarant qu'il ne sera pas candidat mais qu'il restera aux commandes pour superviser la préparation de ce congrès.

Mais les travailleurs rejettent cette manœuvre. Ils disent non à ce congrès préfabriqué. Ils réclament une « *UGTA des travailleurs* », une « *UGTA démocratique mais aussi libre, sociale et revendicative* ». Il est utile de noter, à ce propos, qu'à Tizi Ouzou, la dernière manifestation en date

contre la direction de l'UGTA (le 23 mai) s'est accompagnée d'une grève générale dans les entreprises de la région, à l'appel de l'union des wilayas de l'UGTA (selon la *Dépêche de Kabylie* du 23 mai). Car c'est un fait, la réappropriation de l'UGTA doit servir au combat de la classe ouvrière pour la satisfaction de ses revendications.

Cette mobilisation contre la direction de l'UGTA, à laquelle se sont jointes les unions locales les plus importantes (comme celle de Rouiba, la plus importante) et les bastions du prolétariat industriel (par exemple la fédération de la métallurgie, qui représente entre autres les deux principales usines, le complexe El Hadjar et la SNVI

Rouiba), a trouvé son expression dans la constitution d'un « conseil national pour la réappropriation de l'UGTA » qui a publié un communiqué dans lequel il se prononce pour l'organisation de rassemblements des syndicalistes au niveau de chaque wilaya le 22 mai et d'un rassemblement national le 12 juin sur l'esplanade de la Maison du peuple à Alger (siège de la centrale syndicale). Il faudra donc suivre les prolongements de ce mouvement.

Mais on doit constater que l'activité des travailleurs pour reconquérir l'UGTA va de pair avec leur combat pour dégager le régime. Il faut donc en tenir compte pour définir une orientation politique.

À propos de l'Assemblée nationale souveraine et de la Constituante

Dans *Leçons d'Octobre*, Trotsky explique :

« *Quant aux autres pays capitalistes (les pays capitalistes avancés, ndlr), ils n'auront pas cet avantage, c'est-à-dire cette proximité de la révolution bourgeoise et de la révolution prolétarienne. Depuis longtemps ils ont accompli leur révolution de février. (...) La révolution prolétarienne en Occident aura affaire à un État bourgeois entièrement formé. Mais cela ne veut pas dire qu'elle aura affaire à un État stable... Si chez nous, la révolution d'Octobre a été une lutte contre un appareil étatique qui n'avait pas encore eu le temps de se former après février, dans les autres pays, l'insurrection aura contre elle un appareil étatique en état de dislocation progressive.* »

La révolution de février abat le pouvoir tsariste. Lui succèdent d'abord des gouvernements bourgeois – associant de manière toujours plus importantes des partis ouvriers bourgeois jusqu'à donner la principale place à Kerenski.

En Algérie, le régime est chancelant mais encore debout. Le mot d'ordre « démocratique » d'Assemblée nationale souveraine, s'impose comme un levier pour son renversement. L'histoire de l'Algérie, c'est le colonialisme, puis le parti unique appuyé sur l'armée (le FLN). En 1988, le régime repeint la façade d'une couche de peinture "démocratique" en réponse à la crise révolutionnaire. Mais en 1988, le régime n'est pas abattu. Il est replâtré. Les libertés démocratiques n'existent toujours pas : il n'en existe qu'un ersatz. Le pouvoir décide de reconnaître ou non les syndicats, décide arbitrairement du caractère légal ou non d'une grève, de la reconnaissance ou non de tel parti. Les élections sont une parodie, etc.

Le mot d'ordre d'Assemblée nationale souveraine est donc inévitable. Il est présent dans les manifestations sous forme « assemblée constituante » ou « IIe République ».

Dans ces conditions, si l'Assemblée nationale souveraine élaborait une constitution, cette constitution ne pourrait être que bourgeoise. Elle serait donc un carcan, un obstacle à la République ouvrière pour laquelle le prolétariat doit combattre. Voilà pourquoi nous nous contentons quant à nous de dire « Assemblée nationale souveraine ». Mais qu'on l'appelle « Assemblée nationale souveraine » ou « Constituante », l'important est que l'élection d'une telle assemblée suppose préalablement que le régime dégage, et que les libertés démocratiques soient conquises sans restriction.

À l'inverse, les forces politiques rassemblant la fraction de la bourgeoisie rivale de celle actuellement encore au pouvoir (associant sans doute appareils syndicaux) tente d'élaborer fébrilement une « transition pacifique » (voir plus haut) visant à répondre à la question suivante : comment se débarrasser du régime Bouteflika tout en évitant l'irruption du prolétariat sur le devant de la scène.

Ainsi les syndicats autonomes avaient refusé de rencontrer le Premier ministre Bedoui, tout en signant un texte sur la « transition pacifique » : conseil de la transition, mise en place d'un « gouvernement d'experts », « commission électorale indépendante » pour des élections à une Constituante.

Bien sûr une telle « solution » doit être combattue sous l'angle : immédiatement, les libertés démocratiques ! Dénonciation d'un éventuel « gouvernement d'experts » (experts au service de qui ?). Les élections à l'Assemblée nationale souveraine doivent avoir lieu sous le contrôle des masses en lutte.

Quelle orientation politique avancer ?

À ce stade, il n'existe pas en Algérie de situation de double pouvoir. La classe ouvrière et les étudiants ont du mal à centraliser leurs comités, quand ils existent. S'ils existent, il faut combattre pour leur centralisation. D'un autre côté, les masses sont fermement résolues à lutter pour chasser le régime. Pour preuve, les manifestations hebdomadaires du vendredi et celles des étudiants les mardis, qui restent toujours aussi massives et combatives. Le fleuve ne rentrera pas naturellement dans son lit...

Dans cette situation, sur quelle orientation politique avancer ? Au combat pour que les directions syndicales appellent à la grève générale, comme seul moyen de faire

plier Gaïd Salah, il faut ajouter celui pour un gouvernement ouvrier qui seul permettra de satisfaire les revendications des masses, y compris les revendications démocratiques. Aujourd'hui, en l'absence d'un parti ouvrier en Algérie qui pourrait remplir cette fonction et pour la construction duquel nous agissons, ce gouvernement ne peut être que celui que pourraient constituer les directions de l'UGTA (débarrassée de ses éléments corrompus) et de la CSA.

Pour satisfaire les revendications des masses, ce gouvernement ouvrier devra rompre avec l'impérialisme, avec le FMI, exproprier le capital et organiser la

production selon les besoins des masses, engager le démantèlement de l'appareil de répression... Et ce combat est inséparable de celui pour les états unis socialistes du Maghreb, en association avec les prolétariats de la Tunisie et du Maroc.

Dans l'immédiat, il faut donc combattre contre la répression, pour la libération des militants arrêtés, pour la levée des poursuites à leur encontre. Cela suppose, de se battre en France contre notre propre impérialisme et le soutien qu'apporte le gouvernement Macron-Philippe au régime algérien, ainsi que le silence complice des appareils syndicaux de la CGT, de FO, de la FSU et de l'UNEF.

Concrètement, cela suppose d'intervenir dans ces organisations, comme le font les militants de notre Groupe (voir la rubrique « Les militants interviennent ») pour

qu'elles appellent dans l'unité à des manifestations à l'ambassade d'Algérie à Paris (et aux consulats dans les villes de province) pour la libération immédiate des manifestants et des militants arrêtés.

Enfin, en ce mois de mai, il faut se remémorer la répression brutale et sanglante qu'exerça l'impérialisme français contre les masses algériennes, des tueries en masse qui firent des dizaines de milliers de victimes, quand, en 1945, au sortir de la guerre, les Algériens de Sétif, Guelma et Kherrata osèrent manifester en faveur de leur indépendance.

Telle est la position de *Combattre pour le socialisme* qui milite pour que se regroupe en Algérie une avant-garde révolutionnaire sur ces objectifs.

Le 27 mai 2019

Au moment de boucler ce bulletin, nous apprenons la mort de Kamel Eddine Fekhar intervenue le 28 mai, à Blida. Militant, Kamel Eddine Fekhar était emprisonné depuis le mois de mars pour avoir réalisé une vidéo contre la politique ségrégationniste du pouvoir algérien. Ce pouvoir assassin l'a délibérément laissé mourir.

Ce crime souligne d'autant plus l'urgence qu'il y a à combattre pour que, en France, les organisations syndicales et politiques issues de mouvement ouvrier organisent dans l'unité une manifestation à l'ambassade d'Algérie à Paris (et aux consulats, en province), pour exiger la libération immédiate des emprisonnés politiques et l'arrêt des poursuites engagées à leur encontre.



BULLETIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » (10 NUMÉROS : 20 €UROS)

NOM :PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :LOCALITÉ :

Chèques à l'ordre de : A.E.P.S. - Envoyer à : A.E.P.S. - 1 bis, Rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL

Les militants interviennent et informent C.P.S.



Solidarité avec la jeunesse et les travailleurs algériens ! Arrêt de la répression !

Par millions, depuis le 22 février, la jeunesse et les travailleurs d'Algérie manifestent pour en finir avec le régime corrompu. Le CAS UNEF de la faculté des sciences de Montpellier exprime sa solidarité et son soutien à leur mobilisation.

Si Bouteflika a démissionné le 2 avril, personne n'est dupe : l'état-major de l'armée algérienne, avec Gaïd Salah à sa tête, ne s'est résolu à lâcher le Président qu'il avait toujours soutenu, que dans le but de sauver le régime croupissant. La réponse des manifestants est sans appel :

"Système dégage ! Ni Toufik, ni Gaïd Salah !"

A travers leur mobilisation, travailleurs et jeunes d'Algérie défendent leurs garanties collectives (maintien des régimes de retraite, gratuité des soins, droit aux études, maintien des subventions aux produits de première nécessité). Ils se battent aussi pour la conquête des libertés démocratiques (droit de constituer partis et syndicats, liberté d'expression, abrogation du code de la famille...). Dans ce mouvement, les travailleurs cherchent à se réapproprier leurs syndicats, en particulier l'UGTA, pour les mettre à leur service . Ainsi, de nombreux syndicats de l'UGTA sont venus exiger, devant la centrale syndicale, le départ de leur dirigeant Sidi Saïd, complètement inféodé au régime, soutien de la dernière heure de Bouteflika.

Notre CAS leur apporte son complet soutien.

Cependant, la répression contre les manifestants s'intensifie. Sur la place de la Grande Poste d'Alger, les rassemblements au lendemain de la destitution de Bouteflika ont été dispersés, un journaliste a été arrêté. Plus encore, face aux syndicalistes de l'UGTA, c'est bien la police du régime qui est venue protéger son fidèle serviteur Sidi Saïd ! La solidarité des travailleurs et étudiants de France avec les travailleurs et jeunes algériens, pour l'arrêt de la répression, est plus que jamais à l'ordre du jour.

De son côté, Macron déclare le 12 mars : « Nous ferons tout pour accompagner l'Algérie dans cette transition avec amitié et avec respect ». Cela ne signifie rien d'autre que : Nous ferons tout pour assurer la continuité d'un système qui protège les intérêts de l'impérialisme français en Algérie. Le dimanche 7 avril, la police est intervenue pour provoquer puis gazer le rassemblement de la diaspora algérienne à Paris, voilà donc la nature de cet « accompagnement amical » !

L'UNEF s'est constituée comme organisation au côté du mouvement ouvrier pendant la guerre d'Algérie, sur une position anticolonialiste, en soutien aux masses algériennes opprimées par l'impérialisme français. Aujourd'hui encore, celui-ci exerce son influence en Algérie, contre les intérêts des travailleurs et des jeunes. C'est pourquoi nous reprenons le mot d'ordre entendu dans les manifestations algériennes : **Macron complice !** nous disons :

- **Aucune répression contre les manifestations, ni en Algérie, ni en France !**
- **Bas les pattes devant les travailleurs et la jeunesse algérienne !**
- **Soutien à leur combat pour en finir avec le régime !**
- **Non à la répression ! Macron complice de Gaïd Salah**

Notre CA s'adresse à la direction de l'UNEF pour qu'elle lance un appel à l'ensemble des organisations syndicales du mouvement ouvrier, aux organisations de l'émigration algérienne ainsi qu'aux partis qui se réclament des intérêts des travailleurs pour qu'elles prennent la responsabilité d'appeler à des manifestations de solidarité devant l'ambassade d'Algérie à Paris et les consulats partout en France.

Conseil national de la FSU - 14 mai 2019

Intervention du représentant Front unique dans le débat général

Le 1^{er}-Mai, à Paris, le gouvernement Macron-Philippe a délibérément organisé la répression policière contre les cortèges syndicaux. Celui de notre fédération tout comme ceux de la CGT, de FO et de Solidaires.

Et si vol de la manifestation du 1^{er}-Mai il y a eu, c'est bien le gouvernement le responsable. Lui qui poursuit sans relâche le combat contre le droit de manifester.

Dès l'instauration en 2015 de l'état d'urgence par Hollande, notre courant a dénoncé une marche vers l'État policier. Le gouvernement Macron-Philippe a pris la relève et a encore accéléré dans cette voie. D'abord avec la loi de 2017 qui a inscrit dans le droit commun les principales mesures de l'état d'urgence. Et récemment avec la loi dite anti-casseurs, entrée en vigueur il y a quelques semaines, qui restreint drastiquement la liberté de manifestation.

Il faut insister : cette loi liberticide a été adoptée sans que les organisations du mouvement ouvrier organisent un réel combat pour empêcher son adoption. Le jour de son vote, le 5 février, alors qu'avait lieu une journée d'action, ses organisateurs n'avaient pas formulé dans leur catalogue de revendications l'exigence de son retrait. Et la manifestation parisienne ce jour-là est passée à quelques centaines de mètres de l'Assemblée nationale négligeant ce qui se tramait en ses murs.

Qui peut ignorer ce que le gouvernement attend des dirigeants syndicaux ? Que ceux-ci se comportent en « partenaires sociaux », en « corps intermédiaires » à son seul profit. C'est le rôle qui est dévolu au « dialogue social » et à la concertation, celui de caution à sa politique destructrice.

Le gouvernement Macron-Philippe, c'est en même temps, le gouvernement de la liquidation des acquis essentiels du mouvement ouvrier et de la jeunesse, et le gouvernement de la matraque et du mensonge.

Castaner a osé prétendre que des manifestants qui essayaient de trouver refuge face aux assauts de la police avaient attaqué violemment un hôpital. Mais si des hôpitaux ont été attaqués et même bombardés, c'est au Yémen par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite avec les armes fournies par le gouvernement français.

La violence contre les syndicats le 1^{er}-Mai s'inscrit pleinement dans un déchaînement de répressions policières contre les manifestants accentué depuis novembre dernier. Utilisation massive d'armes de guerre, mutilations, arrestations et gardes à vue massives, condamnations par centaines dont de nombreuses à de la prison ferme.

Notre camarade Olivier Sillam a subi de la part des flics une violente agression physique au prétexte de son arrestation. Notre courant lui adresse toute sa solidarité et toute sa sympathie. Nous mesurons depuis des années que dans les Alpes-Maritimes s'expérimente, sous l'autorité d'un préfet zélé, toute une panoplie d'exactions contre les manifestants, contre les migrants et ceux qui leur viennent en aide. Pour ce faire, les autorités déploient tous les moyens que les lois leur procurent et elles n'hésitent pas recourir à des moyens illégaux quand les lois se révèlent insuffisantes à commettre leurs méfaits.

Comme nous l'avons dénoncé précédemment, le 6/12, à la demande expresse de Macron, la direction de notre fédération ainsi que celles de toutes les organisations syndicales (hormis Solidaires) ont condamné dans un communiqué scélérat les violences dans l'expression des revendications au lieu de dénoncer les violences policières commandées par le gouvernement. Il ne fait aucun doute que cela a donné un feu vert au gouvernement pour poursuivre et accélérer sa politique de répression.

Il s'agit aujourd'hui bien sûr d'exiger l'abrogation des lois liberticides. Notre fédération doit aussi proposer aux organisations du mouvement ouvrier de réaliser un front uni pour arracher l'arrêt des poursuites contre notre camarade Olivier.

Il faut également exiger la libération des manifestants emprisonnés.

Et puisque le gouvernement a décidé de s'en prendre aux manifestants au sein même des cortèges, la responsabilité des organisations syndicales est de prévoir un solide service d'ordre pour défendre le droit de manifestation et pour protéger les manifestants des violences policières.

Motions présentées par les militants de la tendance Front unique au Conseil national de la FSU les 14 et 15 mai 2019

Pour l'arrêt de la répression

Le CDFN de la FSU, réuni les 14 et 15 mai 2019, exige l'arrêt immédiat des poursuites contre notre camarade Olivier Sillam et se prépare, si le gouvernement persiste dans ses poursuites, à organiser, avec l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier, un rassemblement lors de son jugement.

Il exige également la fin des poursuites contre tous les manifestants interpellés et la libération immédiate des manifestants emprisonnés.

La FSU a la responsabilité d'assurer la sécurité des travailleurs qui répondent à ses appels à manifester.

Le gouvernement a démontré le 1er mai sa volonté de cibler les cortèges syndicaux.

En conséquence, le CDFN de la FSU décide de se doter d'un service d'ordre, organisé pour répondre aux conditions nouvelles dans lesquelles le gouvernement réprime le mouvement ouvrier en lutte.

(8 pour / 58 contre / 21 abstentions / 20 refus de vote)

Pour la solidarité avec la jeunesse et les travailleurs algériens

Le CDFN salue l'immense mobilisation de la jeunesse et des travailleurs algériens pour en finir avec le régime corrompu. Déjà entamée depuis plusieurs semaines, la répression a franchi un degré supplémentaire, en particulier avec l'arrestation de Louisa Hanoune, dirigeante du PT algérien. Le chef des armées, à la manœuvre, prépare une terrible répression contre les manifestants.

La FSU pleinement solidaire des travailleurs et de la jeunesse algérienne dénonce la répression à l'œuvre.

Le CDFN mandate la direction de la FSU pour, qu'avec les organisations du mouvement ouvrier et de l'émigration algérienne, elles organisent ensemble une manifestation en direction de l'ambassade d'Algérie, et des consulats de province, pour exiger :

- la libération immédiate de Louisa Hanoune et des militants emprisonnés
- l'arrêt de la répression et des poursuites contre les militants politiques et syndicaux
- le respect des libertés démocratiques

(18 pour / 57 contre / 0 abstention / 32 refus de vote)

Pour le retrait du projet de la contre-réforme des retraites

Le projet gouvernemental de contre-réforme des retraites prévoit la liquidation des régimes spéciaux dont le code des pensions, l'instauration d'un système à points, un âge pivot avec pénalisation. Il s'agit de diminuer le montant des retraites et des pensions, d'augmenter la durée de cotisations et de reculer de fait l'âge de départ à la retraite.

Le CDFN de la FSU exige le retrait pur et simple du projet gouvernemental de contre-réforme des retraites.

(10 pour / 64 contre / 0 abstention / 33 refus de vote)

Motions du Congrès départemental du SNUipp-FSU 63 (Puy-de-Dôme)

Algérie

En Algérie l'appareil militaro-policiers est prêt à tout pour maintenir son pouvoir. Cela prend la forme d'arrestations de dirigeants politiques s'étant déclarés récemment contre le régime et de la répression brutale de manifestations. Le Congrès départemental du SNUipp-FSU 63 considère qu'il y a une responsabilité particulière du mouvement ouvrier français dans l'affirmation de la solidarité avec les travailleurs et la jeunesse algérienne.

L'organisation de manifestations dénonçant la répression, devant l'ambassade d'Algérie à Paris et les consulats en province doit être engagée sans délai. Nous appelons le Congrès national à se prononcer en ce sens et pour la prise de contact avec les autres organisations se réclamant du mouvement ouvrier et des libertés démocratiques pour organiser ces manifestations.

(Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 1 NPPV ; 0)

Loi Blanquer / Fonction publique

Le projet de loi Blanquer, projet qui anticipe le projet de loi Fonction publique, va être discuté et apparemment amendé au Sénat dans les jours qui viennent. Il sera donc à nouveau discuté à l'Assemblée nationale. Le projet de loi Fonction publique sera lui discuté en commissions les 2 et 3 mai 2019.

Pour le SNUipp, ces deux projets de lois sont destructeurs tant pour l'école que pour la Fonction publique et ses statuts : ils ne sont ni amendables, ni négociables.

Aussi, le congrès départemental du SNUipp-FSU 63 réuni le jeudi 16 mai 2019 se prononce pour :

- le retrait pur et simple des projets de loi Blanquer et Fonction publique ;
- la fin de toutes discussions avec le gouvernement sur ces projets (loi Blanquer et loi Fonction publique) ;
- pour que le SNUipp-FSU et la FSU s'adressent aux organisations et confédérations syndicales afin d'organiser une grève accompagnée d'une manifestation centrale à Paris la plus unitaire possible, en semaine, en direction de l'Assemblée nationale, au moment du vote.

Unanimité des 17 présents

Violences policières

Le congrès départemental du SNUipp-FSU 63 réuni le 16 mai 2019 condamne les violences policières orchestrées par le pouvoir politique, et les provocations qui ne visent qu'à limiter le droit de manifester.

Par ailleurs, le congrès départemental exige :

- l'abrogation de la loi dite « anti-casseurs » ;
- la libération des travailleurs et jeunes emprisonnés ainsi que l'abandon de toutes les procédures abusives en cours contre les manifestants interpellés.

(Pour : 7 Contre : 1 Abstentions : 7 NPPV : 0)

élément dissocié :

Enfin, le congrès départemental estime qu'il est de la responsabilité des organisations syndicales d'œuvrer, par tous les moyens possibles, à la sécurité des manifestants, notamment par la mise en place d'un véritable service d'ordre.

(Pour : 1 Contre : 12 Abstention : 1 NPPV : 1)

Motion du CDFD de la FSU 74 (Haute-Savoie)

La Fonction publique est au cœur de la tourmente avec le retour du jour de carence, le gel du point d'indice et le report d'un an des mesures PPCR, la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires. En ce sens, le document présenté aux organisations syndicales par le ministre de l'action et des comptes publics, ironiquement intitulé « refonder le contrat social avec les agents publics », est édifiant. Il se résume en 4 points : fusionner CHSCT et CT et diminuer le rôle des CAP de protection des collègues dans la gestion des carrières, diminuer la concertation sur les conditions de travail, généraliser le recours au contrat pour rendre les concours inutiles, rémunérer au « mérite » et à la « performance » en renforçant ou créant une « hiérarchie locale », accompagner les agents vers la sortie de la Fonction publique.

Il s'agit donc d'une attaque grave contre la Fonction Publique pour arriver à sa suppression. Ce texte ne redonne aucune vision d'une Fonction publique d'aujourd'hui ni d'un souffle nouveau pour créer de nouveaux services, il ne répond en rien aux attentes de la population et des agents.

Pour le CDFD 74, ce document est inacceptable et ne peut constituer une base de discussion. La mobilisation du 22 mars a été importante mais pas encore à la hauteur de ces enjeux, il nous faut donc savoir préparer un combat long, difficile mais déterminé.

Le CDFD de la FSU74 estime que nos représentants nationaux doivent reconsidérer leur participation pour être à même de défendre la Fonction publique.

Il leur demande d'œuvrer à adopter une position commune d'un maximum de syndicats.

En tout état de cause, le texte étant tellement contraire à notre vision de la Fonction publique, il faudra quitter avec éclat et médiatisation la table de cette pseudo-concertation.

**Mandat pour la camarade déléguée au 52^e congrès confédéral à Dijon,
adoptée par le congrès du syndicat CGT du CHU de Clermont-Ferrand réuni les 21 et 22 mars 2019**

C'est une offensive massive que conduit le gouvernement Macron-Philippe contre les travailleurs, les fonctionnaires, les chômeurs, les retraités, les jeunes au compte de la bourgeoisie et du patronat du pays. Leur objectif est la réduction du coût du travail dans toutes ses composantes pour tenter de maintenir leur place dans le marché mondial.

Après avoir cassé des pans entiers du code du travail, le statut des cheminots, ils travaillent en ce moment à en finir avec ce qui subsiste des droits et garanties collectifs ouvriers conquis au fil de décennies de luttes, dont les organisations syndicales ouvrières.

- avec tout un arsenal de mesures visant à remettre en cause les libertés démocratiques et à interdire à la classe ouvrière et à la jeunesse de se défendre, loi « anti-casseurs »..., attaques anti-syndicales...

Le 52^e congrès confédéral de la CGT s'ouvrira à Dijon, alors que l'Assemblée nationale siègera pour voter en particulier :

- le projet de loi CAP 2022, véritable catalogue de mesures contre la Sécurité sociale, les hôpitaux publics et les personnels, contre le droit à la santé...

- le projet de loi contre la Fonction publique et le statut des fonctionnaires,

- alors que la commission Macron-Delevoye écrira les dernières lignes du projet de loi de liquidation de la retraite par répartition.

Pour nous, ce 52^e congrès de la CGT a les moyens de réaliser les conditions d'un véritable combat contre ce gouvernement, pour balayer ses projets réactionnaires :

- Le 52^e congrès doit décider (décide) clairement de rompre toutes les concertations avec le gouvernement que celui-ci met en place pour faire cautionner ses projets par les organisations syndicales et en aucun cas satisfaire nos revendications.

- Le 52^e congrès doit décider (décide) clairement de dresser de manière centralisée et unitaire, contre le gouvernement et l'Assemblée nationale à sa botte, la force de millions de travailleurs, fonctionnaires, jeunes, chômeurs...

- C'est pourquoi, le 52^e congrès doit décider (décide) d'organiser immédiatement, dans l'unité la plus large, une puissante manifestation nationale à l'Assemblée nationale,

- pour imposer le retrait de ces projets de loi, CAP 2022, Fonction publique,

- pour imposer qu'il soit mis fin immédiatement à la commission Macron-Delevoye et interdire la destruction des régimes de retraite par répartition.

C'est ainsi que seront réalisées les conditions pour mettre en échec le gouvernement sur ses projets réactionnaires et ouvrir la voie à l'abrogation des lois votées.

C'est ainsi que seront réalisées les conditions pour défendre et renforcer la CGT.

NB : (la déléguée du CHU de Clermont-Ferrand présente au congrès confédéral s'est vue refuser la tribune du congrès pour défendre son mandat par deux fois : lors de la discussion générale et lors de la présentation des motions ; visiblement pour l'appareil de la CGT, toutes "nuances" confondues, cette prise de position ne devait pas être connue des congressistes)

**CGT Finances Publiques Charente-Maritime
(Motion votée le 5 avril 2019 par l'Assemblée Générale de section, à l'unanimité des 43 présents)**

Le statut général de la Fonction publique et les statuts particuliers résultent des combats de la Libération et du programme du CNR, ainsi que des dispositions prises entre 1982 et 1984, pour une fonction publique indépendante et impartiale.

Le projet de loi dit de « transformation de la Fonction publique » présenté au conseil des ministres le 27 mars constitue une attaque sans précédent contre le statut de la Fonction publique.

Si ce projet était voté, ce serait la liquidation de décennies d'acquis des luttes syndicales qui ont conduit à la création de règles collectives contrôlées par les représentants du personnel et permis aux fonctionnaires de ne plus être soumis à l'arbitraire ni à l'insécurité.

Le projet de loi liquide les prérogatives des CAP, donne tout pouvoir à la hiérarchie sur les promotions, les mutations, et accroît leur pouvoir de sanction, il banalise le recrutement par contrat pour le généraliser, introduit le contrat de projet, le salaire au « mérite » et la rupture conventionnelle sur le modèle du privé. Il constitue une machine de guerre pour précariser l'ensemble des agents de la Fonction publique et réaliser le plan de 120 000 suppressions d'emplois statutaires voulu par Macron.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le plan de la DGFIP de démantèlement de l'ensemble de ses services et de suppressions massives de

postes, annoncé par la note du DG du 10 décembre 2018 intitulée « Bâtir un nouveau réseau » : la mobilité forcée, les pleins pouvoirs donnés aux directeurs jusqu'à la possibilité de recruter sur contrat au plan local, l'ensemble des mesures contenues dans le projet de loi fonction publique constituant les armes dont se dote le gouvernement pour démanteler la DGFIP et nos statuts nationaux.

C'est pourquoi il faut se donner les moyens de faire reculer le gouvernement :

Le projet de loi doit passer à l'Assemblée nationale début mai. Sept fédérations de fonctionnaires ont annoncé une journée d'action et de grèves le 9 mai.

Ce n'est pas par une énième journée d'action qu'on pourra arracher le retrait du projet de loi Fonction publique.

Ce qu'il faut, c'est organiser la montée en masse des fonctionnaires à Paris ce jour-là.

C'est pourquoi nous nous adressons à la direction de notre syndicat national pour que dans les délais les plus rapides elle demande aux directions de la CGT Fonction publique de se prononcer pour l'organisation d'une puissante manifestation de l'ensemble de la Fonction publique à Paris le 9 mai et un appel ferme à la grève, pour qu'elles s'adressent à toutes les fédérations de fonctionnaires en leur demandant de reprendre cette position et de faire du 9 mai la journée de la montée en masse des fonctionnaires à Paris pour imposer le retrait du projet de loi dit de « transformation de la Fonction publique ».

Motion du Bureau de la section FSU-BnF du 22 mai 2019

Solidarité avec la jeunesse et les travailleurs algériens ! Arrêt de la répression !

Par millions, depuis le 22 février, la jeunesse et les travailleurs d'Algérie manifestent pour en finir avec le régime corrompu.

Le 2 avril Bouteflika a démissionné, mais la réalité est que l'état-major de l'armée algérienne n'a eu d'autre choix que de sacrifier Bouteflika pour sauver la peau du régime en place. Les manifestants ne sont pas dupes de la manœuvre comme en témoigne leur slogan : « **Système dégage ! Ni Toufik, ni Gaïd Salah !** »

À travers leur mobilisation, travailleurs et jeunes d'Algérie défendent leurs garanties collectives (maintien des régimes de retraite, gratuité des soins, droit aux études, maintien des subventions aux produits de première nécessité). Ils se battent aussi pour la conquête des libertés démocratiques. Dans ce mouvement, les travailleurs cherchent à se réapproprier leurs syndicats, en particulier l'UGTA, pour les mettre à leur service.

Cependant, la répression contre les manifestants s'intensifie, notamment à l'occasion du 1^{er} mai. À Alger, la place du 1^{er}-Mai a été littéralement assiégée par les forces de répression de l'État militaro-policière, avec à sa tête Gaïd Salah et des militants syndicaux ont été arrêtés. Un cran supplémentaire vient d'être franchi avec l'arrestation de Louisa Hanoune, secrétaire du Parti des travailleurs, qui a été placée sous mandat de dépôt après avoir été auditionnée par un tribunal militaire !

Derrière cette arrestation se profile la volonté de l'armée et de Gaïd Salah de s'en prendre aux militants syndicaux et politiques et d'en finir avec la lutte des travailleurs et des jeunes algériens, au moyen d'une répression violente si nécessaire.

Une telle situation met à l'ordre du jour la solidarité immédiate des travailleurs de France avec les travailleurs et la jeunesse algériens.

Conformément à la tradition internationaliste du mouvement ouvrier, le Bureau de la section FSU-BNF réuni le 22 mai apporte son complet soutien à leur lutte pour en finir avec le régime et à leurs mots d'ordre :

- **À bas le régime ! Dehors Gaïd Salah !**
- **Non à la répression !**
- **Libération immédiate de tous les militants et manifestants victimes de la répression et arrêt des poursuites**
- **Défense des libertés démocratiques !**

Pour que la solidarité avec la jeunesse et les travailleurs d'Algérie puisse s'exprimer concrètement, le Bureau de la section FSU-BnF demande à la direction nationale de la FSU qu'elle propose à l'ensemble des organisations syndicales, aux organisations de l'émigration algérienne ainsi qu'aux partis qui se réclament des intérêts des travailleurs, l'organisation de manifestations devant l'ambassade d'Algérie et les consulats partout en France.

**Retrouvez l'ensemble des motions et interventions de nos camarades
sur le site de CPS : <http://socialisme.free.fr/>**

Brésil

Comment faire en sorte de défaire Bolsonaro ?

Quelques mois après son investiture, il faut réévaluer la signification de l'élection de Bolsonaro

Dans *CPS* 71, nous écrivions à partir des déclarations répétées de Bolsonaro lui-même pour la destruction du mouvement ouvrier, faisant l'éloge de la dictature militaire et en analysant la dynamique qui l'avait mené au pouvoir : *« De toutes les formes bonapartistes, le précipité formé autour de Bolsonaro au Brésil est le plus dangereux, celui qui pourrait se transformer en une dictature militaire, en un régime de type fasciste si les circonstances le permettent, un régime qui irait vers l'écrasement du mouvement ouvrier et la destruction des libertés démocratiques de la façon la plus radicale. Bien entendu, il lui faudra pour cela affronter le prolétariat et lui imposer une défaite politique majeure »*. Il est important, plusieurs mois après son investiture, de tenter d'y voir plus clair. Il est évident que Bolsonaro représente une des formes les brutales et crues de la réaction, mais dans le même temps, il faut évaluer sa capacité à imposer un régime qui détruit le mouvement ouvrier.

Dans les premiers jours, des mesures et des annonces semblaient corroborer cette hypothèse : éviction des fonctionnaires pour des raisons politiques, offensive contre l'école et les enseignants, prises de positions en politique étrangère sous l'aile de Trump, et à vrai dire dans un style proche de celui-ci, peut-être pire : les déclarations délirantes de Bolsonaro durant son voyage en Israël en sont le témoin. Il est vrai que Bolsonaro a libéré la violence, notamment contre les populations indiennes et les paysans sans terre, en promettant le retour à la légitimation de cette violence des latifundiaires dans les zones agricoles : la loi sur le droit à l'armement pour défendre la propriété privée a été votée le 22 mai.

Il est vrai que Bolsonaro a toujours soutenu la violence contre les populations pauvres des favelas : il a d'ailleurs des liens avec les milices et autres escadrons de la mort qui s'en prennent aux habitants de ces quartiers, au point que ses fils semblent liés avec l'organisation qui a abattu Marielle Franco. Selon certaines sources, l'opération policière à Rio, commencée il y a plus d'un an, continue à faire plus de 5 morts par jour en moyenne. L'intimidation des enseignants a été aussi importante durant la campagne et les premières semaines de son mandat. La loi qui veut autoriser l'armement des personnes contre la « criminalité » préparée par le juge Moro devenu ministre de la justice, négation des principes mêmes qui fondent l'institution judiciaire, représente une menace terrible pour la sécurité des pauvres, des personnes fragiles socialement, et promet un nouveau déchaînement de violence dans un pays où les homicides sont déjà parmi les plus nombreux au monde.

Pour autant, la capacité d'agir dans le sens de la mise en œuvre d'un programme anti-ouvrier détruisant les acquis historiques de la classe ouvrière et a fortiori les organisations ouvrières elles-mêmes, est une gageure qui

nécessite que l'unité soit faite derrière un leader charismatique. Or le « mythe » Bolsonaro est une de ces fabrications médiatiques qui ne tiennent guère dans le temps ; d'ores et déjà, Bolsonaro a connu la plus grande perte de « popularité » selon les instituts de sondage qui avaient largement contribué à former cette même popularité. En dehors de ses esclandres de démagogue, il semble difficilement gérable à la coalition de circonstance des différentes fractions de la bourgeoisie qui s'était formée derrière lui. Si Bolsonaro a reçu le soutien du capital financier, c'est in extremis, durant la dernière semaine de campagne, et cela est dû à la crise qui mine la bourgeoisie elle-même. Depuis la manœuvre de destitution de Dilma Rousseff, le capital financier a propulsé Temer, lui-même dans l'incapacité de se représenter et de faire passer la réforme des retraites exigée pourtant par les représentants du capital financier. Si Bolsonaro avait regroupé derrière lui les évangélistes, les latifundiaires et l'armée, il lui fallait convaincre le capital financier de sa capacité de mener à bien les « réformes » nécessaires à ce dernier. C'est là que la crise aujourd'hui se manifeste.

Pour pouvoir faire passer la contre-réforme des retraites, projet de loi dit PEC 6, Bolsonaro doit la faire voter à la chambre des députés. Le problème, c'est que le système électoral brésilien ne dégage pas de majorité claire, que le Parlement est divisé dans une représentation de nombreux partis, et que le PSL de Bolsonaro ne représente même pas 10 % du total. S'il peut s'appuyer sur des relais qui sont les lobbys parlementaires des agrariens et des évangélistes, cela n'est pas comparable à une véritable majorité parlementaire. Il doit donc négocier pour faire passer son projet de loi, d'autant qu'il lui faut réunir 60 % des votes. Les relations avec les parlementaires, notamment ceux des partis traditionnels (PMDB et PSDB), se sont tendues avec l'arrestation de Michel Temer pour corruption ; et il a fallu la remise en liberté de Temer, mais aussi que le ministre de l'économie, Guedes, mette sa démission dans la balance, en plus d'organiser des rencontres entre les différents représentants politiques ainsi que l'intervention de Paulo Skaf (chambre de commerce et d'industrie de São Paulo), pour résoudre une première crise. Mais la réticence des parlementaires s'est à nouveau illustrée dans le fait que la commission chargée d'établir le calendrier parlementaire a repoussé l'examen de la PEC 6. Le PSL a fini d'ailleurs par se rallier à cet ordre du jour afin de gagner du temps dans la négociation, tant le danger d'une déconvenue parlementaire était grand. Quant à Bolsonaro, il accuse les représentants du Congrès de paralyser sa politique.

Il semble cependant que l'acteur qui prenne de plus en plus d'importance dans le dispositif politique soit l'armée elle-même. Elle a obtenu gain de cause quant à sa revendication de commémoration de la date du coup

d'État en 1964. Le porte-parole du gouvernement indique : « *le président ne considère pas le 31 mars 1964 comme un coup d'État militaire, il considère que la société s'est réunie, percevant le danger menaçant le pays (...) et que si cela n'était pas arrivé, nous aurions aujourd'hui un type de gouvernement qui ne serait bon pour personne* ».

Le rôle politique joué par le vice-président Hamilton Mourão, est loin d'être négligeable. Il rencontre dirigeants syndicaux et représentants du patronat, et l'armée a rectifié un certain nombre de positions exprimées par Bolsonaro lui-même depuis sa prise de pouvoir, que ce

soit sur la proposition d'offrir la possibilité aux États-Unis d'ouvrir des bases militaires au Brésil, sur le fait que l'ambassade du Brésil n'a pas été installée à cette étape à Jérusalem, ou à propos du refus du Brésil de participer à une éventuelle opération militaire au Venezuela. L'élection de Bolsonaro s'est donc faite dans le cadre de la crise politique de la représentation politique de la bourgeoisie brésilienne, et elle ne l'a certainement pas résolue, les différentes factions exprimant des intérêts divergents, la question du Parlement étant contradictoire avec celle du pouvoir exécutif fort.

La question des retraites, question centrale

La question de porter le fer dans le système des retraites est cruciale pour la bourgeoisie brésilienne, qui estime bien sûr que le système est insoutenable, « déficitaire », accuse les retraités trop jeunes, l'espérance de vie, la démographie en général... Même si le système de retraite ne bénéficie réellement qu'aux travailleurs du secteur formel, ce qui est loin d'être la totalité de la population brésilienne, l'informalité croissant généralement en période de crise (elle n'a cessé d'augmenter depuis 2014), le système de retraite garantit un revenu minimum pour les travailleurs qui n'ont pas cotisé équivalent à un salaire minimum, ce qui est fort peu.

La revendication de la bourgeoisie est de durcir les conditions d'accès à la retraite afin de réaliser un plan d'économie drastique : c'est ce que propose Guedes, le ministre de Bolsonaro, dont le but avoué et central est de couper dans les dépenses. Selon *les Échos* du 20/02, le but est de réaliser 250 milliards d'euros d'économies sur 10 ans. Comment ? En fixant une durée de cotisation de 40 ans pour obtenir une retraite pleine, 35 pour les ouvriers agricoles, et en fixant à 62 ans l'âge minimal de départ pour les femmes, et à 65 ans pour les hommes. Le projet prévoit aussi une baisse de la retraite minimale garantie pour ceux qui n'ont pas cotisé à 400 reals, moins de 100 euros mensuels.

Les conséquences pour les retraités seraient évidemment terribles. Mais le plus important, c'est que le plan de

Guedes prévoit le passage d'une retraite par répartition, à une retraite par capitalisation. C'est la privatisation généralisée ; mais surtout, les patrons remettent la main sur les cotisations qu'ils versent en bénéficiant des placements des fonds d'investissements nécessaires à la gestion des retraites par capitalisation, c'est un hold-up gigantesque. Enfin, l'histoire du capitalisme a montré quel est le sort des régimes de retraites par capitalisation, ils suivent les cours boursiers, et en cas de baisse ou de krach, les retraites s'évaporent.

La question des retraites est une question politique centrale et majeure. Si le gouvernement peut faire approuver sa réforme, il aura remporté une victoire politique importante qui lui permettrait sans doute d'aller plus loin dans son programme et peut être de s'en prendre aux organisations ouvrières elles-mêmes. A contrario, une défaite du gouvernement sur les retraites dès le début du mandat un peu chaotique de Bolsonaro serait une blessure profonde et peut être mortelle. Déjà fragilisé par le départ de deux ministres et par le fait que des partis bourgeois au Parlement traînent des pieds devant le vote, Bolsonaro doit obtenir 60 % de voix (en raison du type de loi, amendement constitutionnel), ce qui ne facilite pas les choses. Quelle est donc la position des directions du mouvement ouvrier face à cette réforme des retraites, face à l'activité du gouvernement ?

Les dirigeants du mouvement ouvrier ont opté pour la collaboration de classe et pour éviter l'affrontement

Éviter l'affrontement, c'est ce que signifiait l'interview de Vagner Freitas dans l'édition numérique brésilienne d'*El País*, abondamment citée dans le précédent article. Sur tous les plans, Freitas offrait la collaboration de la direction de la CUT au gouvernement au prétexte que celui-ci était « *démocratiquement élu* ». Bref, en lui reconnaissant toute légitimité à mener l'offensive contre les travailleurs. Le gouvernement n'avait pas mis en place de concertation spécifique ? Qu'à cela ne tienne : « *Nous proposerons une table de négociation permanente dans la fonction publique, et nous voulons la développer dans le secteur privé. Nous ne voulons pas dire par avance ce que le gouvernement va faire, nous allons proposer un processus de représentation des travailleurs. Que le gouvernement choisisse ou non de nous prendre comme interlocuteurs, c'est une décision qui sera la sienne. Nous nous proposons pour être cet interlocuteur.* » De même il acceptait de discuter sur les retraites pour les adapter aux besoins actuels.

La forme que les directions syndicales ont trouvée, c'est la participation au débat parlementaire, en répondant à la convocation des auditions en commission, ou encore en faisant « pression » sur les parlementaires, en les « interpellant », c'est-à-dire en s'inscrivant dans le cadre du débat. Les confédérations ont écrit une lettre au rapporteur de la commission parlementaire chargée d'étudier la PEC6 : tout en faisant des phrases sur l'aspect inacceptable de la réforme et déclinant la liste des actions prévues, le texte, et c'est là l'essentiel, ne se prononce pas pour le retrait immédiat du projet de loi. Il annonce une pétition, dont l'essentiel est : « *Par le moyen de l'excellentissime Mr. Rodrigo Maia, président la chambre des députés, les citoyens et citoyennes soussignés s'adressent aux parlementaires fédéraux en sollicitant leur vote contre la PEC 6 qui modifie le système de protection sociale.* » « L'excellentissime » Rodrigo Maia, représentant d'un petit parti bourgeois dont les racines plongent dans les partis bourgeois nés sous la dictature,

comme couverture pseudo-démocratique à cette dernière serait donc l'homme qu'il faudrait solliciter pour que les députés ne votent pas la PEC 6 ?

Cette posture cherche à éviter tout affrontement. Mais dans le détail, la pratique des directions syndicales est en réalité engagée dans la discussion sur la « nécessaire réforme des retraites ». La CNTE (Confédération nationale des travailleurs de l'éducation), fédération de l'enseignement affiliée à la CUT, a été reçue par la commission préparant la réforme des retraites. Selon le compte-rendu fait par la CNTE dans son bulletin électronique, sa secrétaire générale, Helena Araujo, a déclaré devant cette commission : « *la réforme était loin de satisfaire aux spécificités du travail des enseignants, et a parlé de certains aspects qui doivent être rappelés durant les débats, l'aspect financier, et les conditions de travail. Selon les données de l'OCDE, la moyenne de la rémunération des enseignants dans 46 pays est de 31 000 dollars annuels, tandis qu'elle est de 12 200 au Brésil. Il faut ajouter que les professeurs brésiliens ont le temps de travail annuel le plus long avec 42 semaines.* » Cette déclaration se situe dans le cadre de la réforme ; et que fait la dirigeante de la CNTE alors que le gouvernement détruit le cadre de la solidarité de classe de l'ensemble des travailleurs ? elle essaie de négocier pour le compte de sa chapelle.

À vrai dire, cette fédération avait été reçue au ministère de tutelle la semaine précédente, après les menaces contre les enseignants, contre l'enseignement, pour y défendre le Plan national de l'éducation, c'est-à-dire le budget. Le ministre Vêlez a été démissionné, mais ce n'est pas le fruit de l'offensive de la direction de la CNTE, qui n'a mis aucune condition ou préalable à la rencontre avec un ennemi public de l'enseignement.

Il en va de même avec les dirigeants du syndicat des métallurgistes, historique bastion de la classe ouvrière qui, confrontés à la fermeture de l'usine Ford de São Bernardo,

au sud de São Paulo, ont rencontré le général et vice-président Hamilton Mourão, pour trouver le moyen de défendre l'usine et de protéger l'activité industrielle au Brésil.

Les directions syndicales, singulièrement celle de la CUT, sont donc engagées dans le dialogue avec Bolsonaro, ce qui est une politique qui d'abord permet à ce dernier de se prévaloir de la légitimité nécessaire à la mise en œuvre des réformes ; et c'est bien de la politique du gouvernement dont on discute, aucunement des revendications ouvrières, deux choses totalement incompatibles !

Cette posture condamne les travailleurs à subir les décisions du président considéré comme légitime par les directions, qui sont prêtes à rentrer dans le détail de la discussion technique tout en avertissant éventuellement du mécontentement. Voilà la position adoptée vis-à-vis du gouvernement. D'autre part, ces directions ont opté pour un plan de journées de mobilisation, meetings, assemblées, signature de pétitions, qui a commencé le 22 mars par une journée décrite en ces termes par *Esquerda.online* : « *Dans diverses villes, d'importantes actions unitaires ont été menées sur les principales places et avenues. Sur l'Avenida Paulista, l'action a réuni plus de 40 000 personnes. Les villes de Rio de Janeiro, Natal, Recife et Fortaleza ont chacune réuni près de 10 000 personnes. A Porto Alègre et à Salvador, il y en a eu près de 5 000. A Curitiba, Aracaju et Campina Grande [État de Pernambuco] ce furent 2 000 personnes et à Macapá et João Pessoa près de 1 000.* » Ce qui frappe, c'est la relative faiblesse de la mobilisation, surtout en regard de celle qui avait eu lieu en avril 2017, le jour de la grève massive. L'appel à la grève a été différé au 14 juin, laissant le terrain jusque-là à des pétitions et un 1^{er}-Mai unitaire. Peu ou prou, la direction du PT mène la même politique, qui fondamentalement ne menace pas sa ligne historique de collaboration de classe, en jouant en plus le rôle d'opposition parlementaire, rôle largement théâtral.

L'irruption de la jeunesse, le 15 mai, un puissant appel d'air

Malgré le dispositif des appareils bureaucratiques des syndicats, la journée du 15 mai a été une journée de mobilisation très puissante. Au départ, le 15 mai était une journée de grève appelée par la CNTE, dont la direction mène une politique entièrement intégrée au dispositif général de la participation et du plan d'action, en réalité dressé contre la mobilisation effective. Cependant, la situation de l'enseignement a été décisive. Le nouveau ministre, Weintraub, a annoncé des coupes budgétaires de 30 % dans les universités publiques, et ces coupes pourraient être largement supérieures dans les départements que le gouvernement estime inutiles, par exemple la sociologie ou la philosophie. De plus, face à la mobilisation, Bolsonaro a jeté de l'huile sur le feu, en traitant les manifestants d'imbéciles ou d'idiots utiles aux syndicats.

Dans ces conditions, la mobilisation qui a été forte chez les enseignants a largement débordé le cadre initialement prévu, et les étudiants ou des lycéens ont massivement participé au jour de grève. Les manifestations sont les plus importantes depuis 2017, avec selon les sources les plus

courantes, plus de 100 000 personnes à São Paulo, et un million de manifestants dans tout le Brésil.

Cette mobilisation pose la question de la formulation d'un mot d'ordre spécifique dans l'enseignement supérieur : à bas les coupes budgétaires ! Cela pose la question de la réalisation de l'unité syndicale sur cette revendication, de la rupture des discussions avec le gouvernement, mais aussi de la perspective, par exemple, de la grève générale des universités (et non de renvoyer à une nouvelle journée de mobilisation le 30 mai) à l'appel de l'UNE, syndicat étudiant, finalement soutenu par la direction de la CUT. La réponse ne peut être qu'à l'échelle de l'ensemble de l'enseignement supérieur public, et la décision ne devrait pouvoir échapper aux enseignants et aux étudiants. C'est pourquoi il est nécessaire de mener le combat pour que les dirigeants syndicaux de la CNTE, de l'UNE organisent une conférence nationale des délégués qui puisse décider des voies et moyens de la mobilisation dans l'enseignement supérieur, mais aussi en rapport avec le combat pour la défense des retraites. Par ailleurs, la mobilisation et l'irruption de la jeunesse indiquent qu'existe dans le prolétariat une disponibilité à mener le

combat pour affronter le gouvernement Bolsonaro, qu'est la question des retraites.
notamment sur cette revendication unificatrice centrale

Un combat sérieux contre le gouvernement Bolsonaro nécessite d'imposer la rupture aux organisations ouvrières et de dresser une perspective d'action pour obtenir le retrait de la PEC 6

Afin d'ouvrir la perspective d'un combat réel et efficace, il est nécessaire de lutter pour d'imposer aux organisations du mouvement ouvrier, à commencer par les organisations syndicales, de rompre avec le gouvernement de Bolsonaro. Préparer l'affrontement ne peut se faire dans le cadre de la négociation, il ne peut être question de négocier, de discuter de la mise en œuvre de la réforme des retraites ; il ne peut y avoir qu'une position : l'exigence du retrait du projet de PEC 6. Le seul message à adresser au gouvernement et aux parlementaires est celui-là : les directions syndicales, en particulier de la CUT, doivent exiger le retrait immédiat du projet de PEC 6.

Afin d'affronter le gouvernement, d'affronter les parlementaires qui doivent ratifier le texte par leur vote, les directions syndicales de la CUT mais aussi de la CTB, de la CSP Conlutas doivent faire en sorte de donner une perspective politique et de mobilisation. Assez d'activités dispersées et de lobbying auprès des députés. L'enjeu est tel qu'il est nécessaire de réaliser le front unique qui permettra à l'ensemble du prolétariat d'exprimer son rejet de la réforme, sa volonté de résistance à la politique de Bolsonaro et de la bourgeoisie brésilienne. Le gouvernement et les députés n'ayant pas retiré de l'ordre du jour de l'assemblée l'examen de la PEC 6 - même s'il a été retardé -, les directions des confédérations syndicales ouvrières, des partis ouvriers doivent préparer dans l'unité une manifestation nationale à Brasilia en vue d'interdire aux députés de voter la loi. Les directions syndicales ont appelé à une journée de grève nationale le 14 juin. Alors ce jour-là, pour centraliser le combat, il faut organiser une

montée à Brasilia comme en mai 2017 ! Et si au soir du 14 juin, le projet du gouvernement n'était pas retiré, alors la responsabilité des directions syndicales serait d'appeler dans l'unité à une grève illimitée jusqu'à satisfaction, c'est-à-dire jusqu'au retrait de la PEC 6.

Cette politique ouvrirait la voie à un véritable affrontement avec le gouvernement de Bolsonaro. Un affrontement que les militaires au gouvernement redoutent, puisqu'ils ont accepté de rencontrer et discuter avec les dirigeants syndicaux, alors que Bolsonaro périrait depuis la campagne électorale sur l'éradication de toute opposition syndicale et politique au nom du combat contre le « communisme », c'est-à-dire contre toute expression de la lutte des classes, contre le mouvement ouvrier organisé. La politique des directions syndicales, de la direction du PT et à sa suite du PSOL, continue d'être imprégnée de la collaboration de classe qui a mené au désastre politique qu'a représenté l'élection de Bolsonaro. Les dirigeants du mouvement ouvrier, liés par de nombreux fils à la société bourgeoise, ne rompent pas d'eux-mêmes avec cette politique qui leur accorde leur place dans la société et des avantages matériels les distinguant de la classe qu'ils ont progressivement abandonnée. Il faudra imposer qu'ils rompent, en s'organisant dans les syndicats en particulier, afin d'en reprendre le contrôle politique. Sur cette base, il est possible d'infliger une défaite au gouvernement Bolsonaro, ce qui permettrait de remettre en perspective le combat pour un gouvernement du front unique ouvrier.

Le 26 mai 2019



Les incertitudes du Brexit et la classe ouvrière britannique

Trois ans après le referendum du 23 juin 2016, qui avait vu le Brexit l'emporter avec 51,89 % des exprimés, force est de constater que la procédure de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) a donné lieu à un véritable feuilleton politico-médiatique qui a dominé, pour ne pas dire écrasé, toute la vie politique anglaise, et qui a produit des effets politiques délétères et dévastateurs sur la classe ouvrière et le mouvement ouvrier britanniques.

CPS n° 71 (5 décembre 2018) analysait ainsi le vote du Brexit :

« Les suffrages du «Leave» rassemblaient pêle-mêle un vote populaire et même ouvrier qui constituait un rejet de l'Union européenne (UE) comme instance organisatrice en Europe

des attaques anti-ouvrières, et en même temps des fractions de l'électorat bourgeois parce qu'une partie de la bourgeoisie britannique - les «pieds écrasés» par l'ouverture des frontières - était menacée par la même Union européenne. Le «Leave», résultat de la crise du parti de la bourgeoisie britannique (le parti tory), approfondissait cette crise en retour. Le choix par le parti tory de Theresa May revenait à confier à cette dernière une mission impossible : comment obtenir pour l'impérialisme décadent britannique à la fois la liberté de contracter commercialement sans entrave avec le reste du monde, et en même temps bénéficier du libre accès au marché européen en particulier pour la City ? »

« Demain, toujours demain » : impuissance récurrente de Theresa May à faire ratifier un accord de sortie

Dès le 27 juillet 2016, Michel Barnier avait été nommé négociateur en chef de l'UE pour le Brexit. Ce n'est que le 29 mars 2017, après diverses péripéties parlementaires, que Theresa May pouvait enclencher officiellement la procédure de sortie selon l'article 50 du Traité de l'Union européenne. Des négociations sur les conditions concrètes de la séparation débutaient le 19 juin 2017, alors même que les élections générales britanniques du 8 juin avaient vu le parti Tory perdre la majorité absolue des sièges au Parlement.

Après vingt mois et sept « cycles de négociations » à Bruxelles, un texte d'accord de 585 pages, 185 articles, trois protocoles et plusieurs annexes, est finalement validé par le Conseil de l'UE le 25 novembre 2018, et agréé par le gouvernement de Theresa May, non sans plusieurs démissions de ministres, dont Boris Johnson le 9 juillet 2018.

Il restait à faire ratifier ce texte par le parlement de Westminster, ce qui va s'avérer un véritable travail de Sisyphe pour Theresa May, et qui la conduira finalement à la démission. Après avoir dans un premier temps tenté sans succès de garder secrètes certaines clauses du texte, puis un premier report du vote le 11 décembre 2018, May affronte dès le lendemain un vote de défiance alors même qu'elle rencontre plusieurs dirigeants de l'UE pour tenter de renégocier le texte. Elle sauve son gouvernement par 200 voix de députés contre 117, mais se voit opposer un refus de l'UE sur une renégociation. Le 15 janvier 2019, la Chambre des Communes rejette une première fois très largement (432 voix contre 202) la ratification, et la motion de censure présentée par le Labour le même jour n'est repoussée que de seulement 19 voix (325 contre 306). Il s'agit de la première motion de censure déposée contre un gouvernement

britannique depuis 26 ans. Le 12 mars 2019, une « version améliorée » de l'accord est à nouveau repoussée par 391 voix contre 242, puis une nouvelle fois le 29 mars par 344 voix contre 286. Entre temps, le 13 mars, les députés avaient rejeté d'extrême justesse la perspective d'un « no deal » par seulement 312 voix contre 308. Le lendemain, la proposition d'un second referendum avait été battue à plate couture par 334 voix contre seulement 85 pour, et les députés avaient voté (344 voix contre 286) pour un report de la date du départ effectif, qui devait initialement intervenir le 29 mars.

En avril 2019, May tentait désespérément et sans succès de renégocier avec l'UE les clauses de l'accord, obtenant seulement un report jusqu'au 31 octobre 2019 pour la ratification de l'accord par le Parlement britannique. Croyant pouvoir faciliter les pourparlers que la direction du parti travailliste avait accepté de conduire avec le gouvernement, elle annonçait le 21 mai 2019 dans un discours public qu'elle acceptait que se tienne un deuxième referendum. Cette proposition acheva de dresser contre elle la fraction des députés conservateurs favorables à un « hard Brexit ». Dès lors, le sort de May était scellé. La ministre des relations avec le Parlement elle-même annonçait sa démission plutôt que d'avoir à présenter une nouvelle fois le projet de ratification prévu par May début juin, et qui se vit finalement reporté « sine die ». Dès lors, la direction du Labour dut annoncer la rupture des discussions, et laisser le navire May sombrer corps et biens.

Le 24 mai 2019, Theresa May annonçait la démission de son gouvernement pour le 7 juin, expédiant les affaires courantes jusqu'à la nomination de son successeur.

Brexit, « no deal » : incertitudes, enjeux et craintes...

Les questions en jeu dans le Brexit sont lourdes : les traités commerciaux, les procédures douanières et les relations commerciales futures avec l'UE, mais aussi le sort des ressortissants expatriés, les relations entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord et le règlement financier. S'y ajoutent d'autres problèmes qui, pour secondaires et connexes qu'ils soient, n'en demeurent pas moins épineux, comme les questions militaires, le secteur particulier de la pêche, celui du nucléaire, la situation des immigrés et réfugiés, le rôle de la Cour de justice de l'UE, et le gigantesque chantier de la transposition du droit

communautaire dans le droit anglais, sans compter les conditions matérielles précises d'application des clauses de l'accord de sortie.

Il ne peut être question de traiter ici la totalité de ces aspects. Cependant, deux points revêtent une importance toute particulière : la question de la dette à l'égard de l'UE et la question irlandaise.

Ce qui est appelé le « règlement financier », c'est-à-dire le montant que le Royaume-Uni devrait payer à l'UE pour solde des engagements financiers du Royaume-Uni pris en tant qu'État membre lors de la sortie, a fait l'objet d'un accord

« de principe » par Theresa May lors de l'accord du 25 novembre 2018. Mais le moins que l'on puisse dire c'est que le montant reste à préciser. Selon les évaluations diverses formulées de part et d'autre, le montant pourrait atteindre 60, voire 85,2 milliards d'euros. Mais selon le *Financial Times* (3 mai 2017) ce montant pourrait aller jusqu'à 100 milliards d'euros. Aux dernières nouvelles, le gouvernement britannique parle officiellement quant à lui d'une quarantaine de milliards d'euros qu'il serait d'accord pour déboursier. Il faut préciser que le Royaume-Uni verse chaque année plus de 10 milliards d'euros au budget de l'UE, ce qui en fait le deuxième contributeur net derrière l'Allemagne. À quoi il faut ajouter le remboursement des engagements anglais envers la Banque européenne d'investissement (BEI) et ceux à l'égard du Fonds européen de développement.

Mais le problème le plus insoluble demeure la frontière entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord. Cette dernière correspond aux six des trente-deux comtés de l'Irlande, qui sont demeurés annexés comme colonie du Royaume-Uni à la fin de la guerre d'indépendance irlandaise en 1921. La sortie de l'UE du Royaume-Uni signifierait donc la reconstitution d'une frontière entre les deux parties de l'Irlande, ce qui est économiquement, administrativement et politiquement impraticable. L'économie des deux parties de l'Irlande, arbitrairement divisée par un vestige du colonialisme britannique, est en fait étroitement imbriquée, sans parler de la profonde aspiration à l'unité du peuple irlandais, au nord ou au sud. Le combat politique pour l'unité de l'Irlande avait pu être refoulé à la suite de l'accord de 1998 sanctionnant la trahison du Sinn Fein, refoulement favorisé par l'absence de fait de frontière entre l'Ulster et le reste de l'Irlande dans le cadre de l'UE. La menace de rétablissement de la frontière du fait du Brexit fait ressurgir la revendication de l'unité de l'Irlande.

Le Monde du 22 novembre 2018 précisait : « Cette question délicate est traitée dans un « protocole » inséré dans le traité. Très contesté par les brexiters et les unionistes nord-irlandais, qui dénoncent une atteinte à l'intégrité du royaume, ce texte propose une solution complexe pour éviter le retour d'une frontière entre la République d'Irlande et

l'Irlande du Nord (...). Ce protocole, encore appelé backstop (filet de sécurité), sera activé à la fin de la période de transition, si aucune autre solution n'est trouvée d'ici à juillet 2020 pour éviter le retour d'une frontière dure en Irlande. À moins qu'à cette date Londres ne réclame une prolongation de la transition (permise par le traité). (...) D'ici là, le filet de sécurité propose un « territoire douanier unique » entre le Royaume-Uni et l'UE et un « arrangement spécial » pour l'Irlande du Nord, la maintenant dans le marché intérieur (mais uniquement pour les biens) et dans le régime de TVA de l'UE. »

Cette question est d'autant plus politiquement insoluble que May n'était parvenue à sauver son gouvernement après les élections de juin 2017 que par un accord parlementaire avec le parti hyper-réactionnaire des colons anglais d'Irlande du nord DUP (Parti unionniste démocrate), qui est opposé ne serait-ce qu'au début de l'apparence de tout processus d'unification de l'Irlande.

La question irlandaise demeure une entrave irréductible dont les gouvernements successifs ne parviennent pas à se défaire. Le 5 décembre 2018, CPS n° 71 rappelait :

« Sous la houlette de Blair, cette question avait été laborieusement enfouie grâce à la capitulation de la direction du Sinn Fein et de son leader Gerry Adams qui avaient renoncé à la revendication historique de l'Irlande une et indépendante, tout entière libérée du joug britannique. Un gouvernement d'union rassemblant le parti archi-réactionnaire unioniste « protestant » et le Sinn Fein était constitué dans le Nord de l'Irlande. Mais cette capitulation ne pouvait être tolérée que dans la mesure où, dans le cadre de l'UE, toute frontière réelle disparaissait entre les deux parties de l'Irlande.

« Alors que la partie sud de l'Irlande (l'Eire) restait dans l'UE, le Brexit avait normalement pour conséquence de faire ressurgir la frontière entre les deux parties de l'Irlande. Ce faisant, il faisait ressurgir avec force la revendication de l'unité de l'Irlande libérée de la tutelle britannique, ce dont en premier lieu le gouvernement May, mais aussi tous les gouvernements d'Europe, ne voulaient à aucun prix. »

... pour le commerce....

À l'approche de la date prévue pour la sortie effective du Royaume-Uni de l'UE, initialement le 29 mars 2019, l'ensemble des bourgeoisies d'Europe et des gouvernements à leur service étaient saisis d'effroi devant la perspective d'un « no deal », c'est-à-dire une sortie sans accord, à commencer par la bourgeoisie financière anglaise et sa forteresse boursière la City de Londres, terrorisées devant l'éventualité d'un « saut dans le vide ».

Cela explique qu'au-delà des rodomontades et des chantages de part et d'autre, tant l'UE que le gouvernement May ont dû se résoudre à repousser la date fatidique, dans un premier temps pour un « court report », puis finalement à la fin de l'année 2019. Sans oublier cependant que dès le début une « période de transition » avait été prévue jusqu'à fin 2020. On peut légitimement se demander à présent si la « transition » n'est pas appelée à durer *ad vitam aeternam*. De fait, les enjeux sont considérables pour toutes les parties.

Avec plus de 2 500 Mds \$ de PIB, le Royaume-Uni occupe le sixième rang mondial. Les « services » représentent 80 % de l'économie britannique, mais une grande part est constituée en fait par les activités financières, essentiellement concentrées dans cette véritable métropole boursière qu'est la

City de Londres, considérée comme la deuxième place financière mondiale derrière Wall Street.

Le *Moniteur du Commerce International (MOCI)* du 7 mai 2019 rapportait : « C'est peu dire que le Brexit fait peur aux acteurs économiques. Les premières conséquences sont visibles. D'abord, une forte croissance des ventes du continent vers le Royaume-Uni.

« Les entreprises britanniques tributaires des importations en provenance de l'Europe, augmentent leurs stocks pour se préparer à un Brexit désordonné », observe l'analyste de la société *Timocom David Moog*, dans un communiqué de presse du 6 mai.

Ensuite, la crainte est générale avec le rétablissement de procédures douanières, de temps d'attente plus longs et, in fine, la perspective de ruptures d'approvisionnement. Le transport est touché. (...) »

Il ne faut pas oublier que la moitié des échanges internationaux de marchandises continue à transiter par voie maritime, et que la Grande-Bretagne reste en ce domaine une plate-forme incontournable avec ses immenses installations portuaires, comme le London Gateway Port, inauguré en 2009, et qui est la propriété de Dubaï.

Chaque année, 1,6 million de camions traversent la Manche. Aujourd'hui, les poids lourds mettent moins de deux heures pour effectuer le trajet sur rail et être prêts à repasser dans l'autre sens. La complication des formalités douanières allongerait considérablement ce temps et occasionnerait donc des pertes financières insurmontables pour les entreprises de transports et de commerce.

Mais la crainte panique pour les transactions commerciales ne concerne pas seulement les « files de poids lourds » qui pourraient engorger les frontières d'outre-Manche du fait des contrôles douaniers. Elle vise surtout la remise en cause de toutes les clauses, normes et règlements légaux qui encadrent le commerce au sein de l'UE et qui, en cas de « no deal », se verraient subitement abrogées et remplacées en Grande-Bretagne par un néant qui plonge les capitalistes dans des affres d'angoisse. Car chacun sait que si le capital est toujours prompt à prêcher le « risque » aux prolétaires, son souci constant est de le limiter le plus possible dès lors qu'il s'agit de son propre profit.

Par ailleurs, le commerce extérieur du Royaume-Uni s'est fortement dégradé ces dernières années, notamment sous l'effet de l'épuisement des ressources pétrolières de la Mer du Nord, ce qui a contraint la Grande-Bretagne à redevenir importateur de sources d'énergie. De même, la Grande-Bretagne doit importer plus de la moitié des produits pour couvrir les besoins alimentaires du pays (seuls 1,3 % de la population active anglaise travaille dans l'agriculture). Ainsi la balance commerciale (hors services) est déficitaire de plus de 174 Mds de \$ (source : Banque Mondiale, 2017), alors même que le commerce extérieur représente 62,5 % du PIB. Les exportations sont constituées à 44 % par les « services » contre 56 % de biens matériels (OMC, 2017), et les « services financiers » représentent eux-mêmes plus du quart des dits « services » (plus de la moitié de ceux-ci si l'on y ajoute les services administratifs et juridiques aux entreprises et les assurances). Par ailleurs, les exportations du Royaume-Uni vers les pays de l'Union européenne représentent plus de 40 % du total (plus de la moitié pour les exportations de biens matériels), dont 10,6 % vers l'Allemagne et 6,9 % vers la France, contre 13,4 % vers les États-Unis et 4,8 % vers la Chine. Concernant les importations, c'est plus de 46 % qui proviennent de l'UE (dont 14,0 % de l'Allemagne et 5,7 % de la France), alors que 9,2 % proviennent des USA et 9,3 % de Chine (source : Comtrade).

Le Royaume-Uni représentait en 2017 6,7 % des exportations françaises et 4,2 % des importations, contre 6,8 % des exportations de l'Allemagne et 3,6 % des importations. Ces chiffres peuvent donner l'illusion d'une certaine égalité, ce qui est totalement erroné et doit être corrigé en fonction des valeurs des dites exportations et importations. À l'égard de la

Grande-Bretagne, les exportations allemandes représentent en effet 90,3 Mds \$ pour 38,6 Mds \$ d'importations, quand, pour la France, ces chiffres s'élèvent à seulement 36 Mds \$ d'exportations (soit deux fois et demi moins) et 24,8 Mds \$ d'importations (source : OEC, 2019). La différence vient de ce que l'impérialisme français n'occupe que le 6^e rang des exportateurs mondiaux, quand l'Allemagne est à la deuxième place.

C'est ce qui explique qu'alors que Macron posait au matamore « inflexible » en agitant la menace du « no deal » et en se prononçant contre tout délai pour la réalisation effective du Brexit, ce fut Merkel qui eut, comme souvent en Europe, le dernier mot à savoir que Theresa May aurait tous les accommodements et les délais dont elle aurait besoin, afin de rendre le Brexit le plus indolore possible pour les puissances de l'UE et pour le Royaume-Uni lui-même, voire d'en annihiler pratiquement tout effet concret sur le commerce international.

La « fermeté » de Barnier, représentant de l'impérialisme français, avait été utile pour faire avaler à May un accord à des conditions très dures pour l'impérialisme britannique, mais par la suite, c'est Merkel qui prit le dessus en accordant toute la « souplesse » nécessaire pour permettre que les dispositions puissent être ratifiées par le Parlement de Westminster et puissent passer dans la vie. De fait, les besoins et les exigences des impérialismes allemand et français sont bien différents sinon contradictoires. En outre, la fragilité des bricolages « temporaires » censés permettre de faire face à un éventuel « no deal » poussaient à lâcher du lest sur les délais demandés par Theresa May : le collier était déjà si serré qu'il fallait allonger un peu la laisse. La suite devait montrer que c'était en vain.

La perspective du Brexit, et toutes les incertitudes qui y demeurent attachées, voire la catastrophe d'une sortie sans accord, avivent les rivalités et les contradictions entre les différents États capitalistes, que ce soit les membres de l'UE, mais aussi les USA, la Russie ou la Chine. L'UE a évoqué la possibilité en cas de « no deal », d'inclure une « clause punitive » dans tout accord commercial futur avec le Royaume-Uni, afin de taxer les principales exportations britanniques vers l'UE si le gouvernement britannique cherchait à obtenir un avantage commercial en abaissant les normes réglementaires.

Par ailleurs, Macron escomptait (sans succès) que la place boursière de Paris puisse récupérer des pans entiers de ce qu'il croyait devoir être le sauve-qui-peut de la City devant un « no deal » annoncé, quand Merkel savait que même une crise limitée de confiance boursière à Londres avait au contraire toutes chances de faire remonter la cote et le chiffre d'affaires de la place financière de Francfort, déjà leader sur le continent.

... et pour le capital financier

Le Monde du 5 octobre 2018 citant une étude universitaire américaine évoquait « les dégâts de [l']excès de finance pour le Royaume-Uni, pays où la City possède un poids prépondérant » : « Résultat : de 1995 à 2015, le pays aurait perdu 4 500 milliards de livres, l'équivalent de deux ans du produit intérieur brut (PIB) actuel. Soit 170 000 livres par foyer en moyenne. » Ce ne sont là que quelques manifestations spectaculaires du gigantesque parasitisme que le capital financier fait peser sur l'ensemble de la société. Sous le titre « La malédiction de la finance » étouffe l'économie », *Le Monde* ajoute : « Ce résultat est

particulièrement intéressant comparé à celui des États-Unis : sur la même période, la première puissance économique mondiale aurait perdu environ un an de PIB seulement. « Le coût pour le Royaume-Uni serait donc deux à trois fois plus grand parce que la finance y est proportionnellement beaucoup plus importante », explique M. Baker. Au Royaume-Uni, le secteur financier pèse 6,5 % de l'économie, après un pic à 9 % en 2009. En Europe, seuls le Luxembourg (27 %) et la Suisse (9 %) ont des secteurs financiers plus importants. En France, son poids est de 4 %, d'après une étude de l'OCDE. » (...) « L'étude de M. Baker met aussi au

jour un autre phénomène : plus le secteur financier est important, plus les flux financiers se dirigent majoritairement vers des activités peu productives. «Au Royaume-Uni, seuls 3,5 % des prêts vont vers l'industrie», s'inquiète-t-il. L'immense majorité va vers l'immobilier et les actifs financiers. »

Une des questions qui taraude l'ensemble des bourgeoisies financières est celle, assez obscure, des chambres de compensation des « produits dérivés », pour lesquelles Londres détient une position de quasi-monopole, et dont le marché européen dépasserait 660 000 Mds d'euros en 2017 selon l'Esma (Autorité européenne des marchés financiers). Ces « produits dérivés » constituent des supports essentiels des montagnes de capitaux fictifs et spéculatifs qui transitent chaque jour 24 heures sur 24 sur les marchés financiers de la planète entière. Les Échos du 28 novembre 2018 écrivent : « Environ 43 000 milliards d'euros de transaction de dérivés de taux d'intérêt passent par les « clearing houses » londoniennes - les chambres de compensation chargée de sécuriser ces transactions. En cas de « hard Brexit », (...) ces chambres de compensation britanniques ne devraient théoriquement plus être reconnues par Bruxelles, forçant les banques européennes à trouver un nouveau partenaire. » Mais le même journal ajoute : « Pour éviter ce risque systémique, Bruxelles et les régulateurs des deux côtés de la Manche ont mis au point un régime transitoire de reconnaissance temporaire du cadre législatif britannique. Celui-ci permettrait aux institutions financières européennes de continuer à traiter avec les chambres de compensation britanniques. (...) ». Car il ne saurait être question de remplacer ces sociétés anglaises ni à brève échéance ni même à plus long terme, par des équivalents continentaux.

Plus encore, la véritable terreur du capital financier réside dans la perte du « passeport financier européen » par les sociétés financières (banques, agents de change, sociétés de courtage, etc.) installées au Royaume-Uni que provoquerait un « no deal ». Il s'agit de l'autorisation légale qui est accordée aux sociétés financières des pays membres de l'UE d'effectuer toutes leurs opérations dans tous les pays membres dans les mêmes conditions que dans leur propre État. Vu le poids de la Grande-Bretagne et singulièrement de

la City dans toute l'économie financière du continent et du monde, la perte de ce « précieux sésame » aurait des conséquences dramatiques pour la place londonienne, mais aussi pour l'ensemble du système financier international. Or, Theresa May a concentré ses efforts sur les problèmes douaniers des échanges de biens (notamment entre les deux parties de l'Irlande) et paraît avoir à ce jour quelque peu laissé en arrière cette question.

La City de Londres concentre en son sein une énorme puissance financière capitaliste sur ses 3 km². Si Londres pèse pour plus de 20 % du PIB britannique, la City à elle seule en représente 10 %. Cette « ville dans la ville » compte seulement 8 000 habitants, mais surtout 24 000 sièges d'entreprises et 500 banques internationales, auxquelles s'ajoutent des centaines de banques, la moitié des compagnies d'assurances de la planète, 80 % des fonds d'investissements, des sociétés de comptabilité, de services financiers, gestion d'actifs, services juridiques et de consulting... On estime qu'un million de dollars y est échangé chaque minute. Londres est devenue ces dernières années la capitale de la « Fin-Tech » (Financial Technology, l'ensemble des applications et réseaux qui permettent les échanges financiers sur toute la planète à la vitesse des fibres numériques).

C'est assez dire que tout cet édifice ne saurait s'effondrer au risque de provoquer une catastrophe financière planétaire aux conséquences incalculables pour l'ensemble du système capitaliste, ce qu'exprime l'expression « *too big to fail* » (« trop grand pour s'écrouler »). Dès lors, les effets du Brexit ne laissent pas la haute bourgeoisie financière de la City, ni ses partenaires et concurrents, sans réaction, et nombre de signes montrent qu'ils ont commencé à prendre les dispositions pour y faire face avec le moins de dommages possible.

Quoi qu'il en soit, à la fin de 2018, seuls quelques milliers d'emplois sur les 2 300 000 professionnels de la finance que compte le Royaume-Uni (dont plus de 300 000 à la City) auraient été transférés (selon *Challenges* du 22 octobre 2018, qui titrait : « *Même pas peur du Brexit ! La City de Londres sûre de sa force* »).

Le Brexit, agent de décomposition du mouvement ouvrier britannique

Il est important aujourd'hui de revenir sur la place du Brexit dans les rapports entre les classes en Grande-Bretagne. La question de savoir si l'impérialisme britannique devait continuer à être membre de l'UE ou pas n'était pas a priori une question propre à la classe ouvrière. Répétons-le : la ligne de partage de classe entre bourgeoisie et prolétariat ne passe pas entre opposants et partisans du Brexit. C'était au contraire un problème que se posait, et que se pose en fait encore aujourd'hui, la bourgeoisie anglaise pour tenter d'endiguer le déclin irréversible de l'impérialisme britannique et qui n'a cessé depuis la première guerre mondiale. « Rester ou partir » de l'UE est une question existentielle qui taraude et divise la classe capitaliste d'outre-Manche, et qui se poursuivra, en dépit du vote de 2016 et quels que puissent être les développements ultérieurs. Du point de vue des intérêts de la classe ouvrière et de la population laborieuse, la question ne se pose pas en ces termes. Bien entendu, les travailleurs britanniques ont intérêt, comme tous les prolétariats du continent, à combattre pour la destruction de l'UE et de l'Euro, en tant qu'ils constituent des instruments de coordination des diverses bourgeoisies

d'Europe d'une part pour démanteler toutes les conquêtes sociales que ces mêmes bourgeoisies ont dû concéder sous les coups de la lutte des classes dans les périodes antérieures, et d'autre part pour tenter de compenser les faiblesses résultant de leur taille et de leurs divisions congénitales, face aux bourgeoisies des autres continents. L'UE et l'Euro sont des armes de guerre de classe aux mains des différentes bourgeoisies du continent contre leurs propres classes ouvrières respectives. La seule perspective pour chacun des prolétariats du continent, c'est de combattre pour renverser sa propre bourgeoisie, porter au pouvoir un authentique gouvernement ouvrier, instaurer son État de classe dans chacun des pays, et aller vers les États socialistes unis d'Europe. Ce programme, qui est celui du socialisme, est évidemment aux antipodes de toute la politique des appareils sociaux-démocrates, PC issus du stalinisme et bureaucraties syndicales qui n'ont de cesse de tenter de trouver une place au sein des institutions de l'Union européenne.

On peut dire que le Brexit joue à l'égard du prolétariat d'outre-Manche le rôle de décomposition politique que joue en France le mouvement des « Gilets jaunes », savoir :

accentuer le discrédit et la désorganisation des organisations ouvrières, et conduire les travailleurs et les jeunes à

s'accrocher à telle ou telle fraction politique de la bourgeoisie, au détriment de ses organisations propres.

Corbyn, de recul en recul

La responsabilité écrasante de ce désarroi, de cette désorientation qui éloigne le prolétariat anglais de ses organisations de classe et le livre politiquement pieds et poings liés à ses pires ennemis de classe, incombe entièrement à la politique menée par Corbyn et la direction du parti travailliste.

Lors de la campagne politique autour du Brexit, la direction du Labour s'était mollement prononcée pour le « remain », sans trouver les forces de pouvoir mener une vraie campagne. Aucune force politique ne mit en avant la perspective des États unis socialistes d'Europe, opposée tant à l'UE qu'à la réaction nationaliste. De même, alors que le résultat du référendum du 23 juin 2016 constituait indéniablement une lourde défaite pour le gouvernement conservateur de l'époque dirigé par Cameron, le Labour Party n'a nullement combattu pour chasser les Tories (conservateurs) du pouvoir. Bien au contraire, il a laissé Theresa May installer son gouvernement et poursuivre la politique anti-ouvrière des Tories.

Alors que la bourgeoisie britannique était profondément divisée, et que le parti conservateur lui-même était en proie à une véritable guerre interne entre pro et anti-Brexit, guerre qui n'est toujours pas terminée, Corbyn s'est bien gardé de toute offensive contre les Tories. Il est poliment demeuré dans « l'opposition de sa gracieuse majesté » en tentant tout ce qu'il pouvait pour aider May à se tirer du pétrin où elle s'engloutait. Il a répété aux tribunes de congrès qu'il se tenait « prêt pour former un gouvernement », mais il était clair que cela signifiait : « ... quand la bourgeoisie britannique aura besoin de nous, et qu'elle ne pourra faire autrement que nous appeler à gérer ses affaires ». Se gardant bien de bousculer les délais et les échéances des institutions britanniques, il a ainsi laissé les travailleurs et les jeunes désarmés, à continuer de subir les attaques, les coupes et l'ensemble de la politique d'austérité des Tories au pouvoir.

Après les élections générales du 8 juin 2017, qui avaient vu une forte poussée électorale pour le Labour Party, c'est bien

le refus de Corbyn de mener campagne pour chasser les Tories qui avait permis à May de rester au pouvoir et de poursuivre sa politique anti-ouvrière. En fait, comme CPS (cf. CPS n°66) l'a déjà évoqué en détail, Corbyn n'a cessé de trahir les espoirs placés en lui par les travailleurs et les jeunes et de faire concession sur concession à l'appareil blairiste.

En février 2019, sept députés travaillistes menés par la blairiste Joan Allen quittaient le Labour Party pour aller fonder « *Change UK – The Independent Group* » (« *Changer le Royaume-Uni – le groupe indépendant* ») en commun avec quatre députés qui quittaient les Tories. Cette entreprise est vouée à l'échec car aucun espace politique n'existe entre eux et les Libéraux-démocrates, et par ailleurs le mouvement de masse vers le Labour, pour affaibli qu'il soit du fait de la politique corbyniste, n'est pas épuisé. La seule raison sociale de ce groupe ne peut être que de servir d'aiguillon aux blairistes encore membres du Labour pour pousser Corbyn à encore plus de trahisons vers les intérêts de la City.

Répétons-le, le vote du Brexit et toutes les péripéties qui s'en sont suivies ont agi comme autant d'agents dissolvants et désagrégateurs de la classe ouvrière et de ses organisations, d'autant plus que la direction travailliste abdiquait toute position ouvrière et se rangeait ouvertement aux intérêts de la City. La focalisation sur les conditions du départ de l'UE ont aggravé la décomposition et la désorientation du mouvement ouvrier et des travailleurs anglais, qui ont été sommés de se positionner en fonction des dissensions internes de la bourgeoisie impérialiste britannique, pour l'un ou l'autre des camps bourgeois en présence. Il en est résulté un effet de sidération et de polarisation qui a eu des conséquences profondément morbides sur la lutte de classe et les capacités de combat des travailleurs et des jeunes. De fait, ce pays n'a pas connu depuis plus de deux ans de grèves ouvrières de l'ampleur de celles qui avaient encore eu lieu fin 2016 et début 2017 (voir CPS n°66). Il faut y insister : la responsabilité de la direction du Labour Party est écrasante dans le désarroi qui submerge travailleurs et jeunes.

Corbyn se porte au secours du gouvernement Tory en perdition

À la lumière des enjeux et de la terreur qui saisit les bourgeoisies britannique et des autres États impérialistes, on mesure la portée de la trahison permanente des intérêts ouvriers que constitue la politique de Corbyn. Son axe général est de se présenter comme solution de gouvernement de rechange pour servir les intérêts de l'impérialisme britannique (« le pays », dans le langage social-démocrate) au moment voulu par ce dernier, tout en s'efforçant de conserver le poids électoral que lui confère l'élan qui s'est manifesté vers le Labour Party, depuis son accession à la tête du parti, mais qui aujourd'hui, semble s'éroder fortement et rapidement.

Dans ce cadre, son orientation sur le Brexit consiste à s'aligner sur la position du grand capital financier, à savoir le moins de Brexit possible, voire pas de Brexit du tout, tout en s'efforçant de faire avaler cette politique aux travailleurs et aux jeunes qui constituent l'essentiel de sa base politique, et à un parti travailliste fort divisé sur cette question.

Le 25 février 2019, Corbyn se prononçait pour un deuxième référendum (hypocritement baptisé « référendum de

confirmation »). « *Le fait que Corbyn se soit finalement prononcé pour un "deuxième référendum" doit être apprécié pour ce qu'il est : Corbyn ne s'est pas contenté de désarmer le mouvement qui l'a porté à la tête du Labour. Il vient de décider de le trahir. En se prononçant pour un nouveau référendum, ce dont le sommaient depuis des mois les partisans de Blair, il s'est aligné totalement sur eux et, à travers eux, sur les intérêts de la City et du capital financier britannique* » analysait CPS n° 72 (13 mars 2019).

Dès juin 2018, Corbyn déclarait appuyer un « accès total à un marché unique » et des « institutions et réglementations communes » avec Bruxelles. Après avoir pris position en février 2019 pour une « union douanière étroite » avec l'UE, poursuivant et aggravant ce cours, il s'est efforcé de faire tout son possible pour aider le gouvernement Tory à trouver une issue parlementaire qui assure sa survie. Le 2 avril 2019, il répondait présent à l'appel de May à l'« unité nationale destinée à défendre l'intérêt national », en acceptant l'ouverture de pourparlers entre le Labour Party et le gouvernement pour aider ce dernier à trouver une majorité

afin de ratifier un accord de sortie. Corbyn, au nom de sa « *responsabilité de représenter le peuple qui soutenait le Parti travailliste lors de la dernière élection, ainsi que les gens qui n'ont pas soutenu le Parti travailliste* », annonçait alors qu'il renonçait à demander des élections anticipées. Infâme trahison des espoirs placés en lui par des millions de travailleurs et de jeunes d'utiliser le Labour pour chasser les Tories et en finir avec leur politique !

Le naufrage de May paraissant de plus en plus évident après la démission de plusieurs ministres sur la ligne du « *hard Brexit* », Corbyn annonçait finalement le 17 mai 2019 la rupture des discussions entre le Labour et le gouvernement. Cela n'allait pourtant pas éviter au parti travailliste une lourde défaite lors du scrutin du 23 mai 2019.

23 mai 2019 : élection de députés virtuels et sondage grandeur nature

Comme conséquence du report de la séparation effective d'avec l'UE, et de façon totalement saugrenue, s'est finalement tenue le 23 mai 2019 l'élection des députés britanniques au parlement de l'UE, « *députés européens* » virtuels dont nul ne peut dire aujourd'hui s'ils siègeront ou pas. Le plus probable étant qu'ils resteront vraisemblablement des hologrammes politiques qui ne se déplaceront pas jusqu'à Strasbourg. Le seul intérêt de ce vote est au final d'avoir fourni une image des rapports politiques dans le pays ainsi qu'un sondage politique en taille réelle (avec la réserve que les abstentions ont atteint 63 %, contre 66 % en 2014 et 31,30 % aux élections générales de 2017).

L'évènement majeur est que les Tories s'effondrent. Avec 9,10 % des exprimés, le Parti conservateur arrive en cinquième position et perd plus de 12 millions de suffrages (soit près de 90% de ses voix de 2017, et les trois-quarts de ses voix de 2014). Le parti, qui est appelé à désigner prochainement le futur Premier ministre, se voit plongé en pleine déconfiture, miné par la guerre intérieure qui le ronge depuis trois ans. Son électorat est écartelé par le Brexit entre les autres partis bourgeois incarnant ouvertement les deux pôles du « *leave* » et du « *remain* », exprimant les divisions profondes de la bourgeoisie britannique.

Le Labour arrive à la troisième place avec 14,10 % des exprimés. Il perd 10,5 millions de voix par rapport aux élections générales de 2017, passant de 12 858 652 voix (40,00 % des exprimés) à 2 346 441 voix et en 2019 (près de 1,7 million de voix de moins par rapport aux européennes de 2014, quand le parti était encore dirigé par le blairiste Ed Miliband).

Le grand vainqueur est le Brexit Party (« *Parti du Brexit* »), qui obtient 5 244 893 voix, soit 31,60 % des exprimés (en 2014, le UKIP réalisait 4 376 635 voix et 26,60 % des exprimés), constitué par l'ancien leader du UKIP (« *Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni* ») Nigel Farage, lui-même issu des rangs du parti conservateur, et qui avait fait du Brexit son programme, sur une ligne nationaliste

hyper-réactionnaire. Farage avait abandonné la direction du UKIP sitôt après le referendum de juin 2016, estimant avoir mission accomplie. Le 4 décembre 2018, Farage démissionnait du UKIP, l'estimant incapable de conduire la sortie du Royaume-Uni de l'UE, et il fondait en février 2019 le Brexit Party. Politicien roué et démagogue expérimenté, Farage s'est efforcé de masquer les traits les plus ouvertement racistes et xénophobes qui sont le fonds politique du UKIP. En mai 2019, le seul axe de campagne du Brexit Party fut la sortie effective de l'UE le plus rapidement possible avec ou sans accord (autrement dit ce qu'il est coutume d'appeler le « *hard Brexit* »). De fait, le résultat de ce parti, auquel on peut ajouter les 3,57 % des exprimés réalisés par ce qui reste du UKIP, renforce cette dernière éventualité pour la date fatidique du 31 octobre 2019.

Un autre parti bourgeois profite de la polarisation sur le Brexit, les Libéraux-démocrates (Lib-dems) qui menèrent ouvertement campagne pour le maintien dans l'UE et l'arrêt du processus de sortie. Avec 20,30 % des voix, ils obtiennent 3 366 673 voix (soit près de 2,3 millions de plus qu'en 2014) et arrivent en deuxième position. Ce parti est parvenu à capter une grande partie des suffrages de la fraction de la bourgeoisie la plus liée à la City et de tout le mouvement « *anti-Brexit* » qui avait organisé plusieurs manifestations relativement importantes pro-UE à Londres rassemblant les couches de la petite-bourgeoisie qui gravitent aux marges du capital financier et de la gentry boboïsante londonienne. Dans le même segment de clientèle électorale, le parti des Verts obtient 12,10 % avec plus de 2 millions de voix.

Cela illustre la confusion politique et le brouillage des limites de classes qu'a introduit le Brexit, mais aussi le discrédit de masse qui ravage tant les conservateurs, parti traditionnel de la bourgeoisie anglaise, que la direction du Labour qui n'a cessé de décevoir et de trahir les espoirs que la classe ouvrière et la jeunesse avaient placés dans l'accession de Corbyn à la tête du parti travailliste.

Après le départ de Theresa May, un avenir plus que jamais incertain

Faiblesse et instabilité étaient les tares d'origine du gouvernement May, chargé d'une mission impossible, tant les contradictions et les divisions qui déchirent la bourgeoisie anglaise et son parti les Tories, sont profondes et insolubles. Au lendemain des élections européennes du 23 mai, qui se sont traduites par une véritable déroute pour les Tories, et menacée la veille d'être démise par les députés tories eux-mêmes, Theresa May annonçait finalement qu'elle démissionnerait le 7 juin 2019.

Au moment où est achevé cet article, nul ne peut prédire quelle sera l'évolution de la situation politique en Grande-Bretagne. La séparation d'avec l'UE aura-t-elle véritablement lieu ? Un accord pourra-t-il être finalement validé par le parlement de Westminster ? Quel gouvernement

succédera à celui de Theresa May ? Ira-t-on vers des élections générales anticipées ?

Certains donnaient Boris Johnson, éternel chef de file tory d'un « *Brexit dur* », comme favori pour devenir le futur premier ministre. Ce dernier, comme la fraction « *hard Brexit* » du parti tory, veut une succession rapide après la démission de May. Cela accroîtrait encore la possibilité d'un « *no deal* » avec les risques majeurs pour l'ensemble du système impérialiste que nous avons évoqués plus haut. Quoi qu'il en soit, le capitalisme britannique ne peut envisager ni certitude ni stabilité, ni enrayer son déclin inéluctable face à ses concurrents impérialistes. Quant au prolétariat et à la jeunesse, que ce soit Boris Johnson ou quelque autre leader tory qui arrive au 10 Downing street, ce ne peut être qu'un de

leurs pires ennemis de classe. De son côté, Corbyn entend bien laisser se dérouler sans encombre le « jeu parlementaire » et la transition de May à son successeur, conformément aux règles et aux délais décidés par les Tories, tout en demeurant en réserve comme solution de rechange pour, le moment venu, aider la City à faire face au Brexit avec le moins de dommages possible pour la bourgeoisie britannique.

La confusion politique est telle que n'importe quel événement contingent peut faire basculer la situation d'un côté ou d'un autre. Pour les militants ouvriers et révolutionnaires, la seule certitude est qu'aucune issue favorable à la classe ouvrière ne se dégage à brève échéance. Il nous faut donc réaffirmer les leçons et les tâches que notre Groupe a dégagées.

Comment combattre ?

Quelle orientation pour les travailleurs et les jeunes qui cherchent une issue de classe ?

Les interminables rebondissements de la situation politique au Royaume-Uni illustrent et confirment au plus au point l'appréciation que nous avons formulée dès 1997 (cf. http://socialisme.free.fr/nouvelle_perspective3.htm#_Toc51909101) :

« La perspective dans laquelle doit s'inscrire l'action politique de construction de partis ouvriers révolutionnaires et de l'Internationale ouvrières révolutionnaire est celle d'une crise économique, sociale et politique sans précédent, par suite de l'incapacité du capital de maîtriser la marche à une crise dislocatrice, de remporter des victoires écrasantes sur le prolétariat et l'incapacité du prolétariat à vaincre la bourgeoisie sans partis et internationale révolutionnaires. »

Les convulsions du Brexit depuis trois ans sont le produit de la profonde division de la bourgeoisie britannique entre les milieux capitalistes financiers et commerciaux fortement impliqués dans les échanges internationaux, et tous les « pieds écrasés » qui au sein de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie peinent à maintenir leur positions sociales dans le processus de déclin irréversible de l'impérialisme anglais, ainsi que de l'incapacité du prolétariat anglais à trouver une direction politique qui lui permette de s'ouvrir la voie vers une issue de classe. Cela impliquerait le combat pour la rupture du Labour avec les Tories et la City, contre l'Union européenne, pour lui opposer le combat pour les États unis socialistes d'Europe, pour un gouvernement du Labour s'engageant dans la voie de la satisfaction des revendications de la classe ouvrière.

CPS n° 72 (13 mars 2019) écrivait à ce sujet :

« (...) c'est contre les intérêts de la fraction de la bourgeoisie la plus tournée vers le marché mondial qu'a été adopté par referendum le Brexit, en particulier contre les intérêts de la City. Ce qui ne signifie pas que le Brexit par lui-même contienne le début même d'une solution aux problèmes qui assaillent le prolétariat britannique. La solution à ses problèmes ne peut venir que de la mise en œuvre d'un véritable programme ouvrier, incluant la nationalisation sans indemnité ni rachat des moyens de production, le monopole d'État du commerce extérieur, la pleine

reconnaissance du droit à l'indépendance de l'Irlande dans sa totalité - donc la fin de la partition, etc. Rien de tout cela n'est possible sans la constitution d'un véritable gouvernement ouvrier. Évidemment une telle issue implique la rupture avec l'UE et, au contraire, que soit ouverte la perspective des États unis socialistes d'Europe. Car la sortie de l'UE dans le cadre du maintien de la domination de la bourgeoisie britannique non seulement ne résout rien pour la classe ouvrière britannique mais ne leur promet que davantage de chômage, de pauvreté, et la liquidation de leurs maigres droits subsistants : c'est du reste bien cela que promettent aux travailleurs les "hard brexiteurs" du parti Tory. »

On peut compléter par les conclusions de CPS n° 71 (5 décembre 2018), qui conservent toute leur actualité :

« À l'inverse, toute la situation politique exige que sans attendre le Labour se prononce pour que soit immédiatement chassé le gouvernement May[ou son successeur tory - NDLR], pour un gouvernement du seul Labour. Un tel gouvernement devrait sans doute rompre sans délai avec l'UE. Mais à vrai dire, la seule rupture avec l'UE ne permettra en rien une amélioration du sort misérable de pans entiers du prolétariat et de l'appauvrissement de la totalité des masses laborieuses, si elle ne s'accompagne de mesures immédiates visant à la nationalisation sans indemnité ni rachat des grands groupes industriels et commerciaux, des banques, permettant la mise en œuvre d'un plan de production ordonné par les besoins des masses et non du profit. Un gouvernement mettant en œuvre ces mesures de rupture avec le capital opposerait à l'UE (coalition conflictuelle des différents gouvernements bourgeois d'Europe néanmoins unis contre le prolétariat) la perspective des États-Unis socialistes d'Europe, seule issue véritable pour la classe ouvrière à l'échelle du continent. C'est une telle perspective que devrait avancer dans le Labour Party tout groupe ayant en Grande-Bretagne l'objectif de la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire. »

Le 31 mai 2019



Prenez contact ! A.E.P.S. 1bis, Rue GUTENBERG, 93100 MONTREUIL, <http://socialisme.free.fr>

Directeur de la publication : Roland MICHEL -- Commission paritaire n°67187 -- n°ISSN: 0763790X -- Imprimerie spéciale